1-15 JUIN 1952 BI-MENSUEL (Quatrième année) N° 69

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

Association déclarée
Loi de 1901

354, Rue Saint-Honoré
PARIS-Ier

Compte Chèque Postal de l'Association
PARIS 7241-06

SOMMAIRE

Où en est l'économie soviétique ?..... 1
La presse communiste et la « guerre bactériologique » 5
La déclaration de guerre de François Billoux 11
Le cas du professeur Bourguignon..... 13
L'autobiographie instrument essentiel de la terreur policière au sein du Parti communiste 14
Memento de la « guerre froide »..... 17

LES PAYS DU GLACIS SOVIETIQUE

Allemagne orientale : *Les théâtres de la zone soviétique se refusent à jouer les pièces des communistes allemands* 21
Indices d'un antisémitisme renaissant 22
Tchécoslovaquie : « *Cirques et Variétés* » *entreprise nationale. — L'arbitraire et le pain quotidien*.... 23
Célébration de l'amitié et de l'alliance militaire soviéto-tchécoslovaques 24
Hongrie : *Renforcement de la discipline dans les kolkhozes*..... 25
Critiques des stakhanovistes de Stalinvaros 26
Pologne : *Une étape de la lutte contre l'Eglise* 27
A travers la presse d'un mois..... 28
Bulgarie : *Les passeports individuels pour l'intérieur du pays. — Réunion nationale des jeunes auteurs littéraires* 29
La situation de l'élevage..... 30
Albanie : *Divisions et épurations dans le P. C.* 30
La vie luxueuse des Russes..... 32

LE COMMUNISME EN ASIE

L'U.R.S.S. et les pays sous-développés 33
Chine : *Indigence de la presse communiste* 34
Renforcement des liens entre les glacis européen et chinois..... 35
Indochine : *Qui sont les leaders du Parti Lao-Dong ?* 36
Japon : *Paralysé en tant que parti politique le communisme exploite les sentiments nationalistes* 37

LA VIE EN U.R.S.S.

Illustration de la « technique soviétique ». — L'emprunt forcé..... 39

Où en est l'économie soviétique ?

Dans nos études sur le budget (n° 65) et sur l'industrie (n° 66) soviétiques nous avons brossé un tableau de la situation financière et industrielle de l'U.R.S.S. Nous examinons cette fois-ci l'état de l'agriculture et de l'élevage, pour dégager de cet ensemble quelques conclusions générales.

En ce qui concerne l'agriculture, il faut souligner que des comparaisons valables ne peuvent être établies que sur la base de moyennes au moins quinquennales, puisque le volume des récoltes dépend étroitement des conditions météorologiques, fort variables d'une année à l'autre. Or, l'état fragmentaire des statistiques russes rend ce calcul assez difficile. Les comparaisons annuelles sont beaucoup moins aléatoires en ce qui concerne l'élevage, car l'effectif du cheptel ne suit que de loin le mouvement des récoltes. Une réduction sensible de cet effectif n'intervient généralement qu'à la suite d'une baisse catastrophique de la production fourragère ou bien (ce qui n'a rien à voir avec la météorologie) de bouleversements sociaux tels que la collectivisation forcée des campagnes à partir de 1930.

Agriculture et élevage

La production des céréales est caractérisée par les chiffres que voici (millions de tonnes) :

1928 (avant les plans quinq.	73,3	
1932 (fin du 1er P.Q.	69.9	(prévu: 105,8)
1937 (fin du 2e P.Q.)	115,0	(prévu: 110,6)
1940 (veille de la guerre)..	119,0	
1942 (fin du 3e P.Q.....	?	(prévu: 152,8)
1945 (fin de la guerre)....	80,0	
1946 (grande sécheresse)..	70,0	
1947	110,0	
1948	118,0	
1949	120,0	
1950 (fin du dernier P.Q.)	124,0	(prévu: 127,0)
1951	121,5	

La moyenne des cinq dernières années s'établit donc, avec 119 millions de tonnes, au même niveau qu'à la veille de la guerre. Elle est encore de 23 % inférieure à ce que le 3e plan quinquennal voulait atteindre dès 1942 pour une population sensiblement moindre. En tenant comp-

te de l'extension du territoire et de l'accroissement de la population, on constate que la production des cinq dernières années est de 15 à 20 % inférieure à celle d'avant-guerre.

L'agriculture aurait donc besoin d'être sérieusement appuyée et encouragée pour remonter à son niveau de 1937-40, sans même parler de l'objectif de 152,8 millions de tonnes fixé pour 1942. Or, les sommes que le budget consacre aux investissements dans l'agriculture sont des plus modiques, ainsi qu'il ressort du tableau ci-dessous :

	Milliards de roubles	Part dans le total des investissements	En % des investissements stratégiques
1948	20,5	14%	36%
1949	32,7	21%	41%
1950	34,0	21%	32%
1951	39,0	22%	30%
1952 (prév.)	34,7	19%	24%

C'est à partir de 1949 qu'on observe le plafonnement des investissements dans l'agriculture. De 1949 à 1952 (prévisions), les investissements agricoles n'ont augmenté que de 6 %, alors que le total des investissements s'est accru de 18 %, et les investissements stratégiques même de 79%. L'agriculture est donc de plus en plus traitée en parente pauvre ; cette impression est confirmée par le nombre des engins qu'on lui fournit annuellement en vue de sa motorisation (en milliers) :

	Tracteurs	Combinés autotractés	Camions
1949	150	12	64
1950	184	23	82
1951	137	29	59

La situation est moins satisfaisante encore en ce qui concerne l'élevage, qui souffre toujours des coups que lui avait portés la collectivisation des années 1930-1934. Nous indiquons tout d'abord la situation effective de 1928 (à la veille du 1er P.Q.) et les objectifs que les différents plans se proposaient d'atteindre (effectifs en millions de têtes) :

	Bovins	Ovins	Porcins
Situation en 1928	70,5	146,7	26,0
Objectifs pour 1932-33 (1)....	80,9	160,9	34,8
Objectifs pour 1942 (2)	71,3	139,8	51,4
Objectifs pour 1950 (3)	65,3	121,5	31,2
Objectifs pour 1950 (4).....	62,5	110,2	24,2
Objectifs pour 1951 (4).....	69,7	128,0	30,8

(1) Premier P.Q., établi en 1928. — (2) Troisième P.Q., établi en 1937. — (3) P.Q. d'après-guerre, établi en 1946. — (4) Plan triennal pour l'élevage, établi en avril 1949.

Les objectifs fixés sont en diminution par rapport à ce qu'on voulait atteindre dès la fin du premier P.Q., et cela se comprend, car la collectivisation forcée a abouti au massacre du cheptel, et toute la politique suivie depuis, en négligeant délibérément les industries travaillant pour la consommation ainsi que le secteur agricole, a freiné la reconstitution du cheptel, dont l'effectif demeure (sauf pour les porcins) même inférieur à ce qu'il était en 1916, en pleine guerre, avant la révolution de 1917. Voici les principaux chiffres (en millions de têtes) :

	Bovins	Ovins	Porcins
1916	60,6	121,2	20,9
1928 (1)	70,5	146,7	26,0
1932 (2)	40,7	52,1	11,6
1938	63,2	102,5	30,6
1950	57,2	99,0	24,1
1951	58,8	107,5	26,7

(1) Avant la collectivisation forcée. — (2) Après la collectivisation.

Remarquons tout d'abord qu'en 1951 l'effectif des bovins et des ovins est encore inférieur à celui de 1916, année de guerre et partant des plus défavorables. Les chiffres des deux tableaux précédents se prêtent à tant de comparaisons suggestives que nous ne pouvons en retenir ici que les plus importantes.

Confrontons la situation de 1951 avec quelques données antérieures. Les effectifs de l'an dernier représentent (en %) :

Par rapport :	Bovins	Ovins	Porcins
à l'année de guerre 1916.....	97	89	128
à la veille du premier P.Q. (1928)	83	73	103
aux objectifs fixés pour 1932-33	73	67	77
aux objectifs fixés pour 1951 par le plan triennal de 1949..	84	84	87
aux objectifs fixés pour 1950 par le P.Q. d'après-guerre....	90	88	86
à l'avant-guerre (1938)	93	105	87

La situation en 1950, dernière année du premier P.Q. d'après-guerre, se présente comme suit (en %) :

Par rapport :	Bovins	Ovins	Porcins
aux objectifs fixés en 1946.....	87	81	77
aux objectifs réduits fixés en 1949 par le plan triennal....	91	90	99

Notre but

Le B.E.I.P.I. a pour but de faciliter le travail des membres de notre Association. Il leur apporte chaque quinzaine des études inédites des documents révélateurs et des informations contrôlées sur la politique internationale notamment sur celle des pays du bloc soviétique, et sur le Communisme lui-même. Ces informations sont extraites en particulier des publications communistes du monde entier, ainsi que d'autres publications.

Tous les renseignements contenus dans le Bulletin sont publiés en vue de leur diffusion. C'est dire que nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. D'autre part nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à B.E.I.P.I., 354, rue Saint-Honoré à Paris (1er).

Mais il faut tenir compte de l'accroissement du territoire et de la population. Sous cet angle, les effectifs de 1951 représentent les pourcentages suivants :

	Bovins	Ovins	Porcins
de la situation effective en 1928..	60	53	74
des objectifs fixés en 1928 pour 1933	53	48	55

La popuplation soviétique dispose donc, en 1951, de la moitié environ du cheptel — et de la viande ! — que Staline lui avait promis pour il y a 18 ans.

Le niveau d'existence

Cette situation, telle qu'elle ressort des données soviétiques elles-mêmes, n'empêche nullement M. Jean Creach d'affirmer « en toute objectivité » dans le *Monde* du 3 mai dernier : « *Les Russes vivent aujourd'hui dans des conditions matérielles meilleures qu'avant la guerre.* »

Confrontons donc les prix de 1952 (ceux que M. Creach reproduit lui-même d'après *L'Economist*) avec ceux de 1938 (en roubles) :

	1938	1952	Augment. en %
Pain de seigle (kg.)..	0,85	1,50	76
Bœuf (kilo)	9,50	15,00	57
Beurre (kilo)	20,00	29,00	45
Huile arach. (kilo)..	15,92	21,60	36
Œufs (la pièce)	0,65	0,76 à 1,02	17 à 35
Sucre (kilo)	4,10	11,90	près de 3 fois
Sel (kilo)	0,05	0,35	7 fois
Thé (100 grammes)	9,00	10,30	14

Pendant la même période, le salaire moyen mensuel a passé de 289 roubles à 430 roubles, soit un relèvement de 49 %.

M. André Pierre lui-même, pourtant peu suspect d'hostilité préconçue, est obligé d'écrire le lendemain dans le même journal :

« *On ne parvient pas à satisfaire les besoins croissants des populations, ni au point de vue de la quantité ni sous le rapport de la qualité des produits, et la presse ne cesse de se faire l'écho des doléances des citoyens soviétiques. N'est-il pas significatif que dans le domaine de la chaussure, par exemple, la production annuelle ne dépasse pas une paire par habitant ? Le décret gouvernemental du 1er avril permet de faire une autre constatation : les baisses les moins importantes (12 à 15 %) concernent le pain, les farines et la viande, c'est-à-dire les denrées de grande consommation, alors que les réductions substantielles (de 20 à 30 %) intéressent des articles qui ne jouent qu'un rôle minime dans le budget du travailleur soviétique : huile, mayonnaise, conserves, sel, jus de fruits, etc. En outre le prix du pain et des produits de boulangerie avait été abaissé en 1951 de 15% : il ne l'a été que de 12% cette fois.* »

Rassuré par ces critiques de M. André Pierre, le lecteur du *Monde* admirera une fois de plus la « belle objectivité » de son journal et ne verra aucun inconvénient à croire sur parole M. Creach qui affirme que les Russes vivent maintenant mieux qu'avant la guerre. Toujours est-il que le pouvoir d'achat des salaires soviétiques a baissé par rapport à l'avant-guerre dans les proportions suivantes :

exprimé en sel ..... de 79%
exprimé en sucre..... de 49%
exprimé en pain..... de 16%
exprimé en viande ..... de 5%

Il a augmenté :

exprimé en beurre ..... de 3%
exprimé en huile ..... de 9%
exprimé en œufs ..... de 10 à 27 %
exprimé en thé ..... de 37%

Dans tout ce qui précède, nous raisonnons comme si la baisse du 1er avril dernier était réellement une baisse. Mais nous avons déjà souligné — voir notre précédent numéro — que l'emprunt forcé de 42,5 milliards de roubles reprendra aux consommateurs au delà des 28 milliards que la baisse leur a accordés.

Il est vrai que M. Creach reproduit, d'après l'*Economist*, les pourcentages de la hausse intervenue depuis 1940, et non — comme nous le faisions tout à l'heure — depuis 1938. Suivons-le donc sur ce terrain, en ajoutant simplement que les salaires ont été augmentés, depuis 1940, de 27 % en moyenne. Nous obtenons alors le tableau que voici (par rapport à 1940) :

	Hausse des prix	Hausse (+) ou baisse (—) du pouvoir d'achat.
Thé	3%	+ 23%
Œufs	5%	+ 21%
Beurre et huile ..	38%	— 8%
Bœuf	43%	— 11%
Pain de seigle ..	76%	— 28%
Sucre	213%	— 60%
Sel	600%	— 82%

Après cela il est toujours loisible à tous les Creach de la création d'affirmer que les Russes vivent aujourd'hui mieux qu'avant la guerre. Il leur aurait cependant suffi de se demander comment une production inférieure, par tête d'habitant, à celle d'avant-guerre, peut permettre d'attribuer à chacun des quantités supérieures.

Vue d'ensemble

Les principales impressions qui se dégagent de nos analyses (1) peuvent se résumer ainsi :

1° La production industrielle dans son ensemble dépasse d'environ 30 % son niveau de 1948, lequel était sensiblement égal à celui de 1940 ;

2° les principales industries de transformation ne dépassent que de fort peu leur production d'avant-guerre, surtout si l'on tient compte de l'accroissement de la population, tandis que les industries de base, par rapport à l'avant-guerre, ont progressé de 65 % (acier), de 60 % (fonte), de 45 % (pétrole), de 33 % (charbon) ;

3° l'agriculture et l'élevage demeurent défavorisés : la première a atteint son niveau d'avant-guerre, le second en est encore loin (sauf pour les ovins), mais l'une et l'autre restent au-dessous des chiffres d'avant-guerre si l'on tient compte de l'accroissement de la population ;

4° il n'est donc point étonnant que la capacité d'achat des salaires soit toujours inférieure à ce ce qu'elle était avant la guerre (malgré son relèvement depuis 1948) et qu'elle reste même de 5 à 10 % au-dessous de son niveau de 1913 (sous le tsarisme) ;

(1) *B.E.I.P.I.*, numéros 65 (Budget), 66 (Où en est l'économie soviétique ?) et 67 (La baisse des prix).

5° l'économie soviétique demeure largement non rentable puisque l'Etat lui verse, comme subventions destinées aux investissements, le multiple de ce qu'il en reçoit sous forme de bénéfices, ainsi qu'il ressort des chiffres ci-dessous :

	Sommes tirées par l'État de l'économie nationale en % de ce qu'il y investit	Autofinancement de l'économie nationale en % des sommes qu'elle reçoit de l'État
1948	18%	10%
1949 (1)	22%	25%
1950	26%	18%
1951	27%	19%
1952 (1)	34%	25%

(1) Prévisions.

Pour 1949, on n'a pas publié les résultats, ce qui veut dire qu'ils furent sensiblement inférieurs aux prévisions. Il faut s'attendre à ce que les prévisions pour 1952 ne se réalisent pas non plus. Les années 1950 et 1951 marquent une amélioration certaine sur 1948 ; ce fait n'a rien de surprenant, car les conséquences de la guerre étaient encore sensibles en 1948, qui ne fut pas une année tout à fait normale.

Dans quelle mesure la productivité s'est-elle accrue ? Les communiqués officiels prétendent qu'elle se serait relevée dans les proportions suivantes :

de 1946 à 1947.....	13%
de 1947 à 1948.....	15%
de 1948 à 1949.....	13%
de 1949 à 1950.....	12%
de 1950 à 1951.....	10%

L'accroissement total serait donc de 76 % entre 1946 et 1951. Ces chiffres ne peuvent que faire sourire. Les statisticiens soviétiques les ont obtenus en divisant leur indice de la production industrielle par l'indice de la main-d'œuvre. Mais nous avons déjà démontré, au numéro 66 (p. 2), que l'indice officiel de la production industrielle est arbitrairement gonflé. En opérant avec des données plus voisines de la réalité, on trouve que la production industrielle de 1948, à peu près égale à celle de 1940, a nécessité une main-d'œuvre de 34,6 millions, contre 31,5 millions en 1940. Pour une production égale à 1940, il fallut ainsi, en 1948, un nombre de travailleurs supérieur de 10 %, ce qui équivaut à une baisse de la productivité de l'ordre de 9 %. Vu la dégradation qu'avaient subie tant l'appareil productif que la qualification de la main-d'œuvre, cette baisse de la productivité paraît dans la nature des choses. De 1948 à 1951, la production industrielle a augmenté d'environ 30 % (voir nos évaluations dans le numéro 66), tandis que la main-d'œuvre, en passant de 34,6 millions à 40,8 millions, s'est accrue de 18 %. La productivité s'est donc relevée, depuis 1948, de 10 % (130 sur 118 donne l'indice 110). Par rapport à l'avant-guerre, la production s'est accrue de 30 %, autant que par rapport à 1948, cette dernière année marquant le retour au niveau de 1940. La main-d'œuvre dépasse en 1948 son niveau d'avant-guerre de 29 % (40,8 millions contre 31,5 millions). La productivité peut donc être considérée, en 1951, comme légèrement supérieure à celle de 1940.

Toutes les récriminations qu'on trouve constamment dans la presse soviétique (et dont nous ne cessons de donner ici même de larges extraits) quant à l'utilisation insuffisante de l'outillage, aux gaspillages et au manque de compétence des techniciens, confirment cette évaluation globale, qu'un autre fait encore vient étayer. Le nombre de jeunes spécialistes et techniciens, versés annuellement par les écoles professionnelles et techniques dans la production, a évolué comme suit d'après les statistiques officielles :

1946	382.000
1947	790.000
1948	1.000.000
1949	723.000
1950	494.000
1951	363.000

La formidable saignée que fut la guerre pour le peuple soviétique a décimé les générations dans la force de l'âge, surtout les jeunes parmi lesquels on trouvait le plus de travailleurs qualifiés. On a tenté de combler les vides aussi rapidement que possible, d'où l'accroissement considérable jusqu'à 1948. La chute brutale depuis 1948 est interprétée par certains comme une simple ponction effectuée par l'armée sur la masse des adolescents. En réalité, il s'agit d'un phénomène bien plus grave : *l'U.R.S.S. est entrée dans une période de « classes creuses »*. Le massacre des « koulaks », perpétré entre 1931 et 1935, a eu de fortes répercussions sur la natalité (2). De même qu'il y a d'ores et déjà des vides dans les écoles techniques, il y aura, pendant les années à venir, des vides dans les casernes.

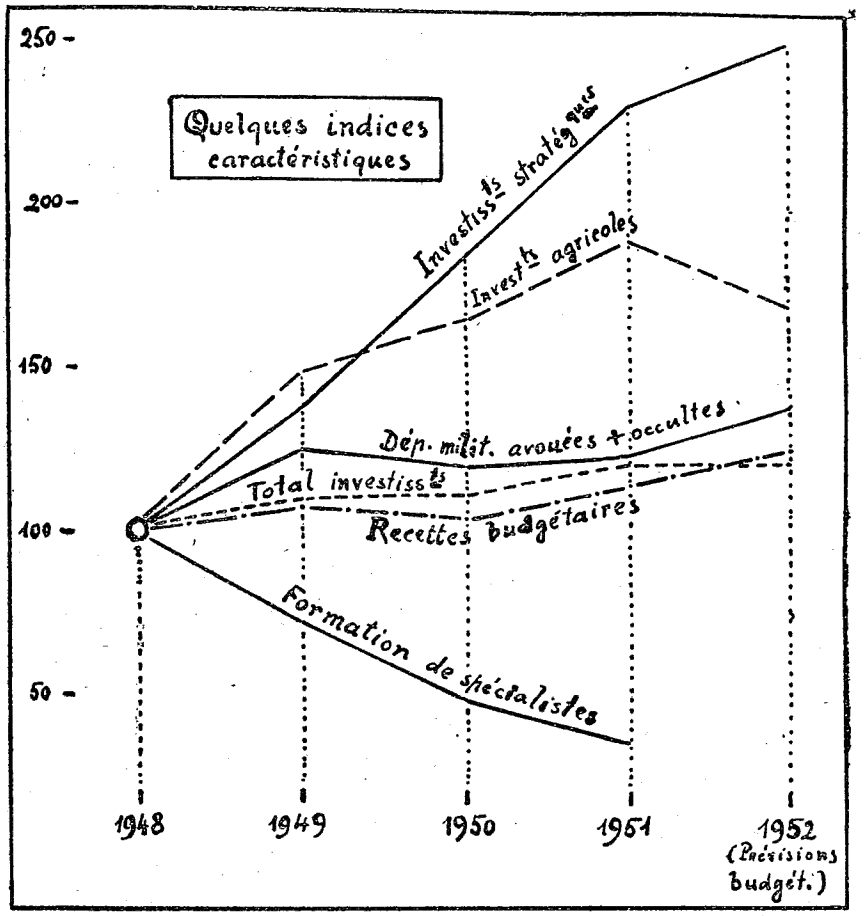
A la lumière de ce qui précède il apparaît probable que l'économie soviétique ne sera pas en mesure de poursuivre son expansion au même rythme qu'au cours des années précédentes. Dès à présent on observe des indices de freinage, de ralentissement et de plafonnement. Nous en résumons les principaux dans le tableau ci-dessous :

(2) Voir *B.E.I.P.I.*, numéro 35 : « Combien y a-t-il d'habitants en U.R.S.S. ? »

Accroissement	de 1948 à 1949	de 1949 à 1950	de 1950 à 1951	de 1951 à 1952 (1)
Recettes budgétaires	7 %	— 3 %	12 %	9 %
Investissements totaux	3 %	3 %	14 %	0,5 %
Investissements stratégiques	39 %	33 %	24 %	8 %
Investissements dans l'agriculture	59 %	4 %	12 %	— 10 %
Dépenses militaires avouées plus occultes.....	26 %	— 6 %	4 %	17 %
Subvention pour la baisse des prix	— 17 %	55 %	— 69 %	— 19 %
Main-d'œuvre (effectifs).	5 %	8 %	4 %	
Spécialistes (promotions annuelles)	— 28 %	— 31 %	— 27 %	
Dépenses budgétaires pour « mesures sociales et culturelles »	13 %	— 2 %	2 %	5 %
Productivité (2)	13 %	12 %	10 %	

(1) Prévisions budgétaires. — (2) Chiffres officiels, donc largement surévalués; même ces chiffres officiels avouent un rythme décroissant.

Le graphique ci-dessous qui complète le tableau ci-contre fera mieux ressortir les principales tendances de l'évolution économique de l'U.R.S.S.



Pour éviter toute fausse interprétation de ce graphique, nous croyons devoir souligner qu'il met en évidence des indices, et *non des chiffres absolus*. Ainsi, par exemple, la courbe des investissements dans l'agriculture, comparée à celle des dépenses militaires, ne signifie nullement que les premiers seraient plus importants que les secondes. Le graphique indique l'évolution des différents éléments depuis 1948, année de départ, que nous avons choisie comme base parce que la production industrielle de 1948 se rapproche le plus de celle de 1940.

Pour la plupart de ces indices le plafonnement depuis 1949 est nettement visible. Il est particulièrement intéressant de noter la priorité qui est accordée aux investissements stratégiques sur les dépenses militaires (avouées plus occultes) directes. Le total des investissements suit d'assez près l'évolution des recettes budgétaires, lesquelles n'augmentent que fort lentement, preuve évidente que le revenu national, reflet de la production, se relève beaucoup moins vite que ne voudraient faire croire les chiffres officiels.

P.S. — Dans notre étude sur le budget soviétique (3), nous avons indiqué qu'il existe, tant du côté des recettes que de celui des dépenses, des sommes importantes dont l'origine ou la destination n'est pas spécifiée. Un lecteur nous a signalé qu'un livre soviétique publié en 1951 : *Gossoudarstvenny Budget S.S.S.R.* (Le Budget d'Etat de l'U.R.S.S.) apporte quelques éclaircissements sur cette question. Nous avons consulté cet ouvrage, dû au professeur Rovinsky et destiné aux étudiants des Facultés financières et économiques de l'U.R.S.S. Nous y trouvons, en effet, à la page 70, une énumération plus complète de certaines recettes du budget de 1951. Parmi les plus importantes, il convient de mentionner (en milliards de roubles) :

Ressources de la Sécurité Sociale	21,1
Impôts sur les entreprises et organisations..	7,6
Taxes et perceptions locales	7,2
Recettes des Stations de machines et tracteurs	5,2

Avec quelques autres recettes de moindre importance, on retrouve ainsi 45,6 milliards de roubles sur un total de 90 milliards de recettes non mentionnées. Quant aux 44,4 milliards qui restent, on en cherche en vain l'origine.

En ce qui concerne les *dépenses* non mentionnées (32,3 milliards en 1951), l'ouvrage du professeur Rovinsky est absolument muet sur leur destination. Cette discrétion à toute épreuve n'est pas faite pour infirmer l'avis que nous exprimions ici et selon lequel cette somme, qui représente près de 3.000 milliards de francs (autant que le budget français tout entier !), sert à des fins inavouables, faciles à deviner.

(3) *B.E.I.P.I.*, numéro 65, p. 15.

La presse communiste et la "guerre bactériologique"

Nos lecteurs jugeront peut-être qu'il n'était pas besoin de consacrer une étude aussi longue que celle-ci à l'examen des « preuves » de la « guerre bactériologique » en Corée. Pour tout homme de bon sens, la cause est entendue dès le jour où la presse communiste a publié les premiers « documents ». Il nous a pourtant paru nécessaire de ne pas nous contenter d'un haussement d'épaules, car c'est pour nous l'occasion d'attirer une fois de plus l'attention sur un des plus redoutables méfaits du communisme : la perversion de l'intelligence.

Nous sommes entrés depuis plus d'un quart de siècle dans l'ère des masses et celle-ci se caractérise par une terrible décadence de la liberté intellectuelle. Les hommes ne savent plus comment user de leur raison, et les communistes utilisent au maximum une dégénérescence de l'esprit critique qui leur livre pieds et poings liés la cohorte des intellectuels patentés.

Ouvrons, sur le sujet qui nous retient, un journal aussi peu suspect que le Figaro. *Dans le numéro du* 10-11 *mai* 1952, *sous le titre* « La haine et le mensonge», *son éditorialiste énumérait, en les réfutant, les « preuves » apportées par la presse communiste, puis il ajoutait :* « De l'autre côté, nous n'avons pas non plus de preuves absolues, sans doute. Nous ne pouvons tenir pour des preuves les dénégations, si indignées soient-elles, des porte-parole militaires américains. »

C'est là vraiment ignorer tout du bon usage de la raison. Comment l'éditorialiste du Figaro *veut-il que les Américains apportent une preuve de leur innocence ? La logique — qu'on n'enseigne plus guère aux jeunes générations mais qui n'était pas si dédaignée du temps où il faisait sa philosophie — nous apprend qu'une* preuve négative *est impossible. Et le sens de la saine justice serait-il perdu, Rond-Point des Champs-Élysées au point qu'on demande des preuves à l'accusé ? L'accusé n'a pas à faire la preuve de son innocence : c'est à son accusateur de fournir, s'il le peut, celle de sa culpabilité.*

Dans une affaire de ce genre, « l'honnête homme », comme on disait au grand siècle, peut juger en toute sincérité, même s'il ne dispose d'aucune compétence particulière dans les affaires microbiennes. Il lui suffit de ne pas oublier les règles pour la direction de l'esprit, comme disait Descartes.

« Vous dites qu'il y a la peste en Corée du Nord et en Mandchourie, dira-t-il aux communistes, et je veux bien vous croire. Ce n'est point là un fait extraordinaire dans ce coin du monde et après tant de guerres et de désordres. Vous dites aussi que les germes du mal ont été lancés par des aviateurs américains. C'est une accusation très grave : à vous de faire la preuve. Or, celles que vous m'apportez sont sans valeur. Tant que vous ne m'en présenterez pas d'autres, je serai en droit de vous tenir pour des calomniateurs. D'ici que la preuve soit faite, je garderai l'esprit et le cœur en repos, libre assez ainsi pour relire dans une brochure éditée à Pékin en 1950 *par le service des éditions en langue française, un rapport daté du* 13 *juin* 1950 *sur* « L'Instruction et la culture dans la Chine nouvelle » *rapport fait lors de la deuxième session du Comité national de la Conférence consultative du peuple par ce même Kuo Mo Jo qui, au nom de la Chine, accuse les Américains de se livrer à la guerre bactériologique.*

« Au sujet de la précaution contre la *peste bubonique*, le ministère de la Santé Publique, après avoir exterminé la *peste* au nord du Tchahar l'année dernière, a établi cette année un bureau antiépidémique pour la région Tchahar-Mongolie intérieure et des stations antiépidémiques ainsi que celle de contrôle contre l'épidémie le long de Kalgan à Kouaisouai.

« Le ministère de la Santé Publique, après avoir appris la nouvelle par laquelle la *peste* s'est produite dans la péninsule de Laitchou a envoyé immédiatement du nord-est à Laitchou une équipe médicale composée de 153 membres pour y aider à éliminer la *peste* de sorte que nos troupes chargées de la libération de l'île Haïnan ne sont pas atteintes.

« Les équipes médicales ont été envoyées également aux Foukien, Tchekiang, Yunnan, etc., pour y assister à l'anéantissement de la *peste*, à soigner les malades ou à approvisionner le serum antibubonique. Une quantité de serum antibubonique suffisante pour 4 millions de personnes a été distribuée.

« La précaution contre les épidémies dans les régions inondées constitue le travail principal du premier semestre de cette année. Le ministère de la Santé Publique a organisé successivement des équipes dont les membres s'élèvent à 400 et les a envoyées dans la région inondée du fleuve jaune, au nord du Kiangsou, au nord du Nganhoei, au Pingynan et à la région des travaux du fleuve Tchao-bai pour y donner des injections de précaution, d'effectuer l'anéantissement des pouces (*sic*) et faire prendre des bains de douche (*sic*). Un paysan a écrit un poème pour rendre hommage au gouvernement :

Le gouvernement nous a bien traités
Maintenant les paysans prennent douche
Nos vêtements ont été désinfectés
Plus les poux ne nous touchent.

Oh c'est un grand problème
Il a été réglé !

Oh c'est un grand problème (1)
Il a été réglé ! »

Cela, c'est une preuve, au sens exact du terme, qu'il peut y avoir en Chine, au milieu du XX^e^ siècle, une épidémie de peste bubonique sans qu'il soit nécessaire d'imaginer pour autant l'intervention diabolique de qui que ce soit.

(1) Nous avons respecté l'orthographe et le style.

Depuis deux mois, sur le thème de la guerre bactériologique, la propagande communiste a déclenché une violente offensive. Depuis deux mois, elle accumule les déclarations, les « preuves » et les « témoignages » et, par cette accumulation même, cherche à faire impression.

Les méthodes d'argumentation et de discussion qu'elle emploie sont à elles seules amplement révélatrices. Elles mettent en cause le fait même qui préside d'ordinaire à toute recherche sincère et impartiale de la vérité. Elles vont plus loin : elles constituent une offensive systématique contre le fondement de l'esprit scientifique en le *politisant*.

Les preuves et les témoins

Les arguments utilisés par la presse communiste pour démontrer que les armes bactériologiques ont été utilisées en Chine et en Corée peuvent être ainsi classés :

1° — La preuve par la *préméditation* (il s'agit d'extraits de la presse américaine qui annoncent que les milieux militaires et scientifiques poursuivent des recherches pour l'utilisation en cas de guerre d'armes microbiennes) ;

2° — la preuve du *précédent* (le procès de Khabarovsk en 1949 au cours duquel des spécialistes japonais *avouèrent* avoir déjà utilisé contre des humains des armes microbiennes) ;

3° — Les preuves « matérielles » proprement dites, qui se réduisent, en fait, à des photos d'insectes, de bactéries, de « containers ».

4° La preuve par les témoignages :

a) — les rapports des experts, et les déclarations des témoins chinois et coréens ;

b) — Les aveux des soldats de Tchang Kai Chek faits prisonniers, qui auraient été parachutés pour vérifier les résultats obtenus grâce aux armes bactériologiques, et les aviateurs américains qui, prisonniers également, ont reconnu avoir participé à des bombardements microbiens.

c) — Le témoignage de la commission des juristes démocratiques qui confirme les déclarations des experts chinois ;

d) — Enfin, venant apporter le poids de son renom, les *affirmations* d'un savant comme Joliot-Curie qui, bien qu'il ne soit nullement spécialiste, et qu'il n'ait pas enquêté sur place, vient étayer l'argumentation communiste et joue le rôle d'un renfort moral.

Orchestrées par la presse, ces « preuves » peuvent faire illusion par leur nombre et leur diversité, mais elles sont sans valeur.

1. — L'argument de la préméditation ne prouve rien. Le raisonnement communiste est le suivant : puisque les Américains se livrent à des recherches dans le domaine des armes microbiennes, comme leur presse le reconnaît, c'est donc qu'ils préparent cette guerre et qu'ils sont décidés à utiliser ces armes. Cette argumentation n'est pas neuve. Elle a déjà été employée lors de la guerre de Corée. Et la presse communiste a fait un large usage d'extraits de presse américaine, tendant à montrer que les Américains et les Coréens du Sud étaient les agresseurs. Cet échafaudage laborieux se heurtait malheureusement à un fait brutal : l'envahissement de la Corée du Sud par les armées du Nord. Les communistes cherchaient alors à détourner l'attention, à faire oublier le *fait*, à l'aide d'une argumentation, d'un raisonnement. Aujourd'hui, la forme a changé : on cherche, à l'aide d'un raisonnement, à faire croire à l'existence d'un *fait ;* mais la méthode reste la même.

Que les spécialistes américains se livrent à des recherches est parfaitement vraisemblable. Mais au cours de la dernière guerre, *de part et d'autre,* on a fabriqué et stocké des gaz, sans jamais les employer. Il était cependant indispensable de poursuivre des recherches, pour, en cas de besoin, disposer de moyens de riposte.

A ce propos, les communistes répondent-ils à cette question : les Russes se livrent-ils à des recherches identiques ? (1).

2. — Le précédent du procès de Khabarovsk est a priori suspect. En effet, si les accusés ont avoué, c'était dans les conditions des procès soviétiques, et nous savons le crédit qu'il faut accorder à ce genre d'aveux.

Il est intéressant de voir le parti qu'en tire la propagande.

Tout d'abord, l'affirmation que le précédent existe accrédite l'idée que la guerre bactériologique est dès maintenant scientifiquement possible (possibilité niée par les spécialistes de l'Institut Pasteur) et en renforce la vraisemblance. Les Japonais s'étaient déjà livrés à des expériences (dont on ignore les résultats), on en conclut que les Américains, qui disposent de moyens considérables et, d'après les communistes, de l'aide de spécialistes japonais, sont passés à l'action.

3. — Il y a peu à dire sur les photos, que l'on truque comme on veut et avec lesquelles on démontre ce que l'on veut. Rappelons, à ce propos, que le journal crypto-communiste *Libération* fut pris, il y a un an, en flagrant délit de truquage et condamné pour ce fait en correctionnelle.

Toutefois, l'utilisation des photos nous permet de constater la mauvaise foi communiste. En effet, l'éminent bactériologiste belge Dubos, dont la renommée est mondiale dans les milieux scientifiques, examinant des reproductions photographiques de bactéries publiées par la presse chinoise, a déclaré qu'il s'agissait, la plupart du temps, de taches sans signification.

Prise en flagrant délit, la presse n'a pas osé mettre en doute la compétence du savant. Mais on lui reproche alors de porter un jugement en se basant sur de « mauvaises reproductions ».

Ainsi, on nous met des photos sous le nez en nous disant : *Voici des preuves. « Les documents photographiques que nous publions aujourd'hui dans cette page et que* Ce Soir *a obtenus grâce à son correspondant en Corée, Wilfrid Burchett, apportent la* preuve matérielle *du crime. »* (*Ce Soir* 2-4-52). Lorsque le savant se penche sur elles et déclare que ces « preuves » ne prouvent rien, on lui fait grief de porter un jugement à partir de documents sans valeur !

4. — *Les témoignages humains.*

a) — Nous passons rapidement sur les déclarations de prisonniers. Elles sont automatiquement discréditées étant donné les conditions dans lesquelles elles ont été obtenues. Elles rejoignent les pétitions, déclarations, signatures des prisonniers français du Viet Nam et n'ont pas plus de valeur.

b) — Nous en venons donc aux déclarations de M. Kuo Mo-Jo et des experts chinois. En un certain sens, elles sont tributaires des mêmes suspicions, qui pèsent sur tous les aveux de prisonniers. Car ces hommes sont, ou communistes, ou dépendants du régime communiste. Nous ne pouvons donc pas accepter purement et simplement leurs déclarations. Nous ne pourrons les accepter qu'après enquête faite sur place qui en appréciera le bien-fondé. Au reste, est-il besoin de souligner qu'il ne viendrait pas à l'idée en temps normal de croire n'importe quel savant ou spécialiste sur parole? Les affirmations, les découvertes d'un savant, sont toujours soumises à une enquête minutieuse, ne serait-ce que parce qu'il est lui-même susceptible de se tromper (on en a vu de multiples exemples dans le cas des recherches sur le cancer). Enfin, l'esprit scientifique, dont on parle tant, est à base non d'autorité, mais de libre examen. Si celui-ci fait défaut, la science n'est plus qu'un dogme sans fondement.

c) C'est pourquoi les communistes, pour parer à l'objection, suscitent une commission d'enquête composée de membres de l'association des juristes démocratiques, qui, par un hasard curieux (ou heureux) se trouvent précisément sur place en Corée. La commission confirme l'existence de la guerre bactériologique. Malheureusement, sa composition est également suspecte. Elle est formée essentiellement de communistes, est présidée par le Dr. Brandweiner qui, selon la *Tribune de Genève,* est un ancien nazi, c'est-à-dire un homme dont on est en droit de penser qu'il a accepté bien des choses pour se « dédouaner ». Enfin, le délégué français, Me Jacquier, est le gendre de Marcel Cachin.

En même temps, les communistes refusent une enquête de la Croix-Rouge internationale, sous prétexte que celle-ci a des attaches politiques et idéologiques capitalistes et bourgeoises. Elle ne saurait donc être impartiale. On tombe ainsi dans cette contradiction : il ne faut pas douter de la parole de Kuo Mo Jo qui est communiste, mais on se doit de récuser *à l'avance* l'opinion des membres de la Croix-rouge sous prétexte qu'ils ont des attaches politiques.

Enfin, la presse communiste annonce qu'une commission composée de savants et de personnalités religieuses vraiment impartiales va se constituer. Quels seront les critères de cette impartialité ? C'est ce qui n'est pas précisé. On ne voit du reste pas quels pourraient être ces critères,

(1) Lors des discussions sur les responsabilités de la guerre de 1914, certains historiens ont fait ressortir que l'état-major français avait, quelques années avant le début des hostilités, étudié un plan d'invasion de la Belgique. Mais c'est la tâche des états-majors de se préparer à toutes éventualités. L'existence de ce plan ne rend nullement la France responsable de la violation de la neutralité belge.

puisque les communistes considèrent que le monde est divisé en deux blocs. Il faut donc que les observateurs appartiennent à l'un ou à l'autre.

D'ailleurs, il n'est plus question, dans la presse communiste, de cette nouvelle commission d'enquête.

Le cas de Joliot-Curie ou la science politisée

Il nous faut nous arrêter plus longuement sur le cas de Joliot-Curie.

Ici, la propagande jette dans la bataille le poids d'*un nom* universellement connu. Celui de Pierre Curie dont M. Joliot est le gendre. Elle ne sert de la réputation du savant, et ce sur un double plan :

1° — Aux yeux des masses, un savant ne saurait se tromper, il connaît la question, etc....

2°. — La compétence se double d'une référence morale. Comment croire qu'un homme de sa valeur puisse se laisser abuser ou mentir ? Simultanément ou alternativement, la propagande va jouer sur ces deux aspects et entretenir une confusion systématique.

C'est sur la compétence, — avec déjà, il est vrai, certaines réserves qui prévoient l'objection possible — qu'insiste Aragon dans *Ce Soir* du 10 avril :

« *Est-ce que Joliot-Curie, le premier désintégrateur de l'atome, peut parler à la légère ? Trefouël me dira que c'est un physicien. Il y a des médecins qui l'ont dit comme ce physicien. Je viens de recevoir une lettre du professeur Bourguignon, par exemple, qui est un cri d'alarme et d'angoisse.* »

Ces quelques lignes constituent une remarquable illustration des affirmations abusives. On avance d'abord le *nom* de Joliot-Curie, le savant « *qui ne peut parler à la légère* ». Que signifie cette expression, sinon que Joliot est compétent, qu'il s'en porte garant ? Mais tout de suite Aragon concède qu'il n'est que *physicien*, ce qui, en fait, ruine largement l'argument de la compétence... Il appelle alors d'autres témoins à la rescousse. Des médecins, dit-il, partagent son avis; et il en fournit un seul exemple : le professeur Bourguignon. Or, celui-ci est un neurologue, qui par conséquent n'est pas plus qualifié que Joliot-Curie. En outre, il s'est gardé d'affirmer ce qu'Aragon entend lui faire dire; c'est-à-dire qu'il ne s'est pas prononcé formellement, réclamant simplement la ratification du pacte contre les armes bactériologique (Lettre à Paul Colin, *Lettres françaises*, 18 avril). Il est évident que le brave lecteur de *Ce Soir* ne va pas si loin.

L'autre aspect, en revanche, est souligné par le professeur Prenant :

« *Joliot-Curie avait signé l'appel du 8 mars comme président du Conseil Mondial de la Paix, et en conséquence d'un message de Kuo Mo Jo, vice-président du Conseil*, ni l'un ni l'autre, n'avaient fait état dans ces textes, de son autorité scientifique. »

« ... *En signant l'appel du 8 mars*, en pleine connaissance de sa haute responsabilité dans la défense de la paix, *Joliot-Curie a donc agi simplement en tant qu'*homme *soucieux de protéger l'humanité contre un crime, en tant que* citoyen *qui veut protéger son pays contre les horreurs de la guerre bactérienne. Il a agi au nom d'un droit et d'un devoir que chacun possède*, quand sa conviction d'homme est faite... » (*Humanité*, 22 avril).

Nous sommes à nouveau en pleine équivoque.

Le texte de Prenant vise à déplacer la question. Cette fois, l'autorité scientifique de Joliot est laissée de côté. On souligne même qu'elle n'est pas en cause.

Au nom de quoi Joliot-Curie prend-il alors position ? En sa qualité *d'homme et de citoyen*... Ce qui revient très exactement à dire qu'il prend une position politique. On notera en particulier la phrase où Prenant souligne qu'il agit « en pleine connaissance de sa haute responsabilité dans la défense de la paix » ; on s'attendrait à lire, en bonne logique, qu'il agit en pleine connaissance de la question. Mais il n'est pas question de cela, et la phrase de Prenant est ici significative; elle marque qu'au jugement sur les faits se substitue un jugement politique et que le second précède et détermine le premier.

Le texte de Prenant comporte encore une autre supercherie, qui consiste à entretenir une confusion entre la prise de position sur les faits eux-mêmes et la réprobation de la guerre bactériologique. Protester contre l'emploi éventuel des armes bactériologiques, c'est effectivement agir en tant qu'homme et citoyen. Affirmer que dans des circonstances données les armes bactériologiques ont été utilisées, c'est tout autre chose : c'est affirmer qu'un fait a eu lieu. La défense de la paix, la morale, l'indignation n'ont rien à voir avec la constatation objective d'un fait.

Mais, que déclare Joliot-Curie lui-même? Dans sa réponse à Warren Austin (2), il confirme son attitude. Mais ce long pamphlet n'apporte, à vrai dire, aucune explication. Sur les faits eux-mêmes, il est étrangement bref. Il écrit seulement : « *Les faits qu'ils* (les experts chinois) *ont été à même de constater et qu'ils m'ont rapportés, montrent que la guerre bactériologique est en cours d'exécution* » (*Humanité*, 6 mai).

Joliot-Curie prend donc à nouveau position sur les faits d'une manière formelle. Mais d'où vient cette certitude ? Elle repose uniquement sur des propos entendus auxquels il a accordé son aval. Pourquoi l'a-t-il fait ? Uniquement parce que ses interlocuteurs sont ses amis. Il se refuse à mettre leur parole en doute. Plus loin, refusant l'enquête de la Croix-Rouge, il alléguera que les Chinois et les Coréens ont *leurs raisons* dont ils sont seuls juges. C'est évidemment prendre systématiquement le contre-pied d'une attitude scientifique. Le propre du savant consiste à douter tant que les faits n'ont pas été dûment contrôlés et vérifiés. Si un des élèves de M. Joliot-Curie affirmait avoir fait une découverte sensationnelle dans le domaine de l'énergie atomique, on veut croire que M. Joliot-Curie ne se contenterait pas de sa parole mais qu'il soumettrait cette découverte à une expertise sévère.

Les attaques contre les savants

Cependant que M. Joliot-Curie s'aventurait à affirmer l'existence de la guerre bactériologique, d'autres savants ont, à leur tour, élevé la voix. Il s'agit cette fois de spécialistes. Nous avons déjà cité le cas du professeur Dubos. En France, les savants de l'Institut Pasteur — et le directeur M. Tréfouël en tête — ont affirmé que, dans l'état actuel des connaissances scientifiques, il était impossible de posséder le contrôle des épidémies et donc de déclencher une guerre bactériologique.

Cette prise de position étant extrêmement gênante, les communistes ont immédiatement engagé une violente offensive contre l'Institut.

---

(2) M. Warren Austin, délégué des Etats-Unis à l'O.N.U. avait accusé M. Joliot-Curie de « prostituer la science ».

Premier point : on a lancé d'abord Aragon dans la bataille. Il n'est nullement compétent mais c'est tout de même, à sa manière, une sorte de spécialiste : celui des mauvaises causes, devant lesquelles tout le monde se défile. Ainsi, c'est Aragon qui, en France, a fait l'apologie de Lyssenko, alors que les biologistes du P. C., et en tête le professeur Prenant, s'abstenaient. C'est encore lui qui a expliqué que Thorez était en parfaite santé, qui a prononcé l'éloge de la peinture soviétique, etc. Il n'y avait donc pas de raison qu'il ne s'attaquât à la personne de M. Trefouël; il y avait même une raison positive pour qu'il le fît. En effet, comme il l'explique lui-même Trefouël est un ami d'enfance. L'argumentation d'Aragon se ramène à ceci: Trefouel est R.P.F., il est donc partial. En la circonstance, il est malhonnête. (*Ce Soir*, 10 avril).

Second point : Aragon étant trop dévalué, on fait intervenir cette fois, en renfort, les savants communistes, les professeurs Aubel, Orcel et Prenant. On le notera : aucun d'eux n'est spécialiste de la question. Il eut été normal d'opposer à un spécialiste des questions bactériologiques un autre spécialiste. Il eut été normal également d'engager le débat sur le fond, de dire à Tréfouël : « Vous affirmez que la guerre bactériologique est impossible, nous prouvons le contraire. »

Rien de tel ne s'est produit. Dans ce domaine, qu'il s'agisse d'Aragon ou d'un savant comme Orcel ou Prenant, l'argumentation reste fidèle à ces trois constantes des méthodes de discussions communistes :

1. Diviser ;
2. Disqualifier ;
3. Menacer.

1. Le principe de la division est fort bien exposé par le professeur Orcel. Celui-ci commence par répartir les savants en trois groupes :

a) « *Il y a d'abord ceux qui ont compris* (comment ?) — *qui sont informés depuis lontemps* (par qui ? dans quelles conditions ?) — *qui luttent et qui dénoncent le crime* » (Joliot-Curie appartient évidemment à ce groupe).

b) « *Il y a ensuite la foule de ceux qui, mal informés, enfermés dans leur tour d'ivoire* (3) *doutent encore ; mais ils sont honnêtes. Le devoir des premiers est de leur fournir les explications nécessaires, d'entraîner leur conviction et de leur faire prendre position conformément à leur conscience.* »

c) « *Il y a enfin* quelques *biologistes de l'Institut Pasteur, dont M. Tréfouël, directeur, qui ont pris hâtivement position en niant la possibilité, ou l'efficacité de la guerre bactériologique. Est-ce imprudence, suffisance, ou empressement à aider le gouvernement américain dans ses dénégations ?* » (*Humanité*, 17-4-52).

La détermination des trois groupes est significative : il y a les amis, les neutres et les adversaires. C'est ce troisième groupe sur lequel on concentre le feu, en cherchant à l'isoler. Les communistes ne sont pas en mesure de rallier l'ensemble du monde scientifique. En conséquence, ils tolèreront le silence et la neutralité.

2. — Mais contre l'Institut Pasteur, on emploie le procédé classique de la disqualification. «*Est-ce imprudence, suffisance ou empressement à aider le gouvernement américain dans ses dénégations ?* » C'est évidemment le troisième thème que développera la propagande. Marcel Prenant à son tour vient à la rescousse :

« *Nous aimerions savoir si tous les membres de l'Institut Pasteur sont réjouis d'être entraînés par leur directeur dans cette aventure, à laquelle le prédestinait peut-être la position politique publique qu'il a prise. Car s'il est de son droit strict d'être conseiller national du R.P.F., il est de notre droit strict de rappeler qu'il l'est et qu'il ne peut se faire passer pour impartial* » (*Humanité*, 22-4-1952).

Ainsi, on voit dans l'appartenance de M. Tréfouël au R.P.F. le facteur déterminant de son opinion. Mais il est entendu que l'impartialité de Joliot-Curie ne saurait être mise en doute, alors que le même Prenant reconnaît que Joliot-Curie ne prend pas position en tant que savant.

3. — Ce discrédit systématique s'accompagne de menaces :

« *Il faut faire comprendre à ces hommes la lourde responsabilité qu'ils portent, surtout au pays de Pasteur,* où on n'a pas le droit de défendre ceux qui propagent volontairement des microbes... *Tout cela est très grave et pose d'une façon de plus en plus pressante la question de la responsabilité sociale du chercheur* » (*Humanité*, 17-4-52) (4).

Ce qui est grave, uniquement, c'est le chantage que l'on exerce contre ces hommes. Orcel vise évidemment à intimider les savants qui n'ont pas encore pris position. Ceux-ci sont avertis. S'ils confirment l'avis de M. Tréfouël, ils subiront les mêmes attaques et seront placés au ban d'infamie.

Mais il y a une opération plus lointaine : celle qui consisterait, dans un stade ultérieur, au cas d'un conflit mondial qui se terminerait par la victoire de l'U.R.S.S., à traduire devant un tribunal les savants qui seraient ainsi présentés comme les complices des fauteurs de guerre. C'est introduire en France le style soviétique des débats scientifiques dont l'affaire Lyssenko a été l'exemple le plus remarquable.

En effet, une fois de plus, le débat est déplacé par une confusion volontaire, ou plus exactement *contaminé* par l'introduction de valeurs qui n'ont pas à y figurer. Le fait que le savant proclame que la guerre bactériologique est actuellement impossible cesse d'être une opinion, justifiée ou non, erronée ou non, mais devient une *manifestation*, une sorte de plaidoyer en faveur des Américains... « *On n'a pas le droit de défendre ceux qui propagent volontairement des microbes* ».

Ni MM. Tréfouël ni ses collègues n'ont défendu ou accusé qui que ce soit. Ils ont exprimé simplement un jugement sur la possibilité d'un phénomène scientifique. Mais cette simple déclaration est immédiatement transformée par le P.C. en une démarche hostile, un acte de guerre au service des impérialistes. L'opinion n'a pas d'importance en elle-même. Elle est jugée en fonction du sens que lui donne la situation politique du moment. Il n'y a plus de jugements vrais ou faux ; il y a des attitudes *positives* ou *négatives*. *Objectivement*, M. Tréfouël est au service des impérialistes. Sous une forme larvée, c'est très exactement l'atmosphère qui règne dans les procès soviétiques.

On notera que, dans ce système, même l'erreur

(3) Là encore, quel est le sens de cette formule? Le savant est enfermé dans son laboratoire, dans ses expériences. Et c'est sur ce terrain qu'il est qualifié pour porter un jugement. Ce qu'Orcel lui demande, c'est de descendre sur la place publique et de prendre une position politique. C'est toujours la même confusion volontaire.

(4) Notons le grotesque de l'expression. Au pays de Pasteur, on doit être l'ennemi des microbes !

n'est plus admise. Supposons que l'avenir démontre que M. Tréfouël se trompe, il est, aux yeux des communistes coupable non d'une erreur mais d'un crime.

L'attitude du professeur Prenant

Ces attaques nous amènent à examiner le cas d'un des principaux accusateurs, en l'espèce M. Marcel Prenant, biologiste estimé et auteur de trois articles dans l'*Humanité* où la mauvaise foi le dispute à la faiblesse d'une argumentation qu'il doit être le premier à déplorer.

Il faut comprendre que M. Marcel Prenant a été *contraint* de prendre position.

M. Marcel Prenant est devenu, en effet, au sein du P.C., un personnage *suspect*. Il a été limogé du Conseil central. Cette défaveur est dûe à ses atermoiements et à ses hésitations dans l'affaire Lyssenko. En bref, on lui a reproché d'avoir adopté dans ce débat scientifique une attitude de compromis. La situation de M. Prenant était en effet cruelle. Ses travaux sur les questions biologiques aboutissaient à des conclusions qui s'opposaient aux thèses de Lyssenko. Dans son ouvrage *Biologie et marxisme*, il défendait les thèses de Darwin et celles de Mendel. Plus récemment encore, il consacrait, en 1947, un ouvrage à Darwin, dont M. Georges Teissier rendait compte en ces termes :

« *Il est hors de doute que Darwin, qui en connaissait cependant quelques exemples n'a pas cru à l'importance des* mutations brusques... *mais il serait injuste de lui en vouloir... L'ignorance où l'on était à cette époque des lois de l'hérédité ne permettait pas de deviner leur intérêt. Ce refus d'accepter la possibilité de changements brusques favorables ne lui a pas malheureusement permis de comprendre l'évolution humaine, qui est inintelligibe à qui n'admet pas l'existence de sauts brusques et de crises* dont Marx et Engels devaient donner la première esquisse acceptable. »

Prenant soutenait donc la théorie des mutations qui a été combattue avec acharnement par Lyssenko et que les sphères officielles du Parti et de l'Etat soviétique ont désavouée. Il fallait donc, ou contredire Lyssenko ou se renier. Autrement dit, capituler en tant que savant ou se dresser contre le Parti.

Il a préféré essayer de démontrer, dans *La Pensée* (n° de juillet-août 1949) qu'un compromis était possible. Mais cette tentative ne pouvait pas satisfaire les dirigeants du Parti. Ainsi, dès novembre, la *Nouvelle Critique*, organe des intellectuels « dans la ligne » exprimait sa désapprobation de l'attitude de Prenant par la plume de Francis Cohen.

Marcel Prenant s'est gardé de répondre. Nous ignorons naturellement ce qui a pu intervenir par la suite entre les dirigeants du Parti et le professeur Prenant. On comprend que sa prise de position actuelle soit forcée. Il y est contraint pour se racheter.

Pourquoi cette campagne ?

Il reste à se demander quels objectifs poursuit cette campagne systématique sur la guerre bactériologique.

Plusieurs hypothèses ont déjà été formulées à ce sujet. Selon certains, il s'agirait d'une riposte soviétique à la réouverture par les Américains du dossier de Katyn. D'autres pensent qu'il s'agit de détourner l'attention des masses de la volte-face du Kremlin sur la question allemande qui place en particulier les militants français dans une situation très difficile. Enfin, la place qu'accorde la presse communiste à ce thème aurait pour but de renforcer l'état d'esprit anti-américain.

Ce dernier point est, à notre avis, le plus important. Il faut, en premier lieu, se souvenir que la guerre bactériologique est un thème développé à l'échelle mondiale. Il faut considérer qu'il est, avant tout, d'usage interne, qu'il s'adresse d'abord aux masses communistes ou communisées. Cette campagne n'est pas tellement destinée à ébranler le moral de l'adversaire qu'à confirmer les convictions des partisans, à contraindre les tièdes à prendre position, à donner aux « durs » des bases de justification solides à leur haine.

Depuis deux ou trois ans, tout l'effort de la propagande vise à assimiler les dirigeants américains à des criminels de guerre. En France, l'opération consiste en un phénomène de transfert. Il s'agit de mobiliser toute la masse du ressentiment axé pendant des années sur l'Allemagne et à la diriger sur un autre objet. Il faut pourtant donner à ce complexe de haine une base concrète. Une première tentative a été faite avec la bombe atomique. Mais l'emploi de celle-ci est du domaine du passé, ou constitue une virtualité — et l'U.R.S.S. a fait dire qu'elle possédait, elle aussi, des bombes atomiques.

Avec les armes microbiennes, au contraire, nous sommes en présence d'*un fait actuel*, qui porte au passif des Américains une atrocité sans précédent. Et les militants sont d'autant plus décidés à croire à l'emploi des armes bactériologiques qu'ils avaient été prévenus, puisque, depuis deux ans, on leur répète quotidiennement que les dirigeants américains sont des criminels de guerre.

L'opération est en elle-même une préparation psychologique à la guerre. Elle donne aux militants l'assurance qu'en cas de conflit leur cause est juste, qu'elle est celle de l'humanité et qu'il faut faire aux «monstres» une guerre sans merci. En même temps, elle permet un test, elle oblige à prendre position. Tous ceux qui — en particulier dans les milieux intellectuels — hésiteraient, broncheraient, se montreraient incrédules, se signaleraient par là même comme éléments faibles et timorés, devant être mis à l'écart.

La campagne sur les armes bactériologiques se présente comme une tentative destinée à couper les ponts avec le mode de pensée des occidentaux. Elle correspond au découpage de l'humanité en deux camps (thèse de Jdanov) entre lesquels aucun compromis, au fond, n'est possible. Rappelons également qu'elle survient au moment où, en France, le Parti revient lentement, mais avec insistance, à la tactique classe contre classe.

Nous rappelons aux membres de notre Association en retard dans le paiement de leur cotisation qu'elle est fixée à 2.000 francs (6 mois), 4.000 francs (12 mois). En ce qui concerne les membres à l'étranger, la cotisation est fixée à 5.000 francs (12 mois) et à 6.000 francs si ces membres désirent recevoir le Bulletin par avion. Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris 7241-06, ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

La déclaration de guerre de François Billoux

MEMBRE du Bureau politique du P.C.F., François Billoux vient de rédiger une analyse de la situation politique, en forme de proclamation et d'appel à l'action, qui revêt une importance exceptionnelle: ce texte est publié simultanément comme article central de l'hebdomadaire officiel du Parti, *France Nouvelle* (n° du 3 mai) et comme éditorial des *Cahiers du communisme* (livraison de mai), organe également officiel du Comité central.

Contre la « bourgeoisie »

Le premier ennemi à combattre, c'est la bourgeoisie française, qu'il faut liquider; dans l'absence de ménagements et même de prudence avec laquelle est exprimée cette position permanente du Parti, on peut voir un aveu de l'échec des « séductions » que les staliniens essayèrent d'organiser à propos de la Conférence « économique » de Moscou. Billoux écrit :

« *L'ennemi à combattre en France, c'est la bourgeoisie française... Cette idée doit être très claire, sous peine de voir dévier les coups que nous avons à porter contre notre propre bourgeoisie. Celle-ci n'est pas une « victime » de la colonisation américaine... C'est en montrant toute la malfaisance de notre propre bourgeoisie que nous ferons triompher cette idée qu'IL FAUT EN FINIR avec cet ennemi de la classe ouvrière...*

« *La défense de l'industrie française ne peut pas être entreprise dans une « union nationale » des ouvriers, des classes moyennes et des industriels... Ce ne serait qu'une union des trahis et des traîtres...* »

A côté de ce « durcissement » des « positions de classe », on trouve encore la phrase : « *Nous saluons la participation d'industriels français ou de leurs représentants à la Conférence de Moscou* ». Ceux qui sont ainsi salués seront-ils cette fois éclairés sur ce que les staliniens entendent faire d'eux ?

Contre le « capitalisme »

Commentant ce que la propagande soviétique appelle « la coexistence pacifique des deux systèmes », François Billoux en donne une interprétation exacte et qui a le mérite d'être devenue plus explicite et plus claire :

« *La victoire du socialisme est certaine. De toutes façons, le régime capitaliste est condamné et devra disparaître... La classe ouvrière combat pour le socialisme. C'est la raison d'être du Parti communiste.* »

Laisser le Parti communiste mener son combat et poursuivre son entreprise d'asservissement des sociétés, c'est respecter la « coexistence pacifique ». Mais si les non-communistes (tous baptisés indistinctement *capitalistes*) se défendent, s'ils ne restent point passifs devant l'assaut stalinien, ils sont accusés de vouloir la guerre :

« *Les capitalistes, pris dans leur ensemble, se refusent à une confrontation pacifique des deux systèmes dans la coexistence qui fait apparaître chaque jour davantage la supériorité du régime socialiste.*

« *Voilà pourquoi les capitalistes songent de plus en plus à la guerre comme ultime moyen pour essayer de faire survivre leur régime d'exploitation et d'oppression.* »

La « confrontation pacifique » n'est pas ce que l'on pourrait croire. Car cette confrontation a lieu partout dans le monde libre, où l'échange des personnes, des informations et des idées permet de comparer les avantages et les inconvénients du socialisme suédois, de la libre entreprise américaine, du réformisme britannique, de la démocratie fédérale suisse, etc... Comparaison et confrontation pacifiques s'arrêtent seulement devant le rideau de fer et l'immense mystère que Staline cherche (sans toujours y réussir) à maintenir sur l'ensemble de son empire.

La « confrontation pacifique » prônée par Billoux et par les Soviets réside uniquement dans l'acceptation sans condition des allégations fantaisistes que les pays communistes lancent sur eux-mêmes, ou sur leurs adversaires. On sait que les staliniens ne tolèrent même pas leur discussion courtoise, et qu'ils s'appliquent à déshonorer systématiquement, par d'extraordinaires calomnies, tous les spécialistes de l'économie ou de la sociologie qui ont écrit des études sérieuses sur le niveau de vie, le régime du travail ou la législation de l'U.R.S.S.

La *coexistence pacifique* des «deux systèmes» signifie, dans la terminologie stalinienne, la liquidation par tous les moyens de tout ce qui n'est pas communiste. S'opposer à l'entreprise communiste, ne pas rester en face d'elle d'une passivité absolue, est automatiquement défini comme un crime contre la coexistence et contre la paix.

Pour Billoux comme pour l'orthodoxie stalinienne, *coexistence* signifie en définitive son contraire. C'est la coexistence acceptée du bourreau aux mains libres et de sa victime volontairement ligotée. On le savait. La proclamation de François Billoux le confirme d'une manière qui n'est pas négligeable.

L'action directe contre le dispositif militaire de défense

« *Depuis que Maurice Thorez a solennellement attiré notre attention, au début de* 1949, *la lutte pour la paix reste toujours la question décisive* », rappelle Billoux. On sait que le terme de « *paix* » a une signification aussi spéciale que celui de *coexistence* : toute opposition idéologique, politique, diplomatique, etc., aux volontés de Staline est définie comme « contraire à la paix » et doit être combattue comme telle. Ce que Billoux précise, c'est que ce *combat* n'est nullement métaphorique et que, pour les communistes et « combattants de la paix », il va être de plus en plus question de se battre effectivement.

Il rappelle que, « pour la paix », a eu lieu une « *campagne de propagande et d'explications* ». Elle est « *à continuer et même à développer* ».

« *MAIS,* ajoute-t-il, *il est maintenant nécessaire de s'orienter résolument vers l'action et l'organisation effective de cette action contre la guerre et ses préparatifs.* »

Cela ne signifierait rien si cela ne signifiait : sabotages et attentats.

Le Parti en a déjà parlé à plusieurs reprises. Billoux ne fait en somme que situer dans la «perspective» politique générale cette notion de la nécessité d'une action directe qui a déjà été assez

clairement suggérée par divers porte-parole du stalinisme.

Etienne Fajon, sur le ton de la provocation au meurtre, avait écrit dans l'*Humanité* du 4 avril: « *On croyait que les bandits hitlériens avaient atteint naguère les limites de l'horreur. Leurs successeurs américains nous obligent à réviser cette opinion.* » Dans l'*Humanité* du 8 et du 9 avril, des exemples précis de sabotage des transports ferroviaires français et des transports automobiles américains étaient proposés en exemple.

L'hebdomadaire militaire du P. C. F., *France d'abord*, organe des F.T.P. communistes, lançait, le 6 avril, un manifeste qui, en termes à peine voilés, appelait à l'organisation d'attentats individuels :

« *Les Américains installés en France s'y conduisent désormais en occupants et en ennemis et méritent d'être considérés comme tels.*

« ... *Nous avons d'ailleurs connu ces différents stades lors de l'occupation hitlérienne. Il va donc falloir continuer la lutte pour gagner à nouveau notre indépendance nationale. C'est la lutte de la résistance.* »

Il s'agit en l'occurrence, pour les staliniens, de créer un climat de guerre contre les Américains et de « légitimer » d'avance toutes les violences contre le matériel militaire ou civil et même contre les vies humaines.

Billoux se préoccupe explicitement du développement progressif d'un tel climat. Après avoir parlé d' « *action effective contre la guerre et ses préparatifs* », il précise comment sera étendue cette psychose de combat :

« *Certains que de telles actions sont indispensables à la défense conséquente de la paix, les communistes les proposent à tous les Comités de paix. Il est possible qu'elles ne soient pas acceptées toutes et par tous immédiatement. Dans ce cas, les communistes n'en font pas une condition de la participation au mouvement de la paix.* (On ne saurait mieux avouer que ce sont les communistes qui fixent les conditions de participation au mouvement de la paix). *Ils essaient de convaincre que le meilleur moyen de lutter pour la paix est de porter des coups directs aux préparatifs de guerre et aux guerres en cours elles-mêmes.* »

Quelques Français peu avertis peuvent encore être dupes de cette terminologie. Traduisons : « porter des coups directs » à la guerre d'Indochine, par exemple, cela signifie essayer de priver le corps expéditionnaire français de matériel et de ravitaillement; cela signifie travailler à priver de sang les blessés français d'Indochine (1) ; et cela signifie en même temps une « *solidarité agissante* » avec Ho Chi Minh, comme le proclamait Jacques Duclos dans l'*Humanité* du 6 mars.

« *C'est ainsi,* commente Billoux, *que sera renforcée la lutte contre la guerre à la République Démocratique du Vietnam... A cette action, d'autres se rattachent tout naturellement, en y ajoutant celles dirigées contre l'occupation américaine.*

« *C'est ainsi que se développeront les actions contre l'installation des bases et des dépots américains, l'arrivée du matériel de guerre américain, les fabrications de guerre, le transport et la manutention des armes et des munitions, le service militaire de dix-huit mois...* »

Les lignes qui précèdent doivent être lues avec attention : ce ne sont pas des paroles en l'air. Le programme d'une *action* méthodique contre toutes les installations *militaires* de notre système de défense est exactement tracé.

Billoux y joint la recommandation de *déshonorer* l'armée française, et il ajoute la menace : « *La politique qu'elle sert ne peut mener l'armée française actuelle qu'à la défaite dans le déshonneur, la honte et le mépris du peuple, sans parler des justes châtiments qui sanctionneront les actes criminels que commet ou fait commettre une telle armée.* » Il y a ici l'amorce d'une nouvelle campagne d'intimidation et de terrorisme contre les soldats français. A ceux du corps expéditionnaire d'Indochine, les communistes distribuaient des tracts portant la photographie de cadavres français ayant subi d'affreuses mutilations sexuelles. Maintenant, la propagande stalinienne menace tous ceux qui appartiennent à l'armée française de « *justes châtiments* ». Dans le désordre actuel de beaucoup de consciences, désordre provoqué et entretenu par les communistes et leurs alliés, il serait nécessaire que les autorités compétentes surveillent attentivement cette propagande d'intimidation et y répondent, sans préjudice des mesures judiciaires qu'elle appelle.

Billoux ne fait rien d'autre qu'appliquer le mot d'ordre lancé (spécialement à l'intention des *Combattants de la Paix*) par Béria, le 6 novembre 1951, à Moscou : « *affaiblir les arrières de l'ennemi* ». En voici un autre exemple également odieux.

La remise en question de l'Alsace et de la Lorraine

En effet, Billoux ose écrire encore :

« *Il importe aussi de ne pas oublier les revendications de caractère national* (sic) *des Alsaciens et Lorrains.* »

Il n'y a dans l'article que cette phrase, que cette indication, mais elle y est bien. C'est la remise à l'ordre du jour d'une ancienne position du Parti communiste. Déjà, Maurice Thorez, le 15 janvier 1933, à Berlin, devant un auditoire allemand, prêchait l'abandon de l'Alsace et de la Lorraine par la France. Il déclarait : « *Nous sommes pour la libre disposition du peuple d'Alsace-Lorraine, jusques et y compris la séparation d'avec la France* ». Il répétait cette déclaration à la tribune de la Chambre, le 4 avril 1933, c'est-à-dire *après* l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Et l'*Humanité* publiait, le 8 août 1933, un appel affirmant que « *l'Alsace a été occupée en* 1918 *par la France au mépris du droit des gens* ».

Si artificielle que puisse être aujourd'hui la reprise de ces thèses anciennes, les communistes les reprennent, ne négligeant rien de ce qui peut être susceptible d'affaiblir, de diviser, de dissocier la France. Billoux en donne la raison : «*Les conditions générales de la lutte... et la situation qu'occupe la France dans le monde nous placent dans un secteur où la lutte est particulièrement rude.* » Ce serait une victoire de première importance pour Staline que de faire passer la France sous son contrôle, ce qui, en langage stalinien, s'exprime ainsi : « *Il est évident que si la France, en changeant de politique, passe en son ensemble dans le camp de la paix, c'est un coup irréparable porté aux fauteurs de guerre.* » Et puisque la France ne passe pas dans le camp stalinien, il faut la combattre par tous les moyens.

(1) Voir notamment la lettre adressée par la C.G.T. au centre national de la transfusion sanguine (publiée dans *Le Peuple* du 7-13 février 1952). Par cette lettre la C.G.T. refusait son concours au Comité consultatif des collectes du sang, parce qu'elle déclarait « *n'avoir pas confiance* » quant à l' « *utilisation du sang* » qui pourrait être employé à « *autre chose que les besoins civils* ».

La cause de Staline

« *Un renversement de la situation politique ne peut être que le résultat de l'action unie des masses* », écrit Billoux qui explique ainsi comment les alliés « non-communistes » du Parti servent la seule cause de Staline :

« *Le Parti communiste ne cache pas qu'un renversement de politique ouvre la route vers le socialisme, mais il souligne qu'il n'y a pas le choix entre trois voies.*

« ... *Le Parti communiste rappelle qu'il ne fait pas de l'acceptation de la marche au socialisme une condition de l'union pour la défense de la paix et la reconquête de l'indépendance nationale. Il est bien entendu que la paix dans l'indépendance nationale étant assurée, chacun des participants pourra alors décider de la suite à y donner.* » (Comme dans la Tchécoslovaquie de 1945-1947 !)

« *Présentement, le chemin vers le socialisme passe par la lutte pour la paix... L'ensemble de l'activité du Parti communiste et toutes les actions de masse sont donc rattachées à cet objectif décisif du moment : obtenir un changement total d'orientation politique. Le Parti communiste appelle tous les Français et toutes les Françaises — qu'ils veuillent ou qu'ils ne veuillent pas encore* (sic) *lutter pour l'avènement du socialisme — à joindre leurs efforts pour imposer une politique de paix, d'indépendance nationale, avec un large gouvernement d'union démocratique. Ce gouvernement ne peut être arraché que par les masses en mouvement dans leur action, les changements, y compris éventuellement au Parlement, ne pouvant être que la conséquence de la volonté des masses en action.* »

La question du Congrès national du P.C.F.

Les succès que le Parti communiste peut remporter sur ses « marges » par la pénétration insidieuse dans des milieux politiques, sociaux ou religieux qui lui sont traditionnellement hostiles, ne suffisent pas, néanmoins, à dissimuler la crise intérieure que connaît le Parti lui-même. Cette crise provient notamment de la conception stalinienne du « *centralisme démocratique* » et Billoux le souligne maladroitement. « *Les tâches du Parti deux ans après le XII^e congrès* », dit le titre de son article. Et, dès le début, son texte insiste lourdement : « *Un examen de l'activité du P.C.F. pendant les deux ans qui nous séparent du congrès de Gennevilliers...* »

Effectivement, le P.C.F. n'a plus tenu de Congrès national depuis maintenant deux ans. Aucun prochain congrès n'est annoncé ni préparé. Quand Billoux parle ensuite de « *notre attachement indéfectible et inconditionnel à l'Union Soviétique et à Staline* », on s'avise que le P.C.F. semble suivre, sur ce point aussi, l'exemple donné par le Parti bolchevik qui a progressivement supprimé ses propres congrès.

En 1917, le Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. avait tenu son VI^e Congrès et en 1927 son XV^e, soit en moyenne un congrès tous les ans. Ce XV^e congrès, parmi ses résolutions, décidait de se réunir désormais « *au moins une fois tous les deux ans* ».

Ce rythme réduit ne fut même pas observé. Le XVII^e Congrès se réunit seulement en 1935 et le XVIII^e en 1939 ; ce fut le dernier. Le Parti de Staline n'a tenu aucun congrès depuis treize ans. C'est le couronnement du système autocratique stalinien, qui ne supporte même pas un semblant de critique ou de contrôle ; c'est aussi l'aveu de l'incapacité où se trouve Staline de faire publiquement le bilan de l'action soviétique au cours de ces treize dernières années. Même en truquant les faits, il lui serait impossible de prétendre devant les membres du Parti que l'U.R.S.S. est « le pays du socialisme ». Le socialisme tel que le prévoyait la doctrine marxiste se définissait notamment par la disparition des classes, des privilèges, des contraintes étatiques et de la répression policière. Ce sont, en définitive, les *contradictions internes* du marxisme-léninisme stalinien qui provoquent le malaise et la crise intérieure du communisme et qui nécessitent, avec la suppression progressive des congrès, le renforcement constant de l'appareil policier.

Le pouvoir totalitaire de cet appareil en U.R.S.S., l' « action directe » de cet appareil dans les pays libres, constituent aujourd'hui l'essentiel du communisme et révèlent son visage véritable. Le programme, en forme de déclaration de guerre, que définit François Billoux, n'est pas le programme d'une école idéologique ni d'un parti politique, c'est le programme d'une armée secrète et d'une police d'espionnage. L'action communiste devra de plus en plus être considérée sous cet aspect.

Le cas du professeur Bourguignon

Le professeur Georges Bourguignon était connu pour ses tendances conservatrices.

Avant son voyage à Moscou dont nous avons parlé (1), il ne s'était guère laissé entraîner à signer qu'un manifeste communiste en faveur du Pacte à Cinq (*Humanité* du 29 juin 1951). Un homme de bonne foi, entièrement ignorant des réalités politiques, pouvait se laisser prendre à l'énoncé insidieux de ce manifeste.

Mais les communistes sont passés maîtres dans l'exploitation intensive des « bonnes volontés ». Le 10 juillet 1951 le professeur Bourguignon était porté à la co-présidence (2) d'une réunion tenue 58, boulevard de l'Hôpital, par les « comités de la paix » des hôpitaux de la Pitié, de la Salpétrière, Broca et Magasin central ; on y « présentait » l'*Appel* du « Conseil mondial de la Paix ».

C'était déjà trop, quand on sait de quelles impostures staliniennes il s'agit. Mais c'était encore peu. En août et septembre suivants, le professeur Bourguignon accepte de se rendre en U.R.S.S. à l'occasion du « voyage d'études des médecins français ».

Il fut ravi de ce voyage, notamment pour la raison qu'il avoua sans ambage (*France-U.R.S.S.* de novembre 1951) :

« *J'ai, par exemple, et je ne vous cache pas la satisfaction que j'en ai éprouvée, j'ai vu employer dans les hôpitaux soviétiques les appareils et les méthodes que j'ai moi-même créés.* »

(1) Voir *B.E.I.P.I.*, numéro 54 d'octobre 1951 : *Le voyage des médecins français en U.R.S.S.*

(2) L'autre président était le Docteur Gilbert Dreyfus, militant stalinien extrêmement actif.

Ces appareils et méthodes n'ont pas été aussi appréciés en France que le professeur Bourguignon l'estimait mérité. Il a « surpris », dans un hôpital d'U.R.S.S., un médecin soviétique en train de les utiliser. Et ce médecin *ne savait pas,* naturellement, qu'il avait précisément devant lui le professeur Bourguignon. Cette mise en scène est tout à fait classique. Les Soviets la pratiquent depuis qu'ils pratiquent les voyages de propagande. Les précédents sont nombreux.

Le professeur Bourguignon fut touché, ou, comme il dit, « *très impressionné* ». Peu importent ses raisons: l'intéressant est de constater ce que les communistes ont, depuis lors, fait de lui.

Ils ne l'ont plus laissé en repos et l'ont transformé en l'un de leurs *polyvalents* dont la personnalité, l'autorité, le renom (même très relatifs) et le titre sont systématiquement *utilisés* pour les tâches et dans les directions les plus variées.

Ne parlons pas des déclarations, réunions, etc., relatives à ce voyage en U.R.S.S., qui sont dans la logique de la situation. Ce qui est remarquable, c'est tout ce que l'on a fait faire au professeur Bourguignon sans aucun rapport avec ce voyage, ou du moins sans autre rapport que *politique.*

Dès qu'il revient d'U.R.S.S., le professeur Bourguignon est invité à figurer au comité de patronage de la revue communiste *La Pensée :* revue qui s'intitule « du rationalisme moderne ». Le professeur Bourguignon passait pour beaucoup plus attaché au spiritualisme traditionnel qu'au « rationalisme » matérialiste et « moderne » des communistes. N'importe. Il accepte.

Il signe une déclaration en faveur des « Assises de la Paix » organisées par les staliniens (*Humanité* du 10 novembre 1951).

Il signe un manifeste communiste pour une réunion des Cinq Grands (*Humanité* du 14 novembre 1951).

Il donne son adhésion au Congrès national du *Comité français de défense des immigrés* (C.F.D.I.), organisation stalinienne présidée par Justin Godard et fondée pour « défendre » les agents soviétiques expulsés de France.

Il donne sa signature pour obtenir la grâce des agents grecs du M.G.B. (Beloyannis, etc.), arrêtés en flagrant délit d'espionnage au profit de l'Armée rouge (*Humanité* du 5 mars 1952).

Il signe pour la libération d'Henri Martin, agent stalinien condamné pour tentative de démoralisation de l'armée, dont la propagande défaitiste visait à poignarder dans le dos le corps expéditionnaire français d'Indochine (*Humanité* du 12 mars 1952).

Il donne son adhésion au *Comité de défense et d'action contre les licenciements arbitraires* (*Humanité* du 17 mars 1952). Ce comité a pour but de défendre les groupes de choc communistes licenciés pour avoir créé des bagarres et des dégâts matériels sur l'ordre du P.C.F. qui cherchait ainsi à dissimuler l'échec de sa grève du 12 février.

Le 9 avril, le professeur Bourguignon participe à la réunion organisée par les Combattants de la Paix sur la prétendue « guerre bactériologique », (*Humanité* du 10 avril). Aux côtés de Laurent Casanova (membre du Bureau politique du P.C.F.), d'Yves Farges, d'Eugénie Cotton, il « donne connaissance d'un appel lancé par plusieurs hautes personnalités», dont lui-même et les staliniens Klotz (3), Jeanne Lévy (4), etc.

Sur cette question de la « guerre bactériologique », le professeur Bourguignon a d'ailleurs multiplié les lettres publiques : dans les *Lettres françaises* du 18 au 24 avril, dans l'*Humanité-Dimanche* du 11 mai...

Dans l'*Humanité* du 21 avril, on voit le professeur Bourguignon signer un appel pour les «journées de défense de la culture et de la paix», organisées les 17 et 18 mai à Paris par un « Comité d'initiative » communiste, où l'on trouve notamment les staliniens Auricoste (5), Francis Jourdain (6), Orcel (7), etc.

Tel est l'engrenage. Flattant la vanité des uns, exerçant sur les autres (quand il le peut) un chantage secret, le Parti communiste ne lâche pas volontiers ceux qui se sont laissés prendre une fois par lui. On les voit alors courir de congrès en comités, de pétitions en manifestes, sur tous sujets et dans tous domaines qui intéressent la politique stalinienne.

L'exemple du professeur Bourguignon est dédié à ceux qui s'imaginent que *cela n'engage à rien* d'aller à Moscou.

---

(3) Médecin des hôpitaux, membre du Comité de patronage de la revue communiste *La Pensée.*

(4) Professeur de pharmacologie à la Faculté de Médecine de Paris, membre du Comité directeur de deux organisations staliniennes : l'*Union française universitaire* et l'*Union nationale des intellectuels.*

(5) Sculpteur, secrétaire général de l'*Union* (communiste) *des Arts plastiques* et membre du Comité de patronage de *La Pensée.*

(6) Fondateur en 1928 de l'*Association française des Amis de l'U.R.S.S.,* président des *Amis* (communistes) *de la Commune* et président du *Secours* (stalinien) *populaire français.*

(7) Professeur au Museum National d'Histoire naturelle; président de l'*Union* (communiste) *française universitaire,* membre du Comité directeur de l'*Union nationale des intellectuels,* membre du Comité de patronage de la revue *La Pensée.*

Un document stalinien caractéristique

L'autobiographie instrument essentiel de la terreur policière au sein du Parti communiste

Nous *publions le texte d'un document fondamental dans la vie intérieure du Parti communiste français ; il s'agit de la fameuse biographie que doivent remplir périodiquement les adhérents et les responsables du Parti.*

La biographie, — plus communément appelée la « bio » dans le Parti, — que nous reproduisons est celle qui a cours depuis 1945.

Avant la guerre de 1939, *la pratique de la biographie existait déjà au sein du Parti communiste. Le questionnaire comportait une quarantaine de questions. Il en comprend maintenant une centaine qui fouillent la vie du militant sous tous ses aspects.*

La biographie est l'instrument essentiel du contrôle des militants. C'est la fiche de police et de

surveillance de chaque adhérent communiste, soigneusement classée et vérifiée par la commission centrale des cadres présidée par André Marty et dirigée par M. Servin, homme de confiance du M.G.B. soviétique, ancien député de la Haute-Saône, ancien chef de cabinet de M. Thorez lorsqu'il était Vice-Président du Conseil.

Pendant toute son existence militante, le simple adhérent ou le responsable communiste sera sous la hantise de ses autobiographies. Car il en remplira plusieurs au cours des années passées dans l'action et le travail du Parti, et à chaque fois, il aura à les remplir presque par surprise et sans pouvoir en conserver un double .

Les autobiographies successives qu'il aura remplies au fil des ans, seront examinées, confrontées. Si des contradictions sont relevées, elles seront notées soigneusement et provoqueront une enquête secrète des services spéciaux du Parti. Et si un jour, le militant manifeste des désaccords, des velléités de discussion de la politique stalinienne, alors on lui sortira ses contradictions et on aura vite fait de lui montrer qu'il a intérêt à filer droit.

Si ses biographies sont nettes et toutes identiques et qu'il a répondu sincèrement et honnêtement à toutes les questions, il aura bien au moins un cousin ou un beau-frère ou un oncle de la sœur de sa femme qui aura été gendarme ou gardien de la paix ou C.R.S. ou Catholique pratiquant ou bien encore, adhérent ou sympathisant à un groupement politique taxé de fasciste ou de fascinant, etc...

On ne lui dira rien tant qu'il restera bon stalinien, dans la ligne du parti. Mais s'il veut s'en écarter, s'il tente de manifester un peu d'indépendance, la Commission des Cadres le foudroiera de ses menaces et de révélations sur ses relations indignes et déshonorantes avec les pires ennemis du parti et de la classe ouvrière.

La pratique de la biographie et l'utilisation policière qui en est faite par les dirigeants communistes constituent un exemple caractéristique de la stalinisation du Parti communiste français. Car ce procédé n'est pas français, il n'a rien de commun avec les traditions du mouvement ouvrier français. Il est typiquement stalinien et a été importé en France, dans le Parti communiste, à partir de 1929, sur l'ordre de Staline et de la direction russe du Komintern.

Que ceux qui croient encore à l'esprit libéral et démocratique du Parti communiste et à son indépendance lisent attentivement ce document authentique. Ils auront quelque droit de se demander après cette lecture si un « appareil » ainsi organisé a quelque chose de commun avec les partis politiques traditionnels, s'il ne constitue pas un Etat dans l'Etat, au plein sens de l'expression, et si le devoir de l'Etat n'est pas de le briser pour assurer la liberté des citoyens.

QUESTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE

Fédération : ..... N° ....
Section : .....

Camarade :

Avant de remplir cette biographie, lire attentivement ce qui suit :

Remplir sa biographie est un devoir important.

S'expliquer clairement, sans phrases inutiles, sans omettre le moindre détail qui puisse éclairer le Parti, auquel on ne doit rien cacher. Dans sa vie, un militant peut être appelé à remplir plusieurs biographies, aussi doit-il répondre chaque fois avec autant de détails et de clarté, en y ajoutant les activités nouvelles, les faits nouveaux survenus depuis la dernière fois.

Nota. — Dans les réponses qui demandent à être traitées plus longuement, il convient de faire un rapport à part sur feuille détachée, en tête de laquelle il suffit de rappeler les questions posées dans le questionnaire biographique.

Si vous avez été interné, emprisonné, déporté, il convient de répondre à l'annexe réservée à cet effet.

***

1) Renseignements individuels:

Nom : ..... Prénoms : .....
Pseudonyme : .....
Date de naissance : .....
Lieu de naissance : .....
Nationalité : .....
Adresse actuelle : .....
Degré d'instruction : .....
Possédez-vous des diplômes ?.. Lesquels ?....
Profession actuelle ? .....
Dans quelle entreprise, chantier, bureau?.....
Autres professions exercées antérieurement ou en amateur : .....
Connaissez-vous des langues étrangères ?.....
Lesquelles ? .....
Avez-vous été en pays étranger ? A quelle date ?
Dans quelles conditions ? .....
Autres que prisonnier de guerre ou déporté?....
Etes-vous marié ?.... Célibataire ?.. Veuf ?..
Combien avez-vous d'enfants ? .....
Leur âge respectif : .....
Service militaire : Arme ..... Grade :.....
Spécialité (radio, etc.) .....
Date et durée du service .....
Grade F.F.I., homologué ou intégré .....
Permis de conduire ? Lesquels ?.....
Quel est votre état de santé.....

2) Renseignements sur la famille

(Indiquer dans la colonne « opinions » ceux qui sont communistes, adversaires, policiers ou ennemis, même quand ils sont décédés).

Parenté	Noms de famille	Profession	Opinions
Père			
Mère			
Frères			
Sœurs			
Autres membres de la famille			
Enfants de plus de quinze ans			

Avez-vous des policiers, ennemis ou adversaires caractérisés dans vos relations ? Si oui, à quel titre ? A quel degré de fréquentation ?

Comment êtes-vous entré en relations ?

Parenté	Noms de famille	Profession	Opinions
Parents du conjoint			
Conjoint, même non légitime			
Père			
Mère			
Frères			
Sœurs			

3) Renseignements politiques

a). — Auparavant, apparteniez-vous à une autre organisation ou à un autre parti ?.....
Quelles fonctions y avez-vous accupées ?.....

b). — Date de l'adhésion au Parti .....
aux J. C .....
Depuis votre adhésion au Parti, quelles fonctions y avez-vous occupées et à quelles dates, sur la base de votre cellule d'entreprise ou locale, Section, Fédération, avant vos tâches actuelles?..
A quelle cellule locale ou d'entreprise appartenez-vous actuellement ? .....
Quelles sont vos responsabilités actuelles ?....
Etes-vous membre du Bureau de cellule ?.....
Etes-vous membre du C.D.H. ? .....
Etes-vous membre du Service d'ordre ?.....
Etes-vous membre du Bureau du Comité de Section ? .....
Etes-vous membre du Comité Fédéral ?.....
Avez-vous d'autres tâches dans le Parti ?.....

c). — Depuis quand êtes-vous syndiqué ?....
A quel syndicat ? ..... et quelles fonctions y avez-vous occupées ? .....
A quel syndicat actuellement, et quelles fonctions y remplissez-vous ? .....

d). — Appartenez-vous à d'autres organisations de masse? .....
Lesquelles ? ..... Depuis quand ?.....
Quelles fonctions y occupez-vous ?.....

e). — Avez-vous suivi des Ecoles du Parti ?....
Lesquelles et à quelles dates ?.....

f). — Quelle a été votre position au moment de Munich ? .....
Quelle a été votre position au moment du traité Germano-Soviétique ? .....
Quels arguments développiez-vous en face d'adversaires sur ces deux problèmes ?.....

g). — Où étiez-vous en septembre 1939, lors du passage du Parti dans la clandestinité ?.....
Avez-vous perdu le contact avec le Parti ?.....
Comment ? .....
A quelle date avez-vous repris le contact avec le Parti ? .....
Par qui et par quels moyens ? .....
A quel endroit ? .....
Quelle a été votre tâche immédiate ? .....
Avez-vous été obligé de quitter votre domicile régulier ? ..... Pourquoi ? .....
Etiez-vous légal ou illégal ? .....
A quelle organisation du Parti apparteniez-vous ? .....
Dans la clandestinité ? .....
(F.T.P. — A.S. Réseau de Renseignements — F.N. Libération, U.F.F., D.G.E.R., B.C.R.A.).....
Précisez les dates, indiquez les noms des personnes qui vous y ont fait entrer.....

(Répondre aux deux questions précédentes, même si à cette date vous n'étiez pas encore membre du Parti).

Tableau schématique de votre activité clandestine

Années	Du mois de au mois de:	Vos pseudonymes successifs	Fonctions occupées successivement	Noms et pseudos de vos responsables et camarades de combat
1939				
1940				
1941				
1942				
1943				
1944				

Si vous avez des coupures, indiquez ici les dates d'interruption et de reprise, en détaillant dans quelles conditions ont eu lieu vos coupures et reprises de contact .....
Où étiez-vous à la Libération ? Quel rôle avez-vous joué pendant l'insurrection nationale ?....

4) Répression politique

a). — Avez-vous subi la répression patronale et policière avant 1939 ? A quelle date et dans quelles conditions ? .....

b). — Avez-vous subi la répression pendant la période clandestine (perquisition, arrestation, passage à la police, jugements, emprisonnement, internement, déportation) ..... si oui, faire rapport sur la base de l'annexe réservée à cet effet.

c). — Avez-vous été travailler en Allemagne ? Volontairement ou par contraintes ?.....
Etiez-vous organisé là-bas ? Dans ce cas, faire un rapport spécial .....

d). — Avez-vous été fait prisonnier de guerre? Dans quelles conditions? Donnez-ci-dessous la liste des stalags, oflags, kommandos, où vous avez séjourné en mentionnant les dates d'entrée et de sortie pour chacun d'entre eux.....
Quels sont les camarades du Parti que vous avez connus au cours de chaque séjour ?
Quelle a été votre activité là-bas ? .....
Etiez-vous organisé ? .....
Avez-vous tenté de vous évader?.... Donnez des détails .....
Si vous êtes prisonnier évadé, donnez des détails sur votre retour, où vous êtes-vous réfugié? Dates, lieux .....
Si vous avez été « transformé », dans quelles conditions ? .....
(Indiquez ici dans quel stalag, ou kommando, le lieu et la date).
Dans quelle industrie avez-vous été employé ?..
A quelle date avez-vous été libéré ? .... Par quelle armée ? et en quel lieu ? .....
Date de rentrée dans votre foyer ? .....

e). — Avez-vous subi une condamnation de droit commun ? De quelle nature et de quelle peine ou durée ? .....

f). — Avez-vous encouru des sanctions du Parti ? Lesquelles et à quelles dates ? .....

g). — Quels sont les militants qui vous connaissent ?
Nom ..... Responsabilité actuelle .....
Nom ..... Responsabilité actuelle .....

h.) — Expliquez votre pensée sur les agissements provocateurs des agents des trusts ? Selon vous, quelles sont les différentes formes d'activité ? Sous quels aspects divers peuvent-ils se camoufler ? Quelles sont leurs organisations principales connues ?

Autobiographie faite le ..... à .....
Signature .....

EMPLACEMENT RESERVE
AU RESPONSABLE A L'ECHELON SUPERIEUR

(Section ou Fédération)

Appréciation :

a). — Politique :

b). — Quelle branche de l'activité du Parti convient le mieux à ce camarade ?

1) Organisation .....
2) Propagande .....
3) Education .....
4) Administration .....
5) Travail syndical .....
6) Jeunesse .....
7) Formes .....
Propositions .....
NOM (très lisible) et responsabilité du camarade qui porte les appréciations ci-dessus.....
Date ..... *Signature*.....

Memento de la "guerre froide"

La sinistre machination du *Monde* agencée autour du faux « rapport Fechteler » a vite été tirée au clair : dès le 14 mai, l'*Algemeen Handelsblad* d'Amsterdam décelait le texte ayant servi de base aux faussaires. Il s'agit d'un simple article de revue, vieux de dix-huit mois, écrit par un capitaine de frégate, le *commander* Anthony Talerico, de la marine américaine. Cette revue de spécialistes, *U.S. Naval Institute Proceedings*, n'a qu'un très petit nombre de lecteurs et le ou les faussaires se croyaient bien à l'abri. La technique de falsification apparaît d'emblée à la confrontation des textes.

L'article de M. Talerico est un devoir d'écolier plein de truismes et de banalités comme il en abonde dans toute la presse ; nous en avons cité de beaux échantillons dans le dernier *B.E.I.P.I.* On ne saurait en faire grief à un auteur de rang si modeste quand on songe à ce que disent ou écrivent chaque jour, en Occident, tant de ministres, de généraux, de commentateurs bavards, de journalistes en renom, qui par exemple, sont prêts à incorporer les Poldèves dans les forces de la démocratie. En l'occurrence, les Arabes remplacent avantageusement les Poldèves, mais à cela près, M. Talerico n'est pas pire que M. Walter Lippmann.

Son article, tronqué, maquillé, adultéré, tripatouillé par le faussaire, est devenu quelque chose d'informe. C'est ce que nous avons remarqué au premier coup d'œil et que la juxtaposition des textes confirme. Mais il y a plus: le faux prend des proportions agressives avec les interpolations en italiques, riches de sous-entendus mystérieux, que nous avons signalées tout de suite en dénonçant la machination. Le tout faussement présenté comme émanant de l'amiral Fechteler, corsé de fausses précisions sur l'interception et la transmission du faux « document », renforcé des assurances d'authenticité garanties par le *Monde*, a produit l'effet escompté : un surcroît de confusion et de désarroi dans l'opinion publique de lassitude et d'inquiétude, au seul avantage de l'ennemi.

***

Le faussaire avait signé son œuvre : Bloch-Morhange. Les deux principaux responsables du *Monde*, MM. Beuve-Méry et Chênebenoît, ont éprouvé le besoin de se déshonorer avec ce journaliste-sic douteux. Pris tous trois la main dans le sac, ils se sont mis à ergoter et à plastronner d'une façon qui démontre leur insigne mauvaise foi aux yeux du public le plus indulgent. Mais le sale coup n'est pas annulé pour autant: toute la presse communiste fait état désormais du faux comme d'une pièce révélatrice, malgré la preuve indubitable de sa fausseté ; toute la presse demi-stalinienne, pseudo-progressiste et neutralo-hypocrite emboîte le pas au *Monde* pour dire que si ce n'est pas tout-à-fait cela, c'est tout de même la même chose, et que si le rapport est faux, c'est comme s'il était vrai, et par conséquent que les Américains il n'en faut plus ; toute la presse d'information désinformante embrouille l'affaire sous un déluge de paroles qui noie le poisson et désoriente le lecteur. MM. Beuve-Méry et Bloch-Morhange ont bien mérité leur prix Staline.

Le faux et l'usage de faux étant, paraît-il, impunis dans la France d'aujourd'hui, il reste à savoir si néanmoins le scandale passera sans laisser de traces dans la biographie des coupables. Etant donnée la carence de la justice actuelle, il appartient aux volontaires du civisme de préparer le dossier du *Monde* pour le jour du jugement dernier. Consignons les faits.

Le 13 mai, le *Monde* cite la presse étrangère, à l'appui de son mauvais coup :

Daily Compass (New York : « CERTAINS ÉLÉMENTS LAISSENT SUPPOSER QUE CE RAPPORT EST AUTHENTIQUE ».

(C'est le journal de New York complaisant au stalinisme en toutes circonstances, ce que le *Monde* omet de mentionner).

La Dernière Heure (Bruxelles) : « TOUT CELA N'EST PAS UNE NOUVEAUTÉ ».

(La conclusion s'impose: ce qui n'est pas nouveau n'est pas contestable, de par l'autorité de ce qui a été admis de longue date).

La Presse Egyptienne : « LES ETATS-UNIS SOUTIENNENT NOS REVENDICATIONS ».

(Car chacun sait que, comme par enchantement les Egyptiens sont tous devenus des Arabes. Le capitaine de frégate Talerico s'en est aperçu en 1950 *donc* l'amiral Fechteler a repris la découverte à son compte « entre le 10 et le 17 janvier 1952 », précise le faussaire Bloch-Morhange).

Algemeen Dagblad (La Haye) : « L'EUROPE A ENCORE ASSEZ DE FORCES INTERNES POUR NE PAS SE PLIER AUX PLANS D'AMIRAUX AMÉRICAINS ».

(Un titre qui ne correspond guère à ce qui suit puisque le dit journal « déclare que l'on se demande ici si ce n'est pas un coup de la propagande russe dont le *Monde* aurait été dupe »).

Etc., etc. On voit la technique désinformatrice du *Monde*. Le 13 mai aussi, lettre alambiquée de M. Rémy Roure pour démissionner du *Monde* tout en rendant hommage au « grand directeur de journal que vous êtes », c'est-à-dire à un faussaire ou complice de faussaire. Réponse cynique du grand directeur qui signifie en clair : « Bon débarras ».

Le 13 mai encore, information intitulée : «*La presse orientale publie un « mémorandum » attribué à M. Jessup* ». Il s'agit évidemment d'un autre faux sorti peut-être de la même officine que le faux Fechteler. Mais comme le *Monde* ne peut pas reprendre tous les faux à son compte et que la multiplication des faux risquerait de gâcher le métier, le *Monde* cette fois s'avise d'être prudent et ne ménage ni les guillemets, ni les « attribué », ni les « selon »... Que n'a-t-il pris les mêmes précautions en achetant (combien ?) le faux rapport de l'amiral ?

Le 14, en 1re page, entrefilet impudent : *Sur un démenti* (de l'amiral Fechteler) où le faussaire de service a le toupet de prétendre que l'amiral dément « l'évidence », qu'il se contredit, que s'il dément l'authenticité « il n'y a là rien d'étonnant » mais que l'intérêt porté à cette affaire « est bien étonnant ». Bref le style louche, interlope, de la maison, où chaque mot recèle une intention malpropre. En 2e page, *La Conférence de presse de l'amiral Fechteler,* suivie d'un entrefilet encadré qui raconte que l'amiral, à Washington, donna une vigoureuse poignée de main au correspondant du *Monde* en disant: « Très heureux de vous rencontrer mon ami ». Cela prouve que l'amiral est un naïf en politique et n'a pas les réflexes appropriés. Cela n'innocente en rien le *Monde.*

Le 15, polémique du *Monde* contre le *Populaire,* où le style-maison prend nettement le ton du style-maître-chanteur, avec allusions aux questions d'argent, menaces de déballer du linge sale, affirmations de haute moralité dans le moment même où l'immoralité s'étale. M. Beuve-Méry, qui du coup ne signe même plus Sirius, dit que le *New York Times,* dans un article du 13 décembre 1951, chiffrait la dépense annuelle des Etats-Unis en matière d'information et de propagande en France à 2 milliards 450 millions de francs. Chiffre insignifiant, certes, au regard des dépenses occultes fantastiques de l'U.R.S.S. et si l'on songe aux prix que doivent coûter l'excellente revue *Rapports France-Etats-Unis,* le bulletin de presse *U.S.A.,* les bureaux, la documentation et le personnel des *Information Service,* publications et offices parfaitement légitimes qui paraissent et fonctionnent loyalement au grand jour. Mais ne perdons pas le fil dans l'histoire du faux Beuve-Morhange.

Le 16, M. Chênebenoît donne sa mesure sous le titre impudent : « *Le « document Fechteler » n'était pas inédit* », où il y a deux grossiers mensonges puisque le « document Fechteler » n'existe pas et puisque c'est l'article Talerico qui n'était pas inédit. Après avoir péniblement essayé, de la manière la plus tortueuse, de dire sans le dire tout en le disant qu'il y a eu dans une revue américaine un article qui, un article que, le misérable complice des faussaires ne rougit pas d'écrire de nouveaux mensonges dans le genre que voici :

« Nous nous trouvons donc en face d'un texte authentique et public, dont les thèses ont pris récemment, du fait de l'échec des conversations anglo-américaines sur le commandement suprême en Méditerranée, un regain d'actualité et d'intérêt.

« Ces thèses soutenues par un auteur de la qualité du commander Talerico n'en sont pas moins valables en ce qu'elles doivent être considérées, sur le plan particulier de la Méditerranée, comme traduisant généralement la doctrine des marins. »

Le faux est donc un « texte authentique »... les « thèses » sont d'actualité et intéressantes... le capitaine de frégate est de *qualité* bien connue (par qui ?)... Talerico ou Fechteler, c'est du pareil au même... la doctrine des marins (quelle doctrine ? quels marins ?)... Et cela continue ainsi : ... *On peut s'étonner... On ne s'explique pas non plus... On peut se demander... S'il se révèle... Notre bonne foi* (!)... *Mais le fond demeure...* Autant de mots, autant d'échappatoires ou d'allusions sordides, pour ne pas reconnaître les faits, pour ne pas se rétracter et présenter des excuses. Le sous-faussaire va jusqu'à écrire : « *On peut s'étonner qu'on ait provoqué autant de bruit autour d'hypothèses stratégiques,* etc...», comme si ce n'était pas le *Monde* qui avait provoqué tout ce bruit en publiant le faux sur une page entière, précédé en première page d'un article de ce Chênebenoît lui-même, en insistant ensuite sur « l'intérêt » du faux et en ergotant indéfiniment jusqu'à ce jour.

Le 16 encore, la *Liberté* de Fribourg publiait cette information très significative :

RADIO-MOSCOU A LA RESCOUSSE

Radio-Moscou, au cours d'une émission spéciale, a fait, hier, un sort, spécial aussi, au fameux «rapport» Fechteler. Citant un article du correspondant parisien de la *Pravda,* Radio-Moscou a fait savoir qu'on ne saurait douter de l'exactitude du rapport de « l'ogre américain en uniforme d'amiral », rapport qui révèle les plans des Etats-Unis pour mener, contre l'*U.R.S.S.,* une guerre d'agression...

Le sens de la machination des Beuve-Méry, Bloch-Morhange et Chênebenoît est d'une évidence criante. Nous avons une pile de coupures communistes qui, toutes, le soulignent. Encore le 23 mai, alors que tout est éclairci, précisé, mis au point, l'*Humanité* persiste à affirmer que le général Ridgway vient « *faire de l'Afrique du Nord cette base essentielle d'agression dont parle le rapport Fechteler...* » La division du travail entre le *Monde* et l'*Humanité* s'avère une fois de plus. Mais revenons au *Monde.*

Le 17, sous un titre fallacieux, compte rendu de la séance des Communes où M. Churchill traîta le *Monde* et son faux avec un mépris et un dégoût bien justifiés :

« Et lorsque M. Edelman souhaita que l'on obtînt « des explications et des excuses » pour cette « information diffamatoire », publiée dans un organe « d'autre part honorable », le premier ministre a répliqué tout aussi sèchement qu'à son avis « il n'est pas nécessaire de chercher à obtenir des excuses pour toutes sortes de choses déplaisantes qui sont dites sur notre compte dans les journaux étrangers par des communistes ou des « compagnons de route ». A quoi M. Emrys Hughes devait répliquer que le *Monde* est anti-communiste. »

Le titre du *Monde* : « *M. Churchill paraît surpris du bruit provoqué par l'affaire Fechteler* », ne rend pas précisément compte des paroles de M. Churchill ! Celui-ci, exactement comme le *B.E.I.P.I.,* chacun peut le constater, a traité le *Monde* de journal communiste ou sympathisant stalinien (*fellow-traveler,* compagnon de route). Les députés Edelman et Hughes ont fait preuve d'une ignorance crasse en qualifiant d'honorable et d'anti-communiste le méprisable journal, mais le *B.E.I.P.I.* fera le nécessaire pour les détromper.

Mais le 20 mai, un article plus répugnant en-

core que les précédents signé Hubert Beuve-Méry (du coup, Hubert soi-même vient renforcer l'argumentation de Beuve-Méry) sur trois colonnes à la une, trois colonnes à la trois, entasse Pélion de mensonges déjà trop connus sur Ossa de mensonges et de perfidies supplémentaires. Cela s'intitule : « *Précisions* », par raffinement d'impudeur.

Le « grand directeur » croit imposer en s'abritant derrière le propos anonyme et ambigu d'un autre soi-disant directeur de journal américain qui ne vaut peut-être pas mieux que le citateur. Il va plus loin s'abriter derrière « le prudent secrétaire général de la rédaction du *Temps* », son complice en usage de faux (mais c'est la première fois qu'il invoque le *Temps* pour se couvrir, alors que la règle de la maison est de répudier le *Temps* à tout bout de champ). Il ose parler de « certaines mœurs » journalistiques, mais ce ne sont pas celles du *Monde*. Le faux devient un « texte » et le texte « se compose de trois éléments ».

L'article utilisé par le faussaire « *a été abrégé, complété et quelquefois remanié* » (autrement dit : triplement falsifié, mais Beuve-Méry n'en convient pas). « *Des précisions* (sic) *d'ordre politique ou stratégique qui actualisent* (sic) *le texte ont été ajoutées* » (autrement dit : de fausses précisions, révélant les intentions criminelles du faussaire). « *Les paragraphes présentés en italique et entre crochets sont, comme le* Monde *l'indiquait alors, le résumé de considérations tactiques et de renseignements militaires qui ne devaient pas, en tout état de cause, être divulgués* » (nous avons immédiatement, dans le *B.E.I.P.I.*, mis le doigt sur ces paragraphes d'agent provocateur). Et le plus beau :

« *Le lecteur savait en tout cas, puisque M. Bloch-Morhange l'en informait lui-même, qu'il s'agissait d'un résumé établi* HATIVEMENT *par ses soins.* »

M. Beuve-Méry, Hubert, en a menti. HATIVEMENT est un mensonge de plus, qui plaide l'improvisation. Au contraire, le faussaire a pris tout son temps, il a mis de son propre aveu plusieurs mois à fabriquer son faux dont il a cherché à trafiquer auprès de plusieurs journaux avant de trouver à le vendre au prix fort (combien ?) au *Monde*. Et le texte de base « *n'était vieux que d'un an et demi* » (!) écrit ensuite le grand directeur félon.

Faut-il continuer ? Payant d'audace, M. Beuve-Méry se met alors à discuter d'abondance les questions de politique étrangère et de stratégie atlantique comme s'il était un personnage respectable avec qui M. Acheson va bientôt délibérer à Paris... Diversions insolentes auxquelles on ne fera pas l'honneur d'une réfutation. La cause est entendue depuis le premier jour.

***

The Observer du 18 mai a consacré un bref et méprisant éditorial au mauvais coup du *Monde*. En voici la conclusion, que le *Monde* s'est bien gardé de reproduire dans ses revues de presse :

« *Cette sorte de chose n'eût pas été digne de commentaire si elle s'était produite dans une feuille scandaleuse reconnue comme telle. Nous savons tous que le journalisme, comme d'autres professions, a sa frange minable. Mais malheureusement, le* Monde *est largement considéré comme le premier journal de France. On le suppose généralement en contact étroit avec le gouvernement et quelquefois d'inspiration officielle. A moins que le gouvernement français ne dissipe cette impression d'une manière absolument dépourvue d'équivoque, le scandale du* Monde *endommagera inévitablement la réputation de la France.* »

Cette opinion d'un organe très représentatif de l'*understatement* traditionnel britannique, et dont on voudrait espérer que le gouvernement français tiendra le plus grand compte, contraste heureusement avec l'éditorial du *New York Herald Tribune* du 22 mai qui persiste aveuglément à traiter le *Monde* de « journal conservateur (!), respecté (!!) de Paris », coupable seulement « d'illusion » neutraliste et trompé en l'espèce par Dieu sait qui. L'article conclut :

« *La prochaine fois qu'il se présentera un colporteur de documents aussi évidemment façonnés pour aller au devant des préjugés rédactionnels du* Monde *il faut espérer que ce journal l'accueillera avec une crédulité moins ardente et un plus grand sens de responsabilité.* »

Tout en faisant, là encore, la part de l'*understatement* anglo-américain, on doit dire nettement que ce n'est pas en termes aussi bénins que méritent d'être jugés des faussaires visiblement conscients et trop bien organisés.

***

Quelques procédés d'intoxication employés par le *Monde*, au moyen de titres ou de sous-titres, afin d'influencer *a priori* dans un sens pro-stalinien la majorité des lecteurs (combien lisent attentivement, réfléchissent et raisonnent avant de conclure ?)

Le 22 avril :

LE DEUXIÈME CLASSE HOURRIEZ,
AVAIT VOULU CHOISIR LA LIBERTÉ
DE L'AUTRE COTÉ DU RIDEAU DE FER

Il s'agit d'un soldat qui a déserté pour épouser une Allemande. Le *Monde* en profite pour faire croire que passer en zone soviétique, c'est « choisir la liberté ». De ce côté-ci du rideau de fer sévit évidemment la tyrannie ?

Le 23 avril :

RETOUR DE MOSCOU
UN JOURNALISTE AMÉRICAIN
AFFIRME QUE LES RUSSES
VEULENT LA PAIX EN CORÉE.

Il s'agit d'un inconnu, sans compétence ni crédit, une nullité quelconque, « le seul journaliste américain admis à assister à la conférence économique », ce qui est tout tout dire. La dépêche A.P. qui rapporte ses âneries est non seulement mise en valeur par le *Monde*, alors que les corbeilles à papier sont faites pour ce genre de choses, mais encore interprétée de façon à donner à entendre que « les Russes », ce sont les dirigeants de l'U.R.S.S. Bien entendu, le journaliste en question a fait sa triste besogne de *désinformation* en vue de laquelle il a été seul admis à la conférence économique de Moscou. Le *Monde* s'empresse de faire écho, puisque c'est à l'appui de la propagande stalinienne.

Le 6 mai :

LA GUERRE BACTÉRIOLOGIQUE

Sous ce titre infâme, d'apparence neutre mais emprunté à la presse communiste, le *Monde*, tout tout en sachant qu'*il n'y a pas de guerre bactériologique*, donne deux informations qui ont l'air de se faire équilibre mais la plus longue est un

tissu d'insolences et de mensonges du sieur Joliot, la plus courte ne sert qu'à justifier l'insertion de l'autre (alors qu'il y a des centaines de journaux communistes pour cela), et le titre veut créer l'impression que la guerre bactériologique est en cours.

Le 6 mai encore :

« LA VÉRITÉ EST SOUVENT DU COTÉ DE LA HARDIESSE ET L'ABUS DU COTÉ DE LA PRUDENCE »
a afffirmé M. Jean Guitton

Il s'agit de la Semaine des Intellectuels catholiques. La phrase attribuée par le *Monde* à M. Guitton, et citée entre guillemets dans le titre, est reproduite dans le texte, suivie de cette phrase qui la précise, l'éclaire et l'accentue : « *Le malheur des révolutionnaires est d'avoir raison trop tôt*»... Or, M. Guitton avait dit tout le contraire et le *Monde* a dû encaisser un démenti. Mais au *Monde* on sait que sur cent lecteurs qui se laissent tromper, deux ou trois seulement liront la rectification.

A ce sujet, notons que s'il fallait relever les déformations et désinformations de ce genre dans le *Monde*, un numéro entier du *B.E.I.P.I.* chaque quinzaine n'y suffirait pas.

Le 6 mai également, le *Monde* publiait un grand placard de publicité payante pour la soi-disant « Amitié Franco-Polonaise », c'est-à-dire en réalité *stalino-communiste*, annonçant une conférence de propagande stalinienne typique : « Comment vivent les artistes en Pologne », sous la présidence d'un communiste (Entrée libre). Le *Monde* est le seul journal prétendûment non-communiste qui serve de véhicule publicitaire aux communistes avoués et aux communistes camouflés.

Une mention spéciale est dûe aux articles kilométriques et particulièrement odieux de M. Robert Guillain, l'apologiste des communistes chinois, qui quatre jours de suite (du 14 au 17 mai) a déversé sa prose torrentielle à pleines colonnes au sujet de la guerre bactériologique en s'instituant avocat d'office des Américains pour aboutir le 18 mai à ce titre sur trois colonnes : « LE DÉVELOPPEMENT DE L'ARME BIOLOGIQUE AUX ÉTATS-UNIS ».

La technique de désinformation est ici cousue de fil rouge, mais malheureusement pour les seuls lecteurs avertis. La grande majorité sera dupe de l'intempestive plaidoirie, comme si les plus énormes mensonges communistes suffisaient à mettre les Américains au banc des accusés, et restera sous l'impression de malaise que veut communiquer la conclusion. Le titre répété : « *Guerre bactériologique en Chine et en Corée ?* » tend de toute évidence à alimenter la propagande communiste, en dépit du point d'interrogation sans lequel le Monde s'identifierait trop maladroitement à l'*Humanité*.

Sous le même titre trompeur, M. Guillain aggrave encore son cas en publiant le 28 mai « une lettre de Me Marc Jacquier » écrite au nom de l' « Association internationale des juristes démocrates » en omettant soigneusement d'indiquer que le sieur Jacquier, gendre de M. Cachin, est un propagandiste stalinien, et qu'il s'agit d'une pseudo-Association de robots communistes, d'une des nombreuses agences de Moscou n'ayant de « démocrate » que le camouflage éhonté.

Quant à la réponse de l'incoercible bavard qui, prolongeant ses quatre premiers articles, démontre laborieusement que M. Truman n'a pas violé sa grand'mère et qu'on peut l'inviter à dîner sans risque pour l'argenterie, elle vaut ce que valent l'auteur et le journal. Et ce que valaient les articles du même virtuose de l'équivoque sur les tueries communistes en Chine après la série de correspondances qui portait aux nues Mao Tsé Tung et ses tchékistes. Il y aurait lieu de traiter un jour du double-jeu procommuniste de ce Guillain à propos des affaires de Chine, tel qu'il s'est étalé dans le *Monde*. Et d'éclaircir la nature de ses relations d'avant-guerre à Tokio avec Branko de Voukelitch, agent soviétique brûlé dans l'affaire du « réseau d'espionnage Sorge » (sur cette affaire Sorge, voir : *La politique américaine en Chine*, dans le *B.E.I.P.I.*, numéro 31). Mais à chaque jour suffit sa peine.

***

Coïncidant avec le scandale du faux rapport Fechteler lancé par le *Monde* à travers le monde, un Institut international de la Presse dont la tâche est, selon le *Figaro* du 17 mai, « d'accroître la circulation des nouvelles entre les peuples afin de leur permettre de se mieux comprendre », a tenu son assemblée générale à Paris.

Deux journalistes français neutro-progressistes, c'est-à-dire pro-staliniens, Robert Guillain, plus haut nommé, et André Pierre, apologiste du pacte germano-soviétique, thuriféraire de Staline, tous deux complices des agissements du *Monde*, ont fait leur exhibition à cette assemblée. Et M. Beuve-Méry lui-même, principal coupable de la publication du faux Fechteler, a été élu membre du comité français de l'Institut.

Dans ces conditions, les gens du *Monde* auraient tort de se gêner. La fabrique de faux Bloch-Morhange et Cie peut tourner jour et nuit, l'écoulement lucratif de sa production est assuré. L'Institut international de la Presse couvre tout, de son beau programme, — encore un chiffon de papier. Et encore un Institut dont on ferait mieux de se passer.

***

Plusieurs lecteurs appellent notre attention sur les tendances de journaux qui ne valent pas mieux que le *Monde* dans la « guerre froide » et ils nous envoient des coupures significatives de *Combat*, de l'*Observateur* et de bien d'autres. Répétons que le *Monde* nous sert d'exemple-type pour caractériser l'ensemble de cette nouvelle presse dont les revues de presse du *Figaro* et du *Monde* présentent parfois des échantillons. Les observations faites sur l'un de ces journaux valent pour les autres.

Une des coupures de *Combat* (13 mai) porte en gros titre :

4.000 CHIMISTES U.S.
METTENT AU POINT LA
GUERRE BACTÉRIOLOGIQUE

Les gens qui font cette besogne ont osé parler, dit-on, de la « presse pourrie » d'avant-guerre. Que penser, alors, de la presse des oranges pourries ? La même feuille malodorante donnait le 17 mai un éditorial signé Jean Fabiani (?) qui explique la situation en Europe et en Asie par «le développement de la politique des Occidentaux et la réaction soviétique ». C'est l'Occident qui est responsable, Staline se borne à réagir. Tout l'article repose sur des thèmes de propagande soviétique les plus malhonnêtes et provocateurs. Un certain Guy Dumur (?) s'en prend au festival artisitique de «L'œuvre du XXe siècle» qu'il relie « à l'interdiction de la pièce de Roger Vailland, à la signature du traité sur la constitution de l'armée européenne, au rapport de l'amiral Fech-

teler (*sic*) qui, vrai ou faux (*sic*), a nourri la mythologie anti-américaine et rallumé la grande peur de l'Europe ». En vérité les oranges pourries sentent un peu fort.

Nous ignorons d'où sortent les Fabiani, les Dumur et autres petits auxiliaires du stalinisme qui font écho dans *Combat* aux campagnes de diffamation communistes. Dans l'*Observateur*, en revanche, on retrouve de vieilles connaissances comme M. Alfred Sauvy, qui a dû renoncer à prendre part à la Conférence économique de Moscou, ou comme Andrew Roth, arrêté pour espionnage soviétique en juin 1945 dans l'affaire *Amerasia* (voir le *B.E.I.P.I.*, numéro 31), collaborateur aussi du *Monde*. Il faudra sans doute, tôt ou tard, regarder de plus près ces entreprises défaitistes qui favorisent la « guerre froide » stalinienne contre l'Occident. Mais d'abord un compte doit être réglé, celui du *Monde*. L'examen des activités nocives de tant d'autres journaux amis de l'ennemi exigerait ensuite un effort collectif et une division du travail.

LES PAYS DU GLACIS SOVIÉTIQUE

ALLEMAGNE ORIENTALE

Les théâtres de la zone soviétique se refusent à jouer les pièces des communistes allemands

« Dans le domaine du théâtre il est nécessaire de présenter au public non seulement les principales pièces de nos classiques dans une mise en scène réaliste, mais en même temps de porter sur la scène des pièces nouvelles décrivant et montrant la vie dans notre Allemagne démocratique et progressiste. »

Cette phrase qu'a prononcée le ministre-président Walter Ulbricht dans son grand discours de présentation du plan quinquennal, est inscrite en tête d'un intéressant article dû à la plume du critique artistique Karl Grünberg, et publié par la *Taegliche Rundschau*, du 24 avril. L'article est intitulé, d'une manière un peu curieuse : « *Soixante théâtres mais aucune scène* ». Le premier chiffre se rapporte au nombre de salles de théâtre en activité dans la zone soviétique. La seconde indication signifie à peu près ceci : aucun des soixante théâtres n'a ouvert sa scène aux dramaturges communistes allemands.

L'auteur, après avoir affirmé qu'il existait en Allemagne orientale toute une série d'œuvres dramatiques nouvelles et parfaitement valables, en vient à écrire :

« Si les soixante théâtres ignorent — encore aujourd'hui — comme si elles n'existaient pas, les meilleures pièces parues dans la république démocratique allemande, et si les pièces dramatiques que nous attendons ne voient pas le jour, la responsabilité n'en incombe pas aux auteurs dramatiques... Pourquoi en est-il ainsi ? Pourquoi, en dépit des subventions qu'ils reçoivent du gouvernement et des organisations de masse, nos théâtres continuent-ils à croupir dans leur médiocrité ? »

Et de répondre, quelques lignes plus bas, de la manière suivante qui dissimule à peine la menace :

« La grosse majorité des directeurs de nos théâtres dont les salles sont remplies grâce à l'effort réel de la direction des scènes populaires et des syndicats ouvriers, considèrent les subventions qu'ils perçoivent non pas seulement comme une contrepartie, mais comme une chose toute naturelle, et ne se sentent même pas liés, à l'égard de la société, par une obligation quelconque. »

Après avoir, du bout des lèvres, rendu quelques compliments d'usage aux chefs-d'œuvre de Gœthe et de Schiller, l'auteur ne s'en prend pas moins aux classiques :

« Les classiques ne sont pas, eux non plus, tombés du ciel ou d'un quelconque Olympe, du jour au lendemain. Avant de devenir des « classiques », ils ont dû, eux aussi, dans leur jeunesse faire face à bien des soucis et attendre la postérité. »

Tout ceci pour insinuer que les auteurs dramatiques communistes sont en quelque manière prédestinés à devenir des « classiques » :

« Lorsqu'un auteur dramatique d'une renommée mondiale tel que Friedrich Wolf (sic) *s'est vu obligé de se plaindre ici-même de ce qu'il n'entrevoyait pas la possibilité de faire représenter ses dernières créations, que pouvons-nous dès lors attendre d'auteurs jeunes et inconnus dont l'horizon est ainsi bouché ? »*

Et de citer quelques exemples précis dont voici le premier :

« A un reporter venu s'enquérir du programme de la saison future, la directrice d'un théâtre a fait l'éloge des pièces modernes qu'elle se proposait de présenter au public et qui étaient signées d'auteurs contemporains polonais, hongrois, tchèques, autrichiens, américains et soviétiques, complétant un répertoire « classique ». Lorsque le journaliste a demandé quelles pièces d'auteurs contemporains allemands elle comptait inclure dans son programme, la directrice a répondu ainsi : « Il n'en existe pas encore. »

Tel autre théâtre du Brandebourg est purement et simplement accusé de « sabotage ». La partie

critique de l'article se termine par ces mots qui laissent présager une épuration sérieuse : « *Il y a quelque chose de pourri dans le royaume de Danemark ; mais nous savons où, pourquoi et comment.* »

M. Grünberg reprend ensuite à son compte les propositions du célèbre écrivain, malheureusement méconnu, M. F. Wolf (qui le connaît ?) à savoir :

1) La commission de planification théâtrale doit prendre en main tous les théâtres « *qui n'ont pas compris jusqu'à présent* ».

2) Les auteurs dramatiques, déjà tous affiliés à l'Union des Ecrivains, doivent former, au sein de cet organisme, une commission spéciale dénommée « *Section dramatique* » qui veillera à ce que les « *erreurs passées ne se renouvellent plus.* »

Ce que l'auteur de l'article a préféré taire, c'est l'indifférence du public, y compris le public ouvrier que le syndicat envoie d'office aux spectacles, devant les pièces remplies de propagande politique et de glorification de l'U.R.S.S. et de Staline, écrites par les auteurs contemporains, c'est-à-dire communistes. Les directeurs des théâtres qui, dans la mesure du possible, cherchaient ainsi à satisfaire leurs spectateurs, en évitant de monter des pièces d'auteurs allemands, se verront dans l'obligation soit de se plier à une discipline encore plus rigoureuse, soit de céder leur place à d'autres.

Indices d'un antisémitisme renaissant

Dans le supplément au numéro 61, nous avons eu l'occasion de traiter des prodromes de l'antisémitisme en Tchécoslovaquie. Au cours des derniers mois, nombre de dirigeants juifs du Parti communiste tchécoslovaque, à commencer par son secrétaire général Slansky, ont été relevés de leurs fonctions, voire arrêtés et accusés tantôt de trotskisme, de déviation de gauche, tantôt de cosmopolitisme.

Cette épuration d'éléments juifs s'accompagnait de déclarations et de discours officiels d'un caractère nettement antisémitique. Les événements de Tchécoslovaquie ne devaient être qu'un prélude à une purge plus vaste dans tout le glacis soviétique. C'est à juste titre que le *Tageblatt Journal d'Esch,* en date du 30 avril, a inscrit, en tête de l'article que nous reproduisons en partie ci-après : « *La conjuration antisémitique de Moscou* ».

Avant de donner la parole à ce journal allemand, nous rappellerons le fait suivant. Il y a quelque temps s'est tenue à Brno, deuxième ville de Tchécoslovaquie (dont le Juif Sling, secrétaire régional du P.C. était le grand manitou, avant d'être épuré) une « *conférence nationale* » consacrée à définir et à dénoncer le «*cosmopolitisme*». Plus de mille savants, écrivains, politiciens, syndicalistes, grammairiens, etc., ont pris part à cet étrange congrès au cours duquel, en termes voilés, a été déclarée la guerre au « *cosmopolitisme* », et notamment au « *judaïsme* ». L'orateur principal a été M. V. Kopecky, le ministre communiste de l' « *Information* ».

Or, les diatribes antisémitiques de M. Kopecky viennent d'être traduites en allemand et reproduites tant dans l'organe officiel de la S.E.D. communiste, le *Neues Deutschland,* que dans la *Taegliche Rundschau,* journal soviétique de langue allemande.

D'autres indices de l'antisémitisme renaissant nous sont fournis par le *Tageblatt Journal* dont nous extrayons les passages relatifs à l'Allemagne :

« *Dans les réunions du Parti* (communiste allemand, N.D.L.R.) *et dans les conférences administratives, on sent passer le souffle de l'antisémitisme... A une réunion de cadres du Parti à Lichtenberg, le rapporteur, un certain Paul Katze, a déclaré « qu'il serait absurde et nocif que de vouloir exalter encore aujourd'hui le martyre des Juifs du temps de la dictature nazie. Les antinazis non Juifs ont apporté et supporté au moins autant sinon davantage, de sacrifices que les Juifs.* »

Après avoir affirmé qu'une politique favorable aux Israélites serait impopulaire, M. Katze s'en prend à l'Etat d'Israël :

« *Israël ne peut en aucune manière s'attendre à ce que la République démocratique allemande accepte de rembourser, à titre de dédommagement, des dommages imaginaires et incontrôlables que les Juifs auraient subis, ni à ce qu'elle verse de l'argent entre les mains d'étrangers* (Juifs émigrés en Israël, N.D.L.R.), *ni à ce qu'elle distrait des richesses nationales une part quelconque.* »

Le « vent de l'antisémitisme », ainsi que l'appelle le *Tageblatt,* ne souffle pas seulement sur l'Allemagne orientale. On retrouve la même tendance au P. C. d'Allemagne occidentale. C'est ainsi que, par exemple, l'hebdomadaire munichois, *Deutsche Woche,* dont les affinités communistes sont bien connues, a publié récemment un long article qui n'est qu'un long plaidoyer pour Veit Harlan, le réalisateur-régisseur du film nazi « Le Juif Suss ».

La ligne politique du P.C. aurait subi un « virage » sensible, l'appel au nationalisme s'accompagnant d'un antisémitisme virulent. Et de conclure :

« *La nouvelle ligne du Parti n'en est pas pour autant inédite ; elle a déjà été appliquée entre août* 1939 *et juin* 1941. »

C'est-à-dire pendant la période du pacte germano-soviétique.

Tout porte à croire que le diagnostic du *Tageblatt Journal d'Esh* est fondé à tous les égards. Officiellement, si l'on n'ose pas encore évoquer le pacte Ribbentrop-Molotov, on prône non moins officiellement les accords germano-soviétiques de Rappalo (voir le *B.E.I.P.I.,* numéro 68, p. 18) et l'on suggère une réédition de l'alliance Allemagne-U.R.S.S. En même temps, la propagande communiste met l'accent sur le caractère national que devrait avoir l'armée allemande, dont l'embryon non négligeable existe sous forme de «police populaire». Sur le plan psychologique, enfin, il est fait appel au chauvinisme et à l'antisémitisme.

Comme on le voit, tout se tient dans la politique allemande de l'U.R.S.S.

TCHÉCOSLOVAQUIE

« Cirques et Variétés » entreprise nationale

Une critique adressée à un programme de variétés récemment présenté à Prague nous apprend que, comme en U.R.S.S., « cirques, variétés, lunaparcs » tchécoslovaques ont été nationalisés et regroupés dans une « entreprise » dépendant du ministère de l'Education nationale. Tous les modes d'expression artistique — et clownesque — ont été ainsi mobilisés pour concourir au bourrage de crâne.

Car ce n'est pas seulement l'exploitation matérielle des cirques et variétés qui est désormais dirigée. La composition du programme, les sketches, les numéros de music-hall — dirigés quant à la conception et quant à l'exécution — tout est affaire d'Etat, ou plus exactement affaire de propagande politique. On en jugera d'après l'article du *Rude Pravo*, en date du 22 avril, intitulé « *Programme qui déshonore notre cinéma* » et que nous reproduisons intégralement :

«Le 19 mars dernier, nous avons publié, sous ce même titre, une critique signée du camarade Lensky, concernant certaines parties du programme du cinéma-variétés Svetozor, à Prague, présenté sous le titre générique « La parole est aux femmes ». Ce programme qu'on prétendait être axé sur la « Journée Internationale de la Femme », ne faisait guère apparaître nos femmes participant à l'édification socialiste, ni les succès remarquables de ces femmes au travail. La partie la plus détestable du programme était incontestablement la série de sketches signés de Mme A. Novak, qui, ainsi que notre critique l'avait fait ressortir, étaient de nature, par des jeux de mots équivoques, à injurier les spectateurs; des sketches de ce genre ne devraient jamais figurer au programme dans la période nouvelle que nous vivons. »

« L'entreprise nationale « Le Film Tchécoslovaque » a reconnu le bien-fondé de la critique du camarade Lensky. En manière d'excuse, elle fait valoir que le film consacré aux femmes qui, comme leurs modèles, les femmes soviétiques, ont mérité la reconnaissance pour les services rendus à des postes de haute responsabilité, a dû être inclus dans le programme en toute dernière minute, ce long métrage sortant à peine des laboratoires. En ce qui concerne le cas de Mme A. Novak, l'entreprise nationale fait valoir le fait que les artistes et autres employés de l'entreprise nationale « Cirques, variétés et lunaparcs tchécoslovaques » ne prennent possession du plateau au cinéma Svetozor que le jour de la première représentation et que, ceci étant, l'entreprise «Le Film tchécoslovaque » n'avait pas eu la possibilité de se prononcer sur la valeur des diverses parties du programme. »

Ainsi, la responsabilité du « Film Tchécoslovaque » est dégagée. Celle de l'entreprise « *Cirques, Variétés, Lunaparcs* » est compromise. La direction s'en tire en suspendant l'auteur des sketches:

« L'entreprise nationale « Cirques, Variétés, Lunaparcs tchécoslovaques », après avoir pris connaissance des critiques, a immédiatement suspendu tous les numéros présentés par Mme A. Novak. Ses numéros ainsi que ceux de tous les employés de l'entreprise nationale seront soumis à la révision ; les défauts qui seront relevés seront ensuite corrigés par l'éducation politique à laquelle seront soumis les employés. »

Et voici la conclusion que tire le *Rude Pravo*, — organe officiel, ne l'oublions pas, du P.C. — de cette lamentable histoire qui aura ruiné quelques artistes des spectacles de variétés :

« La critique du camarade Lensky a permis d'améliorer la collaboration entre le « Film Tchécoslovaque » et l'entreprise nationale « Cirques, Variétés, Lunaparcs tchécoslovaques », qui sera ainsi à même de corriger, en commun avec le Film Tchécoslovaque, les défauts qui se seront révélés dans ses programmes. »

Les explications du *Rude Pravo* se suffisent à elles-mêmes.

Nous voudrions cependant rappeler un fait inconnu du public français.

Un des meilleurs metteurs en scène tchèques, M. Voskovec, qui, mêlant le théâtre, le sketch, la récitation en chœur, avait réussi à créer sinon un genre nouveau, du moins un style personnel, était un communiste de longue date. Depuis les années trente, son théâtre à Prague, était des plus fréquentés. Fermé par les autorités allemandes pendant l'occupation de la Tchécoslovaquie, le théâtre de M. Voskovec a rouvert ses portes après la guerre, avec la bénédiction des dirigeants communistes. Mais ses railleries politiques manquaient désormais de conviction. Peu de temps après le putsch communiste de février 1948, M. Voskovec s'est fait nommer (grâce à M. Hoffmeister, ex-ambassadeur communiste tchécoslovaque à Paris, épuré par la suite avec M. Clementis) à l'U.N.E.S.C.O.

Puis, M. Voskovec a rompu avec le régime et a monté à Paris le « Théâtre américain ». M. Voskovec, le protégé de Gottwald, a lui aussi choisi la liberté...

Et ce n'était pas encore l'époque de « Cirques, Variétés, Lunaparcs », entreprise nationale...

L'arbitraire et le pain quotidien

Depuis bientôt quatorze ans, la population tchèque supporte des restrictions alimentaires. La seule période pendant laquelle on semblait s'acheminer vers la suppression du ravitaillement général et des tickets et coupons, était l'année 1946, où grâce à l'aide de l'U.N.R.R.A., l'approvisionnement devenu abondant, se rapprochait de la consommation normale.

Mais plus que le maintien du rationnement, les injustices dans la répartition des denrées alimentaires créent, entretiennent ou suscitent le mécontentement populaire. Le régime dit de démocratie populaire alloue des quantités de denrées de première nécessité fort variables non pas seulement suivant l'âge du consommateur, mais en vertu de catégories de travailleurs. Les travailleurs de force eux-mêmes, pour ne prendre que ceux-là, ne « touchent » pas des rations identi-

ques, mais très différentes, puisqu'au sein de cette seule catégorie on peut distinguer cinq ou six sous-catégories.

Ce système déjà passablement compliqué et injuste est encore aggravé par l'arbitraire des administrations dans la délivrance des titres de rationnement. Les Soviets locaux, ainsi que certaines entreprises, ont la faculté de refuser le classement du consommateur dans la catégorie à laquelle il a droit. Cet arbitraire n'a pratiquement aucune limite puisque tel consommateur peut être totalement privé de tickets d'alimentation. C'est ce cas que relate le *Rude Pravo*, du 3 mai, dans un article intitulé : « *Procédure correcte* », et qui débute ainsi :

« *Ma femme percevait jusqu'à présent les tickets alimentaires de base* (= ration minimum, N.D.L.R.), *car elle ne travaillait pas et nous n'avons pas d'enfant. Nous avons récemment déménagé dans une autre ville où on a refusé de lui renouveler ses titres d'alimentation, sous le prétexte qu'elle ne travaillait pas. Un tel procédé me paraît inconcevable ; il est inadmissible que les Comités nationaux* (= Soviets locaux, N.D.L.R.) *se livrent ainsi à l'arbitraire et qu'ils appliquent une règlementation différente suivant la ville...* » *Voilà le texte d'une lettre adressée à notre rédaction. Dans d'autres lettres, des lecteurs nous demandent si les Comités nationaux locaux, dans les communes rurales, ont le droit de faire dépendre la délivrance des titres d'alimentation pour les ménagères du fait qu'elles ont une occupation, ou non, dans une coopérative agricole unique.* »

« *La réponse est celle-ci : Oui, les Comités nationaux locaux ont parfaitement ce droit. C'est là une procédure parfaitement légale. On peut alors se demander pourquoi cette règlementation n'est appliquée que dans certaines communes ? Cela dépend en effet des besoins en main d'œuvre des coopératives agricoles, besoins qui peuvent varier d'une localité à l'autre. Là où celles-ci manquent de bras, la délivrance des tickets d'alimentation peut être refusée non seulement à toute femme mariée sans enfant qui n'a pas* 45 *ans, et qui est sans contrat de travail, mais également à toute femme mère d'enfants de moins de* 15 *ans, qui, du fait de l'emploi de son mari, percevait jusqu'à présent les mêmes titres d'alimentation que les travailleurs ; les titres d'alimentation peuvent encore être refusés à la mère d'enfants plus âgés dans les localités ou existent des établissements scolaires, des internats, etc., si elle-même ne veut pas accepter le travail offert.* »

Le commentaire du *Rude Pravo* tient en deux prases qui, plus que de longs développements, caractérisent un régime :

« *Les comités nationaux ont non seulement le droit, mais le devoir de procéder ainsi chaque fois que le besoin s'en fait sentir. Dans la commune, c'est le Comité national qui est le représentant du gouvernement* (où est l'autonomie communale? N.D.L.R.), *il est donc responsable de l'état des cultures agricoles, mais aussi du recrutement de la main-d'œuvre par l'industrie.*»

Deux jours plus tard, l'organe officiel du P.C. tchécoslovaque — en date du 5 mai — se préoccupe à nouveau des désordres régnant dans le rationnement, et plus particulièrement des consommateurs « prioritaires », de ceux qui bénéficient de « suppléments » substantiels. Et d'écrire :

« *La distribution des titres d'alimentation a donné lieu à bien des difficultés. Nombre de travailleurs ont fait ressortir que certaines entreprises ont procédé à leur délivrance sur une base égalitaire, qu'elles ont alloué les rations les plus élevées, prévues pour les travailleurs de force, même à ceux de leurs employés qui n'étaient que des gratte-papier. Le nombre de suppléments alimentaires distribués, s'accroissait beaucoup plus vite que n'augmentait le nombre des travailleurs. Des dizaines, des centaines de tonnes de denrées alimentaires s'en allaient ainsi, à de bas prix puisque rationnées, au lieu d'être vendues plus cher au « marché libre d'Etat ». Pour une tranche de la population, c'était évidemment avantageux — un avantage indû — mais pour l'économie nationale c'était une perte sérieuse, au détriment de la majorité des travailleurs.* »

De nouvelles instructions ont dû être rédigées et envoyées à tous les Comités nationaux et à toutes les entreprises habilitées à délivrer des titres d'alimentation.

L'alimentation est incontestablement le premier des soucis de la population. Les chicanes administratives et l'arbitraire ne font que rendre le système plus odieux.

Célébration de l'amitié et de l'alliance militaire soviéto-tchécoslovaques

Pendant les dix premiers jours du mois de mai, toute la vie publique (et par voie de conséquence la vie privée des citoyens) a été dominée par des manifestations à grand spectacle, destinées à frapper l'imagination des foules par le déploiement de parades militaires, et à témoigner de « *l'indéfectible amitié* » envers les peuples de l'Union Soviétique.

Nous ne nous arrêterions pas à ce genre de manifestations qui abondent dans les pays de démocratie populaire, s'il ne s'en dégageait pas un accent assez différent de celui auquel on était habitué. En présence de délégués soviétiques, ayant à leur tête le maréchal Koniev, le vice-ministre des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S. (ex-ambassadeur à Prague, un des co-auteurs du putsch communiste de février 1948) et l'ambassadeur plénipotentiaire actuel, Lavrenteïev, se sont déroulées trois cérémonies consécutives : la fête du 1er mai, le 7e anniversaire de la « libération » de la Tchécoslovaquie par les armées soviétiques, et la remise de drapeaux rouges aux forces armées tchécoslovaques.

Et pour la première fois, le titre en rouge, couvrant toute la première page du *Rude Pravo*, du 8 mai, a été rédigé en cyrillique russe; il signifie: « *Salutations enflammées aux dirigeants de l'immense Union Soviétique* ».

Une seule absence qui a dû donner lieu à bien des hypothèses : celle du président de la République, Klement Gottwald, dont le message du 1er mai a été lu par M. Zapotocky, président du Conseil des ministres. Autre fait à noter : le message de M. Gottwald était essentiellement axé sur la lutte « *des peuples opprimés dans les colo-*

nies ». C'est ainsi que d'après le *Rude Pravo* du 2 mai, le chef de l'Etat a fait déclarer :

« *Les agresseurs impérialistes n'ont ni vaincu ni effrayé le peuple héroïque de Corée — pas même par l'utilisation de la guerre bactériologique — ils n'ont pas davantage réussi à mettre à genoux les peuples en lutte du Viet-Nam, de Malaisie, d'Indonésie, des Philippines, dont la résistance contre les oppresseurs ne cesse de s'amplifier. De nouvelles et graves blessures se sont ouvertes sur le corps du monde impérialiste en Iran, en Egypte, en Tunisie...* »

Une seule phrase est consacrée, dans ce discours lu, à l'Allemagne et au projet de traité de paix soviétique, sujet qui, indiscutablement intéresse au plus point les Tchèques, mais qui visiblement gêne les leaders communistes locaux.

Autre signe des temps : les clichés photographiques reproduisent essentiellement les tanks et autres armes utilisées par les unités tchécoslovaques. Même Staline et Gottwald, dont les portraits couvrent les deux tiers de la première page du *Rude Pravo*, apparaissent comme des chefs militaires, revêtus de leurs uniformes, le premier sans décoration, le second la poitrine couverte de distinctions les plus diverses.

Pratiquement toutes les allusions à la «paix» ont été bannies des discours officiels qui ont mis l'accent sur le degré de préparation des forces armées de l'U.R.S.S. et de ses alliés.

Si le 7e anniversaire de la défaite allemande a été l'occasion de mettre en évidence le « *rôle historique* » et la puissance de l'armée soviétique, trois jours plus tard, les unités des forces armées tchécoslovaques recevaient des mains du gendre de Gottwald, M. Cepicka, le ministre de la Défense nationale, les drapeaux rouges. A genoux, les commandants d'unités (cf. photo du *Rude Pravo*, du 5 mai) embrassent les nouveaux emblèmes ; la légende déclare : « *Sous leurs nouveaux drapeaux rouges, les unités de notre armée veilleront avec plus de vigilance encore à préserver les succès de l'édification socialiste* ».

Le « général » Cepicka a fait alors un grand discours :

« *Avec les drapeaux de combat qui viennent de vous être remis, vous recevez le symbole le plus noble de la lutte des travailleurs en vue de leur libération du joug capitaliste, pour le socialisme et pour la paix... Sous les plis des mêmes drapeaux rouges les soldats soviétiques triomphaient dans la guerre civile contre les impérialistes-interventionnistes et contre les agresseurs au cours de la grande guerre patriotique de l'Union Soviétique... Les étendards nouveaux représentent pour vous la suprême récompense pour le travail que vous avez fourni et qui vise à accroître la force et la combattivité de nos armées... Que ces drapeaux soient entre vos mains les symboles de la plus profonde et de la plus sincère amitié de notre peuple et de notre armée à l'égard de l'invincible Union Soviétique.* »

Désormais, l'accent est mis sur la forme militaire de l'U.R.S.S. et des satellites. La propagande « pour la paix » à dû produire, auprès des populations asservies, le sentiment de la faiblesse des Soviets, et le réarmement occidental n'a pas manqué de renforcer la conviction courante dans le glacis que l'Occident, dont la presse communiste a sans cesse dénoncé l'effort de réarmement, était matériellement et militairement plus fort que le camp soviétique.

Aussi a-t-on jugé utile à Moscou de changer de thème et de ne plus parler du pacifisme soviétique, mais de la puissance de l'U.R.S.S.

HONGRIE

Renforcement de la discipline dans les kolkhozes

La « discipline de travail insuffisante » semble causer de graves soucis au régime communiste de Hongrie. Les critiques à ce sujet se suivent et le *Szabad Nep* (Peuple Libre), organe officiel du Parti communiste, publie le 24 avril, en première page, un décret du Conseil des ministres dont nous extrayons les passages les plus importants.

« *Le président de la Coopérative est responsable de l'accroissement du rendement et du revenu de la Coopérative (kolkhoze). Il doit veiller à ce que les plans des travaux champêtres soient préparés à temps, que les brigades soient constituées et que des chefs compétents soient nommés à la tête de ces brigades. Le président n'a pas le droit de donner des ordres à la brigade, sans les avoir communiqués auparavant aux chefs de brigade. Le Président est personnellement responsable de l'accomplissement par les coopératives des livraisons d'Etat. Il est aussi responsable du renforcement de la discipline du travail et il doit veiller à ce que les membres des familles des ouvriers prennent une part active au travail.* »

« *Les coopératives agricoles ne peuvent être à la hauteur de leur tâche que si une solide discipline du travail est réalisée. C'est pourquoi il faut obtenir que tous les membres des familles de travailleurs, femmes et jeunes aussi, participent au travail agricole. Les membres de la coopérative doivent accomplir* 120 *unités de travail minimum par an. Ce chiffre est valable aussi pour les femmes, membres de la famille d'un travailleur. Les mères ayant des enfants en bas âge, doivent accomplir* 80 *unités de travail. Les coopératives agricoles doivent créer des crèches en assez grand nombre pour que les jeunes mères puissent continuer à participer activement au travail. Chaque membre d'une coopérative doit accomplir son travail à l'endroit où le Président, ou le chef de brigade, l'ordonne. Aux temps des grands travaux agricoles (moissons, etc.) des unités de travail supplémentaires doivent être exigées. En cas de négligence ou d'omission, des retenues doivent être faites sur la paie des ouvriers. Le rationnement ayant été aboli, les membres des coopératives n'ont droit au blé et à la farine nécessaires pour eux et leur famille que dans la mesure des unités de travail accomplies. Au cours de l'année, des avances ne peuvent être accordées que dans la mesure des unités de travail, mais le plafond ne peut pas dépasser* 50 *à* 60 *%. Le travail accompli doit être évalué* chaque jour *et les unités fixées d'après ces chiffres. Il faut lutter avec violence contre*

l'influence de l'ennemi intérieur qui veut faire croire que dans le cadre de l'agriculture aussi le travail peut être limité à 8 heures par jour.

« Après le 1er mai 1952 les membres des coopératives n'ont pas le droit d'accepter de faire un travail en dehors de la coopérative sans un permis spécial écrit du Président.

« Les membres d'une coopérative sont responsables en commun de l'accomplissement des livraisons d'Etat. Si la coopérative n'a pas rempli ses obligations, ses membres doivent y subvenir individuellement. C'est seulement lorsque le délégué du district a signé le reçu des livraisons obligatoires, que la coopérative a le droit de distribuer des produits parmi ses membres. »

Ce décret gouvernemental confirme le décret confidentiel adressé par le gouvernement aux Soviets locaux ainsi qu'à la police politique, décidant la mobilisation totale de la main-d'œuvre dans les régions rurales. Ce décret touche aussi les enfants en bas âge, enregistrés dès leur naissance et mobilisés pour le travail dès l'âge de 6 ans. Nous sommes en mesure de publier quelques passages saillants de ce décret.

« Tout Hongrois est enregistré dès sa naissance et reste sur les registres jusqu'à l'âge de 65 ans s'il s'agit d'hommes et de 60 ans s'il s'agit de femmes. Les enfants sont recrutés afin d'accomplir un travail effectif, surveillé, dans l'agriculture dès l'âge de 6 ans, à raison de deux heures par jour, avant ou après l'école, et de 6 heures quotidiennes au cas où ils ne la fréquenteraient plus ou au temps des vacances scolaires. »

Les enfants de 6 à 12 ans seraient employés à des travaux agricoles de 2 à 6 heures par jour selon les époques. Ceux de 12 à 16 ans qui ne fréquenteraient plus l'école auraient à accomplir des tâches agricoles plus lourdes, telles le transport de l'engrais, etc. Aux jeunes gens entre 16 et 18 ans des tâches seraient assignées selon les besoins sans égard au nombre d'heures quotidiennes.

Critiques des stakhanovistes de Stalinvaros [1]

Les déficiences du système stakhanoviste sont critiquées sévèrement dans le *Szabad Nep* (Peuple libre), organe officiel du Parti communiste du 25 avril. Une page tout entière est consacrée à ce thème.

« La concurrence de travail a été réalisée à Stalinville en s'inspirant des expériences soviétiques. Les brigades sont informées de la tâche qui leur incombe pour un mois entier et les ouvriers doivent faire le vœu socialiste de dépasser ces chiffres. Ce nouveau système rend le travail plus méthodique. Les vœux socialistes des travailleurs ont une base réelle. Il y a cinq mois la production était au dessous de la moyenne nationale. Grâce aux concurrences mensuelles la moyenne fut dépassée. D'autres industries aussi devraient suivre cet exemple. »

« Malgré ce succès les méthodes stakhanovistes de l'Union Soviétique et les expériences des meilleurs ouvriers hongrois ne sont pas encore aussi profondément ancrées dans les usines que nous serions en droit de l'attendre. Pourquoi ?

« Les méthodes Maximenko et les méthodes Orlov ne sont pas assez répandues à Stalinville. Pourquoi ? Un exemple nous a été fourni par la brigade des maçons « Grillon », lors de la construction de la fabrique de briques. Les ouvriers se baissent pour prendre les briques eux-mêmes, préparent aussi le mortier. Deux ouvriers spécialisés achèvent en trois minutes et demi une rangée. Istvan Fekete, l'instructeur stakhanoviste du ministère de la Construction, s'approche de la brigade. Il explique le système Orlov, emploie des manœuvres non spécialisés et une rangée de briques ne nécessite que deux minutes. Les ouvriers suivent son exemple. Bientôt l'émulation s'en mêle et le même travail est fait en deux minutes 15 secondes et 2 minutes 25 secondes. Bientôt un record est atteint : une rangée est achevée en 1 minute 55 secondes. »

« Aux travaux de construction de Stalinville l'aide puissante représentée par les expériences soviétiques n'est pas assez utilisée. Le fait qu'un très grand nombre de travailleurs a atteint le stade de stakhanoviste ne change rien à cette constatation. Nous devons nous réjouir du grand nombre des stakhanovistes mais le résultat serait beaucoup plus important si les méthodes et expériences soviétiques étaient suivies. Il semble que l'insigne de stakhanoviste est adjugé d'après les principes bureaucratiques, presque machinalement. Le directeur d'une usine en accord avec le Comité local du Parti, soumet la caractéristique du candidat au « stakhanoviste responsable » du trust. Cette caractéristique dit le pourcentage atteint par la production de l'ouvrier, s'il est syndiqué, mais passe sous silence les méthodes de travail qu'il suit. Cette question ne fait pas l'objet d'une investigation assez approfondie. Nous sommes heureux d'entendre que l'un ou l'autre des ouvriers atteint une production de 200 %, mais ce résultat ne peut être d'une importance capitale pour le plan que si les 200% deviennent une sorte de moyenne et si les méthodes de travail qui donnent ce résultat sont suivies par la fabrique tout entière.

« Une des tâches les plus importantes incombe au chef d'atelier. Le camarade Rakosi a déclaré à la Conférence des Stakhanovistes que « c'est le chef d'atelier qui est avant tout responsable du développement du mouvement stakhanoviste et personne ne peut le dégager de cette responsabilité ! » A Stalinville la propagande des méthodes stakhanovistes n'est pas assez poussée. Le mouvement stakhanoviste fait partie organique de l'industrialisation socialiste. Beaucoup d'ouvriers n'ont pas recours aux méthodes stakhanovistes, simplement parce qu'ils ne les connaissent pas. Une des fautes principales consiste en ce que les manœuvres non spécialisés n'aident pas les ouvriers spécialisés en assez grand nombre. Ceci représente un manque d'organisation rationnelle.

« Les déficiences du stakhanovisme à Stalinville auraient pu être évitées si les comités du Parti avaient compris l'importance primordiale de cette question. Les Comités du Parti se contentaient de prendre l'initiative des concurrences mensuelles. Il ne faut pas oublier que le développement du mouvement stakhanoviste nécessite un travail quotidien et une attention soutenue. Un agitateur éminent de Moscou, le camarade Koutienkov, nous a rendu compte de la tenacité avec laquelle il lutte jour après jour pour la réalisation des méthodes accélérées.

(1) Ou Stalin-ville, anciennement Dunapentele, ville modèle d'une centrale géante de la sidérurgie.

« *Nos camarades n'ont pas compris l'importance du mouvement stakhanoviste, mais l'ennemi, lui, y attache une importance primordiale. Un de ces saboteurs n'a pas envoyé la machine spécialisée à l'endroit où une des brigades stakhanovistes travaillait. Il fut démasqué comme agent des impérialistes. Un autre chef d'atelier déclara : « travaillons de manière à ce que les stakhanovistes prennent le large ». C'était le fils d'un koulak. Un ouvrier stakhanoviste a utilisé une pioche nouvelle, grâce à laquelle il a augmenté sa production de 125 % à 300 %. Le responsable aux innovations de l'usine a fait traîner le contrôle de cet outil excellent et c'est seulement après plusieurs mois qu'on a traité la question, ce qui a causé une perte importante. Ces exemples démontrent à quel point il serait nécessaire de redoubler de vigilance.* »

POLOGNE

Une étape de la lutte contre l'Eglise

La « guerre froide » entre l'Eglise et l'Etat continue.

Le protocole d'entente signé le 14 avril 1950 entre les deux autorités est devenu aux mains des communistes un excellent moyen d'acculer l'épiscopat sur des positions de défense et de l'obliger à lâcher du lest.

L'archevêque Stéphane Wyszynski, primat de Pologne, vient d'accorder une interview au correspondant du journal catholique *Tygodnik Powszechny* (Hebdomadaire Universel). L'interview avait pour sujet les deux années de relations entre le gouvernement et l'épicopat.

A la question : « *Comment se présente l'entente à la lumière des expériences des deux dernières années ?* », l'archevêque a constaté :

« *La mise en application du protocole d'entente signé il y a deux ans rencontre différentes difficultés et ne se passe pas sans frictions. Ces questions cependant sont l'objet des pourparlers entre l'épiscopat et le gouvernement, aussi je n'en parlerai pas.* »

Mgr Wyszynski a jugé favorablement l'accord conclu :

« *En signant le protocole, le gouvernement a montré qu'il ne voulait pas faire la guerre à la religion ; l'épiscopat, de son côté a prouvé sa compréhension de la réalité polonaise d'à présent et des besoins réels de la nation et de l'Etat... Ce qui est extrêmement important dans le protocole d'entente du point de vue de l'Eglise, c'est la reconnaissance du fait que seuls le Siège Apostolique et le Saint-Père sont pour l'Eglise en Pologne l'autorité irrévocable dans les affaires de la foi, de la moralité et de la juridiction.*

« *En ce qui concerne les intérêts de l'Etat, j'estime que la volonté signifiée par l'épiscopat de soutenir la lutte menée par le gouvernement et la population polonaise pour la défense des Territoires Recouvrés est d'une grande importance; de même que l'engagement pris par l'épiscopat de faire appel au clergé pour qu'il donne son appui à la reconstruction économique de l'Etat et prévienne les fidèles contre les néfastes activités de diversion.* »

« *Nous constatons des réalisations certaines en ce qui concerne la reconstruction de nos villes, l'agrandissement de l'industrie et la préparation de l'économie nationale à de nouvelles tâches. L'efficacité de ces entreprises exige des renonciations, de la patience et du courage. Or, l'enseignement de l'Eglise et le travail d'éducation du clergé catholique tendent précisément à cultiver ces vertus créatrices chez les citoyens.*

« *La paix intérieure constitue également un grand souci de l'Eglise. Nous avons besoin d'ordre intérieur, d'une cohabitation pacifique des citoyens, du respect réciproque des droits. Ces besoins sont contrecarrés par toute forme de désorganisation de la vie économique, par des conspirations clandestines et des entreprises contraires à la paix intérieure.* »

A la question finale : « *Quelles sont les perspectives de l'entente pour l'avenir* », l'archevêque Wyszynski a répondu :

« *Je ne veux pas m'amuser en prophéties. Bien que la situation ne soit guère facile, néanmoins les expériences des deux années passées enseignent que nombre de questions litigieuses peuvent être résolues. Nous faisons notre possible pour que le protocole d'entente soit respecté et qu'il soit réalisé au mieux.* »

(*Tygodnik Powszechny* du 27 avril 1952).

La réponse des communistes ne s'est pas fait attendre.

C'est ainsi que la *Trybuna Ludu* rejette sur le clergé la responsabilité du fait que la mise en application de l'accord du 14 avril 1950 « *rencontre différentes difficultés et ne se passe pas sans frictions* ». Tout en passant sous silence la déclaration de l'archevêque Wyszynski de novembre 1951, qui définissait explicitement la position de l'épiscopat à l'égard des Territoires Récouvrés, l'organe communiste écrit :

« *Monseigneur est conséquent et c'est avec une obstination étonnante qu'il ne veut pas prendre la défense des intérêts de notre pays devant l'attaque du clergé allemand de l'Ouest.* »

Le deuxième reproche a trait aux questions qui ne sont guère du ressort de l'épiscopat polonais, mais dépendent uniquement du Vatican. Ainsi la question de la nomination d'évêques dans les diocèses des territoires occidentaux. A cette occasion, la *Trybuna Ludu* accuse le Saint-Siège de « *patronner la reconstruction de l'armée hitlérienne* », d'être « *de connivence avec les traîtres à la nation polonaise, agents impérialistes, payés à l'aide du fameux fonds de cent millions de dollars destinés par le gouvernement américain à l'activité d'espionnage et de diversion.* »

Le troisième reproche est formulé ainsi :

« *De plusieurs chaires, des paroles de haine contre l'Etat Polonais continuent de tomber. On excite les fidèles contre le pouvoir d'Etat ; on s'efforce de propager l'effervescence dans le pays. C'est la propagande murmurée, diffusée par une partie du clergé séculier et du clergé régulier qui est particulièrement perfide, parce qu'elle s'adresse aux éléments les plus ignorants.* »

De même qu'avec les autres organisations, les communistes ont conclu avec l'Eglise un accord uniquement pour avoir des prétextes à renouveler attaques et accusations à l'adresse du partenaire ; ils l'obligent ainsi constamment à se justifier et à faire des concessions. L'accord n'est dans ce cas qu'une corde au cou que l'on resserre graduellement.

A travers la presse d'un mois

1. — «L'élève fidèle de Lénine et de Staline»

C'est à la personne de Bileslas Bierut, président de la République, que les journaux d'avril ont consacré, à l'occasion de ses 60 ans, la place la plus importante. On le proclame « l'élève fidèle de Lénine et de Staline ». C'est une nouveauté qui confirme le rôle prépondérant qu'il joue d'ores et déjà au P.C. polonais. Des photographies n'ont pas manqué non plus : Biérut-bébé, Biérut-élève, Biérut-ouvrier « gagnant péniblement sa vie », Biérut entouré d'ouvriers ou d'enfants, Biérut conversant avec un poète, etc... On est même allé jusqu'à faire des photo-montages, parfois assez maladroits... Comme celui, par exemple, du journal *Sztandar Mlodych* (Le Drapeau des Jeunes) du 21 avril, ou Biérut entouré de dignitaires soviétiques se trouve aux côté de Staline, disproportionnellement grand.

L'hebdomadaire *Nowa Cultura* (La Culture nouvelle) du 20 avril est rempli d'hommage — en vers et en prose — à Biérut. L'écrivain Léon Kruczkowski encense tant qu'il peut le « Protecteur de la culture polonaise ».

Quant aux poésies en son honneur, elles se divisent en trois catégories : 1) Très mauvaises, sans rime ni rythme ; seule la présentation graphique indique qu'il s'agit de « poésie ». Ce sont les plus serviles; 2° Poésies qui ne sont pas sans valeur, mais dont le contenu n'a rien de commun avec Biérut ; seul le titre doit expliquer la source de « l'inspiration » ; 3) bons vers, légers et sonores, effleurant à peine la vie polonaise actuelle.

2. — La source de tous les biens

Même enthousiasme factice à propos du septième anniversaire de « l'accord polono-soviétique d'amitié et d'aide mutuelle » conclu le 21 avril 1945.

Le leitmotiv des discours — tel celui de Cyrankiewicz — et des articles publiés dans la presse polonaise et soviétique — tel celui de Zawadzki dans la *Pravda* — est la phrase que Staline prononça le jour de la signature de l'accord :

« *Cet accord constitue la garantie de l'indépendance de la nouvelle Pologne démocratique, la garantie de sa puissance et de son essor.* »

Il est appelé « l'accord du type nouveau ». Mais en réalité, il n'a point été inventé par Staline : bien avant lui, un pacte semblable avait été signé par la « tsarine de la Sainte Russie », Catherine II, qui devint même de ce fait « la garante des libertés de la République polonaise » ; ce qui n'empêcha pas la Pologne de disparaître de la carte de l'Europe...

Actuellement l'accord polono-soviétique est censé être la source de tous les biens : de l'indépendance de la Pologne, de la science de ses savants, du talent de ses écrivains, des expériences de ses ingénieurs, ouvriers, paysans, etc., sans compter le grand « bien-être » par tête d'habitant.

3. — Vigilance

Les mots d'ordre pour le 1er mai étaient cette année au nombre de 69. On y trouve plus d'appels que d'habitude à la vigilance contre « l'ennemi intérieur » :

« *Veillons avec vigilance sur nos usines et nos ateliers menacés par la main ennemie des agents de diversion et de ceux qui veulent nous nuire ! Gare aux saboteurs et aux mercenaires étrangers qui s'attaquent à nos usines* » (mot d'ordre n° 30.)

« *Ayons plus de vigilance à l'égard des espions envoyés, rénégats et traîtres à la patrie ! Surveillons avec vigilance le secret d'Etat et de servir !* » (n° 31).

« *Chassons les égoïstes, les fraudeurs et les hypocrites. Clouons au pilori les oisifs, les fainéants et les ivrognes !* » (n° 33).

On comprend la raison de ces appels. Depuis l'an dernier les plans se montrent de plus en plus difficiles à exécuter. Le compte rendu de la Commission de Planification pour le 1er trimestre 1952, publié le 23 avril ne présage pas une amélioration, tout au contraire — un échec. En effet, les plans n'ont pas été accomplis dans les productions suivantes : fonte et acier, tracteurs et fraiseuses pour métaux, wagons de chemins de fer, charbon et pétrole, savon, viande, matières grasses, ainsi que « certaines sortes de tissus », etc.

4. — Rationnement

Mais après tous ces enthousiasmes, les gens des villes et des campagnes ont à affronter la réalité. Elle n'est point douce pour eux.

Le 5 mai fut promulgué un décret rendant obligatoire la livraison du lait par les paysans. C'est ainsi que le contingentement obligatoire comprend actuellement : le blé, les pommes de terre, la viande et le lait.

Le lait doit être livré par toute exploitation au-dessus de 0,5 ha, au prix imposé de 0,90 zloty le litre. (Le prix officiel de vente pratiqué dans les magasins d'Etat est de 1 zloty 55 gr). Le paysan a le droit de vendre le surplus de lait au marché libre.

A partir du 1er mai, on rétablit les cartes de rationnement de savon. L'attribution mensuelle de savon varie entre 0.5 et 0,25 kg, dont la moitié de savon en poudre. Le prix du savon au marché libre atteint 40 zlotys le kilo, soit 4 journées de travail de l'ouvrier de la catégorie la moins payée et plus d'une journée de salaire de l'abatteur (catégorie la plus favorisée).

Le 12 mai, les cartes de rationnement du sucre sont entrées en vigueur. L'attribution mensuelle varie entre 1 kg et 1.5 kg., selon la catégorie. On peut acheter cet aliment au marché libre, à un prix très élevé.

C'est ainsi que l'on aligne le niveau de vie de la population polonaise sur le niveau soviétique. Tout permet de prévoir que le rationnement sera rendu extrêmement difficile et tout le monde n'y trouvera pas son compte, sans parler des files d'attente et de la perte de temps qu'elles entraînent. Par conséquent, les prix du marché libre vont monter en flèche. Cela, à son tour, donnera au régime de Varsovie, un excellent prétexte pour déclencher la propagande contre les spéculateurs, trafiquants du marché noir, etc. Voilà une cause de plus qui fera accroître le secteur esclavagiste.

Tels sont les résultats tangibles de « l'amitié, de l'aide, de l'exemple de l'U.R.S.S. »

BULGARIE

Des passeports individuels pour l'intérieur du pays

Le Présidium de l'Assemblée Nationale a pris un oukase concernant les passeports individuels des citoyens de la République bulgare. Cet oukase est publié dans le numéro 37 du 1er avril de *Izvestiana Présidiuma* (Annonces du Présidium) et contient les dipositions importantes suivantes :

« ... *Le document de base servant à identifier les citoyens de la République populaire bulgare sera dorénavant le passeport individuel, délivré par le ministère des Affaires Intérieures — Milice populaire. Les passeports individuels seront valables pour une durée illimitée ou bien pour 5 ans. Tous les citoyens bulgares âgés de plus de 16 ans doivent posséder obligatoirement un passeport. Exceptionnellement l'identité pourra être prouvée à l'aide d'un certificat provisoire d'identité, délivré par les organes de la Milice populaire.*

« *Les conditions qui déterminent la délivrance des passeports et des certificats provisoires d'identité sont fixées par une règlement, approuvé par le Conseil des ministres.*

« *L'oukaze prévoit une amende allant jusqu'à 10.000 lévas pour toutes les personnes qui engagent au travail ou qui abritent des citoyens sans documents d'identité, ou bien avec des documents qui ne sont pas en règle, ou bien ceux dont la domiciliation n'est pas enregistrée suivant le règlement en vigueur. Toute personne démunie de documents d'identité ou n'ayant pas fait enregistrer sa domiciliation suivant l'ordre établi ou ayant détruit ses documents, sera passible d'une amende pouvant aller jusqu'à 25.000 lévas, si le délit n'est pas réprimé par d'autres lois.*

« *L'oukase entre en vigueur le jour de sa publication par le journal « Annonces du Présidium de l'Assemblée Nationale » et son exécution incombe au ministre des Affaires Intérieures.* »

(*Vétcherni Novini*, 2 avril 1952).

C'est à nouveau au « riche trésor » de l'expérience soviétique que les citoyens bulgares doivent cette nouvelle acquisition policière. En effet, les passeports individuels pour l'intérieur du pays furent introduits en U.R.S.S. par les lois du 27 décembre 1932, 28 avril 1933 et 10 novembre 1940. Là-bas aussi les citoyens n'ont pas le droit d'être engagés au travail s'ils ne possèdent leurs passeports (art. 4 de la loi de 1933). La limite d'âge pour ces passeports est également de 16 ans (loi du 10 septembre 1940). Chaque citoyen soviétique, muni de son passeport, doit aviser dans un délai de 24 heures la milice de chacun de ses déplacements quelle que soit son importance, et ce sous peine d'amende et d'emprisonnement. Le visa de la milice doit être apposé au départ, à l'arrivée, au retour et à la rentrée. En un mot la milice est seuel habilitée à autoriser les déplacements des citoyens.

« ... *Le passeport individuel ne doit pas être considéré comme une simple formalité, un document ajouté aux autres. Dès aujourd'hui le passeport sera un moyen puissant entre les mains de la dictature du prolétariat pour le contrôle et l'organisation de la population, afin de consolider ses liens avec la production, nettoyer les villes des éléments dangereux du point de vue social* », voici ce qu'écrivait le pournal soviétique *Izvestia* du 28 décembre 1932.

Les mêmes buts sont poursuivis en Bulgarie avec l'introduction des passeports individuels.

Réunion nationale des jeunes auteurs littéraires

En novembre prochain se tiendra à Sofia une réunion nationale des jeunes auteurs littéraires du pays.

« ... *Au cours de cette réunion seront examinées les questions se rapportant aux tâches qui incombent à notre littérature et aux créations de nos jeunes auteurs, les soins concernant l'éducation des jeunes créateurs littéraires, la connaissance de la littérature d'art soviétique... Les œuvres des jeunes travailleurs littéraires seront discutées sous la direction de poètes, écrivains et critiques connus.* »

(*Narodna Mladej* du 27 avril 1952).

« ... *On se prépare fièvreusement dans tout le pays pour la réunion des jeunes auteurs littéraires. A cet effet se constituent des commissions départementales composées de représentants de l'Union de la Jeunesse Populaire de Dimitrov, du service « Instruction et Culture » près des Soviets départementaux des syndicats, avec la participation locale d'écrivains, poètes, journalistes, critiques et représentants de l'armée... Ce sont ces commissions qui auront pour but de découvrir les jeunes poètes et écrivains et de discuter leurs œuvres jusqu'à la date du 15 août...* »

(*Narodna Mladej* du 27 avril 1952).

Jusqu'ici on ne pourrait que se réjouir de l'attention dont on entoure les jeunes espoirs littéraires, mais les choses se gâtent un peu lorsqu'on jettent un coup d'œil sur les sujets proposés à ces jeunes auteurs.

Voici, par exemple, quels ont été les thèmes proposés par le Comité des Sciences, Arts et Culture au concours organisé pour jeunes ouvriers littéraires. Pouvaient être présentés aux choix : pièces d'un acte, vers, récits et satires.

« ... 1er *thème.* — Réalisation du plan quinquennal de Dimitrov en quatre années, *grâce aux suggestions nouvelles utilisées dans la production, à la diminution du coût de la production et aux méthodes stakhanovistes de travail, à l'accroissement de l'activité et de la discipline du travail des ouvriers, au lancement d'un défi pour l'économie paysanne, à la connaissance d'un minimum de la science agrotechnique et zootechnique, à l'exécution parfaite du plan concernant les livraisons à l'Etat.*

« 2e *thème. — Le rôle des stakhanoviste pour l'adoption des nouvelles méthodes chez nous et pour la formation de héros du travail. L'aide désintéressée et fraternelle de la grande Union Union Soviétique.*

« 3e thème. — Le plan de Tchervenkov pour la transformation de la Dobroudja. *Création de ceintures vertes, canaux d'irrigation et électrification de la Dobroudja.* »

(*Litératouren Front* du 13 mars 1952).

La situation de l'élevage

A la veille de la seconde guerre mondiale, en 1939, la Bulgarie possédait 1.500.000 bêtes de trait (dont 500.000 chevaux), 1.900.000 bœufs, 1.200.000 porcs et 11.000.000 de moutons.

Depuis cette richesse nationale n'a fait que diminuer et disparaître.

Les staliniens qui incorporèrent de force 52% des paysans bulgares dans des kolkhozes, ne sont actuellement en possession que d'une partie insignifiante du cheptel de jadis. Par arrêté ministériel du 18 décembre 1948 les kolkhoziens avaient été autoriser à conserver pour leur usage personnel une vache, de 3 à 5 brebis, un ou deux porcs et quelques volailles. Le reste du cheptel que les paysans amenèrent aux kolkhozes, sous peine de poursuite, périt au cours de l'hiver des années 1950-51, par suite de manque de fourrage et de soins. Ceci est surtout valable pour les chevaux et les vaches, mais s'applique également aux porcs.

Titko Tchernokolev, ancien ministre de l'agriculture, avait déclaré devant le deuxième congrès du l'Union de la Jeunesse Populaire de Dimitrov qui se tint en février 1951 que : « *les fermes collectives ne possèdent que* 39,2 *% de tous les chevaux du pays,* 18,5 *% des bêtes à cornes,* 14,3 *% des vaches,* 23,6 *% des moutons et à peine* 4,8 *% des porcs.* »

(*Zémédelsko Znamé* du 1er mars 1951).

Il ajoutait que dans les régions campagnardes et surtout à Dobroudja le pourcentage du cheptel kolkhozien était encore moins élevé. Tchernokolev imputait la diminution du cheptel à « *l'activité de l'ennemi dissimulé au sein des kolkhozes.* »

Les propres camarades de Tchernokolev qui collaborèrent avec lui à l'élaboration de l'arrêté, connu sous le nom « *Mesures à prendre pour préserver et nourrir le cheptel des kolkhozes* » et qui fut publié le 22 décembre 1950, ne tardèrent pas à désigner quelques mois plus tard seulement leur ministre comme « *ennemi dissimulé* ».

Lors de la conférence nationale des travailleurs de choc des kolkhozes qui eut lieu le 8 novembre 1951, le successeur de Tchervenkov et son nouveau ministre de l'agriculture Nicolas Stoïlov déclarait :

«... *pour* 100 *ha de terre arable en moyenne par kolkhoze, on dénombre* 8,9 *chevaux.* 5,5 *vaches, buffonnes et bêtes de trait,* 39 *moutons,* 1.4 *porcs et* 34 *volailles.* »

(*Zémédelsko Znamé* du 9 novembre 1951).

En d'autres termes, à la fin de l'année 1951 les kolkhozes possédaient en tout et pour tout : 196.000 chevaux, 325.000 vaches, buffes et bêtes de trait, 819.000 moutons, 29.400 porcs, et 714.000 volailles.

Il est navrant de constater que la diminution dans des proportions aussi catastrophiques du cheptel, et ce, à la suite de l'application des méthodes soviétiques, n'a pas été enrayée, mais continue au contraire à empirer.

Sans tenir compte de cette situation, le plan de l'Etat prévoit pour l'année 1952, se fondant sur les taux de 1951, une augmentation de 3,5 % pour les chevaux, 6,3 %pour les bêtes de trait, 5.2 % pour les vaches et buffles et 10,2 % pour les moutons.

(*Zémédelsko Znamé* du 5 février 1952).

Suivant le nouvel arrêté, paru le 23 avril 1952, tous les kolkhozes, sovkhozes et fermes privées du pays doivent obligatoirement augmenter leur cheptel. L'arrêté ministériel va encore plus loin et fixe pour l'année 1954, c'est-à-dire pour une période de 3 ans, les taux suivants, calculés par rapport à ceux de l'année 1951 :

bêtes de trait	33,33%
moutons	450 %
porcs	1000 %
volailles	700 %

(*Rabotnitchesko Delo* du 23 avril 1952).

En supposant que les staliniens réussissent à atteindre ces chiffres, on dénombrerait, fin 1954, dans les kolkhozes environ :

441.000 bêtes de trait
2.730.000 moutons
294.000 porcs
4.200.000 volailles

En admettant encore que les staliniens obtiennent les mêmes résultats éclatants dans les fermes privées, ce qui est peu vraisemblable étant donné le prix trop élevé du fourrage et les prélèvements de viande, lait, œufs et laine, effectués sans arrêt chez les paysans, il en résulterait à la fin de l'année 1954 une augmentation générale du cheptel qui porterait le chiffre total à 880.000 bêtes de trait contre 1.215.000 en 1939, 5.460.000 moutons contre 9.935.000 en 1939 et 588.000 porcs contre 725.000 en 1939.

Donc, au cas où toutes les prévisions s'accomplieraient par miracle jusqu'à la fin de 1954, le cheptel bulgare, après 10 ans de régime communiste, serait encore bien au dessous de celui que possédait la Bulgarie en 1939.

ALBANIE

Divisions et épurations dans le P.C.

Au début du mois d'avril s'est tenu à Tirana, capitale de la plus petite «démocratie populaire», le 2e Congrès national du Parti communiste albanais. La presse du glacis soviétique d'Europe orientale a consacré de longs développements à cet événement politique de premier ordre. Le précédent Congrès national du P. C. d'Albanie avait eu lieu peu avant le schisme titiste, en mai 1948. C'était donc la première fois que tous les permanents communistes de ce pays étaient rassemblés.

Quelques jours après les assises nationales du communisme albanais, la presse et la radio de Tirana ont annoncé que quatre ministres étaient relevés de leurs fonctions, dont trois ont été mis en état d'arrestation. Ce sont :

M. Manouche Muftiu, vice-président du Conseil des Ministres;
M. Yoxis Pachko, ministre du Contrôle d'Etat (Economie nationale);
M. Kahrem an Yelli, ministre de l'Education nationale;
M. Lefti Goga, ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement général.

Cette épuration a été complétée par une « vérification générale » de tous les adhérents qui s'est traduite par une purge massive. D'après les indications fournies par un récent numéro du Bulletin du Kominform, «Pour une paix durable, pour une démocratie populaire », mais aussi par M. Enver Hodza, président du Conseil des ministres, les effectifs du P.C. albanais ont varié comme suit :

1er Congrès national du P.C., 1948,45.382 membres ;
1950-1951,50.000 membres ;
2e Congrès, début avril 1952, 44.418 membres.

Soit une diminution de l'ordre de 6.000 adhérents — épurés. Le chiffre global : 44.000 membres est faible en comparaison avec le nombre d'habitants. Il ne représente en effet qu'un peu moins de 4 % de la population albanaise.

Troisième mesure : 600 officiers et soldats albanais, convaincus de tiédeur à l'égard du régime communiste ont été déportés, au cours de ces dernières semaines, vers « l'enfer de Maliq », région située aux environs du lac du même nom où se poursuivent de grands travaux d'intérêts à la fois économique et stratégique.

Que signifient exactement toutes ces mesures d'épuration ?

Avant d'analyser la situation intérieure du P.C. albanais, rappelons la présence en Albanie de très nombreux « spécialistes » russes qui contrôlent pratiquement toute la vie économique et politique, ainsi que l'armée et la police. Parmi eux, trois personnages émergent. C'est d'abord l'ambassadeur de l'U.R.S.S. à Tirana, M. Chouvakhine, et, sous ses ordres: M. Glasgov, officiellement « attaché de presse » à l'ambassade. C'est, d'autre part, le chef de la police secrète soviétique, le général Sokolov, de qui relèvent la petite armée albanaise et la police sous les ordres du ministre de la sécurité d'Etat et de l'intérieur, Mehmed Chechou, un musulman.

Le IIe Congrès national du P.C.A. a été dominé par deux interventions, celle de M. Enver Hodza, président du Conseil, et de Mehmed Chechou. Le premier discours a été reproduit, en grande partie, par le *Rude Pravo*, du 2 avril. Il avait paru la veille dans le *Zöri-I-Popullit*, organe officiel du P.C. albanais. Dans la dernière partie de son exposé, M. Hodza a traité des questions internes. Il a déclaré notamment :

« *La vérification de tous les adhérents du Parti, par le truchement des cartes d'adhérents, a été un événement d'une importance exceptionnelle pour tous les communistes, elle a permis d'accroître la vigilance révolutionnaire des cellules et organisations de base, elle a aiguisé l'esprit combattif du Parti. Une meilleure application des principes du marxisme-léninisme a permis, d'autre part, de renforcer l'unité du parti* (sic) *et la compréhension mutuelle entre les organes directeurs et les organisations de base.* »

Et le *Rude Pravo* poursuit :

« *Dans son rapport, Enver Hodza a prêté une attention toute particulière à la lutte contre le titisme et les déviations au sein du Parti... Enver Hodza a notamment souligné le grave danger de déviations de droite, danger qui n'a pas disparu depuis que les éléments titistes ont été liquidés au sein du P.C.A. La pression exercée sur le Parti par la bourgeoisie est, elle aussi, une grave menace dont nous devons nous préoccuper sérieusement, a déclaré le camarade Hodza.* »

Troisième série d'observations du même :

« *L'orateur a mis en garde l'assistance contre la tendance trop répandue qui consiste à sous-estimer le rôle des Soviets populaires et à remplacer ceux-ci par les organisations du Parti ; cette même tendance cherche à minimiser le rôle des organisations de masse et à négliger les besoins de la population, etc... Hodza a mis en valeur ensuite la nécessité de renforcer l'appareil des organisations étatiques et publiques, d'accroître leur niveau politique et leur instruction professionnelle, et enfin, de placer aux leviers de commande des cadres neufs et jeunes.* »

Le discours du président du Conseil est apparemment contredit par l'exposé fait deux jours plus tard par le ministres de la Sécurité et de l'Intérieur, Mehmed Chechou. Ce dernier s'est surtout attaché à faire ressortir « *les progrès énormes et surprenants réalisés par l'économie albanaise, sous la sage direction du P. C. et du gouvernement.* »

Le *Rude Pravo*, du 4 avril, n'a donné qu'un résumé très succinct des déclarations de Mehmed Chechou :

« *Au cours de la séance de clôture, le secrétaire du Comité central du P.C. albanais, Mehmed Chechou, a présenté la situation du premier plan quinquennal de développement économique de la République populaire d'Albanie, pour les années* 1951-55. *Il a fait ressortir que ce n'est qu'après la liquidation des agents titistes au sein du Parti qu'il a été possible d'orienter l'économie nationale vers une planification intégrale, vers la réalisation d'un premier plan duennal, puis vers le début d'une planification plus poussée dans le cadre du nouveau plan quinquennal. En comparant l'essor des trois secteurs de production — socialiste, artisanal et privé — Mehmed Chechou a indiqué que le secteur de production socialiste était devenu de loin le plus important. Si en* 1946, *la part du secteur socialiste dans l'économie nationale, y compris les coopératives de production, ne représentait que* 73 %, *en* 1952, *elle atteint* 99 %. »

Ce n'est que le lendemain que le *Rude Pravo* (du 5 avril) publie la suite de l'exposé du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, ainsi que le résumé de la « discussion » à laquelle il a donné lieu. Parmi les premiers orateurs inscrits figurent deux ministres. Pachko et Goga, qui ont été épurés et arrêtés quelques jours plus tard. L'organe officiel du P.C. tchécoslovaque donne la version que voici de cette « discussion » confuse :

« *Le ministre du contrôle d'Etat, Yoxis (Joseph) Pachko, a mis l'accent sur les vols des biens de l'Etat, a blâmé tous ceux qui les commettent, a parlé de la nécessité de renforcer la discipline socialiste étatique et d'accroître la vigilance des ennemis de la démocratie populaire.* »

« ... *Le ministre du Ravitaillement, Lefti Goga, a reconnu le bien-fondé des critiques adressées à la mauvaise organisation et au fonctionnement défaillant des services du ministère du ravitaillement, critiques dont Enver Hodza, dans son discours, s'était fait l'interprète.* »

Outre ces deux futurs « épurés », plusieurs leaders communistes ont pris la parole à ce « Congrès National du Parti ». Comme il est probable que les victimes de la purge qui est en cours seront choisies parmi les membres actuels du C.C.,

nous donnons ci-après, selon le *Rude Pravo* du 5 avril, un aperçu de leurs interventions :

1) « *Bequis Ballutu, membre du Politbureau et du C.C. du P.C. albanais, s'est préoccupé notamment de l'éducation politique de l'armée et de la nécessité de relever le niveau idéologique des soldats...* »

2) « *Le vice-ministre des Affaires Etrangères, Mihal Prifti, a fait ressortir, dans son exposé, le fait que la politique étrangère de la République démocratique d'Albanie était inspirée par la politique stalinienne visant à la paix. « La politique pratiqué par notre gouvernement, a déclaré notamment Prifti, est une politique de paix, d'amitié, de fraternité et de collaboration des peuples.* »

3) « *La vice-présidente du Mouvement des Femmes albanaises, Mme Vito Kapo, a traité des tâches qui devraient incomber aux femmes.* »

4) « *Le rédacteur en chef de l'organe du C.C. du P.C.A.,* Zöri I Popullit, *le camarade Fadel Patchrami, après avoir défini le rôle incombant à la presse, a insisté sur la nécessité et l'importance de la critique et de l'auto-critique.* »

5) « *Le vice-président du Conseil, Gogo Nouchi, s'est préoccupé d'une manière détaillée des tâches découlant de l'émulation socialiste, de l'appui qu'il convient de donner aux « novateurs », aux « améliorateurs » et autres travailleurs socialistes.* »

6) «*La vice-présidente du Conseil, Mme Tuk Yakova s'est étendue sur la politique financière du Parti, sur la nécessité des économies strictes, sur le renforcement de la monnaie albanaise.* »

Tout porte à croire que le 2e Congrès national du P.C. a permis au président du Conseil, M. Hodza, de renforcer sa position personnelle, pendant longtemps chancelante. Hodza a été l'objet d'attaques sournoises de la part de Mehmed Chechou, son ministre de l'Intérieur, qui semblait avoir l'appui du général soviétique Sokolov, son supérieur. A telle enseigne que pendant une assez longue période, le journal du parti, le *Zöri I Popullit,* ne publiait plus les articles, autrefois nombreux, de M. Hodza. Les observateurs d'Ankara, d'Athènes, de Belgrade, étaient unanimes à signaler que de graves divergences avaient éclaté au sein du P.C. albanais entre les deux protagonistes, Hodza et Chechou.

Il est donc remarquable qu'au récent « Congrès national » du Parti, seul Hodza a été habilité à traiter non seulement des questions économiques, mais également des problèmes politiques, de la situation du P.C., de la ligne suivie et à suivre. Chechou a dû se contenter d'un rapport purement technique. De plus, les épurés dont nous avons donné les noms, passaient pour des partisans de Chechou ; ils étaient en tout cas rendus responsables de la situation désastreuse de l'économie nationale albanaise.

Il n'est pas impossible que soutenu visiblement par Moscou et ses agents, le président du Conseil ne procède à l'épuration des partisans, encore en place, de Mehmed Chechou. Parmi ces derniers, les plus menacés semblent être : Patchrami, le rédacteur en chef du quotidien du Parti, Bequis Balluku, le responsable de l'armée albanaise, Mme Yakova, vice-présidente du Conseil, chargée des affaires financières.

La vie luxueuse des Russes

Nos lecteurs savent que de toutes les autres démocraties populaires, l'Albanie compte, comparativement au nombre de ses habitants, la colonie russe, arrivée depuis la guerre, numériquement la plus forte, (voir le *B.E.I.P.I.*, n° 58, p. 6). Techniciens, spécialistes, conseillers russes ont pris complètement en main la direction politique, militaire et économique du pays, avant-poste soviétique sur la mer Adriatique, disposant de l'unique base navale soviétique en Méditerranée, à Valona.

A diverses reprises, le *Bulletin albanais d'information,* qui paraît à Rome, a apporté des indications sur la vie des nouveaux occupants. Plus récemment, l'hebdomadaire *Est Europe and Soviet Russia* (du 1er mai), après avoir procédé à un recoupement des nouvelles parvenues de Tirana, a réussi à dresser une image du luxe extraordinaire dans lequel vivent les officiers, les conseillers, les directeurs d'usine importés de la Russie des Soviets. Sous le titre « *Les Russes en Albanie* », la revue écrit entre autres :

« *Les « conseillers » russes, pâles et pauvrement vêtus, arrivent habituellement par la voie des airs, venant de Bulgarie. Les autorités albanaises les font monter dans des cars, les transportent tout d'abord vers des hôtels, où elles leur fournissent vêtements et linge de corps. Des officiels russes haut-gradés et des officiers supérieurs ont le droit d'amener leur famille ; ceux-là reçoivent immédiatement des appartements et des automobiles. Les plaisants quartiers nouveaux de Tirana sont presque entièrement occupés par des familles russes qui perçoivent les mêmes rations alimentaires que le corps diplomatique.* »

La comparaison des traitements à la charge du gouvernement albanais avec ceux auxquels ont droit les nationaux fait apparaître une différence extraordinaire :

« *Les salaires des Russes, payés entièrement par le gouvernement albanais, sont infiniment plus élevés que ceux de leurs homologues albanais. Un colonel russe perçoit* 60.000 *lekas (plus de* 400.000 *francs par mois) contre* 12.000 *lekas alloués à un colonel albanais. Un fonctionnaire de rang moyen, s'il est albanais, ne touche que* 3.000 *lekas par mois.* »

En d'autres termes, à rang égal, le traitement du Russe est cinq fois plus élevé. Mais un colonel soviétique gagne vingt fois plus qu'un fonctionnaire moyen albanais.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les membres de la colonie russe à Tirana, voire dans d'autres villes albanaises, puisse s'offrir un luxe hors pair :

« *Après quelques mois de séjour... les officiers soviétiques, les officiels et autres Russes qui, à leur arrivée de Moscou, étaient maigres et portaient des vêtements râpés, se promènent dans les rues dans leurs complets en tissus anglais, coupés par les meilleurs tailleurs albanais, affichent des mines resplendissantes, résultat de la bonne chère, arrosée copieusement des plus fines boissons, flanqués d'élégantes femmes tenant à la main leurs enfants dont les joues roses contrastent singulièrement avec les visages pâles des enfants albanais.* »

« *Les familles russes, installées dans de confortables, sinon luxueuses villas de la Tirana Nouvelle, engagent comme domestiques des femmes de l'ancienne aristocratie ou bourgeoisie alba-*

naise. Ces infortunées, nées dans le confort et éduquées dans des écoles et universités européennes, n'ont même pas droit à des cartes d'alimentation. Leurs maris ont été tués ou emprisonnés; persécutées, elles ont été tournées en dérision. Elles viennent chercher refuge auprès des familles russes qui les emploient pour améliorer leur propre genre de vie. Elles font fonction de gouvernantes, élevant les enfants des « conseillers » russes, et donnent des leçons de bonne conduite à leurs parents eux-mêmes. Les Russes sont généreux, ils paient mieux que les dirigeants albanais. C'est pourquoi nombre de ces femmes, réduites à la plus sévère misère, sont heureuses d'être employées comme gouvernantes, comme femmes de chambre ou comme cuisinières dans des familles russes. »

Le marché noir et plus particulièrement le trafic d'or est principalement orienté vers les Russes : « *Les Russes achètent n'importe quoi, y compris les pièces d'or, bien que cela soit strictement interdit. A Scutari, un certain Kel Abati a été fusillé pour s'être livré à ce trafic. Et cependant, il n'avait vendu que deux pièces « Marengo ». Avec les Russes, de telles opérations sont faciles. La police — aussitôt qu'elle découvre que les Russes y sont impliqués — arrête immédiatement toutes les poursuites. Lorsqu'un « conseiller » rentre en Russie (généralement contre sa volonté) il emporte avec lui, dans ses innombrables bagages, des collections entières d'objets de valeur, mais il emmène également un sac de haricots, quelques pots de beurre et un petit sac de pièces en or Marengo.* »

LE COMMUNISME EN ASIE

L'U.R.S.S. et les pays sous-développés

Un des objectifs — les moins connus chez nous — de la Conférence économique de Moscou de la première quinzaine d'avril, a été de démontrer que l'Occident, y compris les Etats-Unis était incapables de venir en aide aux pays arriérés du point de vue industriel, alors que le bloc soviéto-chinois était à même de livrer à ces pays les biens de production qui leur manquent.

Une commission spéciale s'est préoccupée, à Moscou, précisément de « *l'aide aux pays sous-développés* ». Parmi les participants à la Conférence, on pouvait relever, d'après la presse communiste tchèque et allemande les noms des personnalités asiatiques telles que: Nan Han-Chen, directeur général de la Banque populaire de Chine et le chef de la délégation chinoise, le professeur Yun Chen-Chun (Corée du Nord), Hussein Dariush, industriel iranien, Purushottan Tongaonkar, ingénieur indien, le député communiste indien Ananda Nambiar, l'économiste indien Dr Kumarappa, Chlomo Rosen, un des présidents de la Banque agricole d'Israël et chef d'une délégation comprenant 5 membres, Djamal Mussa, représentant les syndicats arabes, le député pakistanais Iftiharuddin, l'économiste indien Ghian Chan, des Birmans, des Philippins, etc.

Cette nouvelle démonstration simultanée de « *l'incapacité de l'Occident à aider les pays sous-développés* » et de la générosité de l'U.R.S.S. offrant ses secours, ne fait que reprendre la manœuvre esquissée depuis quelques mois au sein de la Commission des Nations-Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient. Cette manœuvre, c'est la presse yougoslave qui l'avait dévoilée la première. *Les Affaires Internationales,* revue bi-mensuelle publiée à Belgrade, a dénoncé, dès le 24 octobre dernier, les déclarations hypocrites du délégué soviétique à la dernière réunion de la Commission, en octobre 1951, à Singapoure :

« *L'attitude du représentant soviétique a causé une vive surprise. Il a annoncé que l'Union Soviétique était prête à livrer des équipements industriels et autres produits, en échange de diverses matières premières, et notamment du caoutchouc et de l'étain. Cette déclaration venait immédiatement après celles des délégués américains et britanniques qui avaient dit que leurs pays n'étaient pas en mesure d'accroître les exportations de machines et de matières premières dont ils avaient eux-mêmes besoin pour leur réarmement, Le geste soviétique a causé une sensation d'autant plus qu'à la précédente réunion, le représentant de l'U.R.S.S. avait qualifié — c'était en mars* 1951, *à Lahore — d'impérialiste une offre d'aide analogue faite alors par le délégué américain.* »

Par cette politique nouvelle, l'U.R.S.S. cherche visiblement — telle est également l'opinion de la revue yougoslave — à se procurer en échange de ses exportations les matières premières dont elle a besoin pour son effort de réarmement. Soumises à l'embargo, les exportations occidentales à destination du bloc sino-soviétique comprennent de moins en moins de produits stratégiques, de machines et de matières premières rares.

Mais la « diplomatie » soviétique poursuit un autre objectif encore : celui d'impressionner, par sa force, les faibles pays d'Asie. Et on sait (nos lecteurs se souviennent d'une analyse serrée de l'ex-communiste indien Roy des avantages que tirent les Soviets de leur puissance réelle ou prétendue) que ce n'est pas là un argument négligeable dans la guerre froide qui se joue en Asie.

C'était au mois d'octobre 1951. Au début de février 1952, à l'occasion d'une nouvelle réunion de la Commission de l'O.N.U., le délégué soviétique a repris les mêmes arguments. Dans son document périodique, n° 14, le *Centre d'Information des Nations-Unies,* du 14 février, écrit :

« *Relevons une caractéristique extrêmement frappante de tous les discours prononcés à Rangoun* (siège de la Conférence, N.D.L.R.): *les délégués de l'Asie ont nettement fait sentir, dans leurs déclarations, l'impatience avec laquelle ils considèrent la cadence actuelle de l'industrialisation de leurs pays et ils n'ont pas caché leur inquiétude de voir le réarmement faire éventuellement obstacle à la fourniture des biens d'équipement qui leur sont nécessaires... La délégation soviétique a confirmé, en l'amplifiant, l'offre faite précédemment de fournir des biens d'équipement à l'Asie en échange de matières premières et a mis les pays asiatiques en garde contre le danger «d'esclavage » que leur ferait courir l'acceptation de prêts accordes par l'étranger. La Russie a également attribué à « l'exploitation étrangère » et*

au « réarmement » le bas niveau de l'Asie et les difficultés accrues que rencontrerait son économie. ».

Il est symptomatique qu'en l'absence du Japon qui n'est pas membre, trois pays seulement se soient élevés contre les assertions soviétiques : les Philippines, la Thaïlande et Ceylan (sans parler de la Grande-Bretagne et des U.S.A.). Les pays du Commonwealth se sont abstenus et la Birmanie et l'Indochine, ont voté ensuite en faveur de l'admission demandée par l'U.R.S.S. de la Chine communiste.

Il a paru utile de souligner cet état d'esprit qui anime la Commission de l'O.N.U. pour l'Asie et l'Extrême-Orient, et qui ressemble étrangement à l'atmosphère que, dans une autre Commission économique de l'O.N.U., celle pour l'Europe, à Genève, a réussi à créer M. Myrdal, son secrétaire général. Nos lecteurs savent que M. Myrdal est l'ancien ministre suédois responsable du désastreux traité de commerce suédo-soviétique. Ils imagineront sans peine l'ambiance qui règne tant à la Commission européenne qu'à la Commission asiatique où l'on effecte des airs d'impartialité, voire de neutralité envers les Etats-Unis et l'U.R.S.S.

L'Economist anglais, du 16 février, a même révélé que dans ce « Parlement asiatique », ainsi baptisé par le délégué pakistanais, « *les thèses soviétiques ont séduit l'Inde, la Birmanie et l'Indonésie, notamment en ce qui concerne la question de la représentation chinoise.* »

La seule attitude sans équivoque a été celle du représentant cinghalais. D'après un bulletin d'information américain : « *M. G.-G. Ponnambalan, ministre des industries de Ceylan a précisé... que Ceylan s'est vu récemment refuser des facilités d'inspection normales, qui sont la pratique invariable et le droit des acheteurs de certaines catégories de biens d'équipement lourds, par un pays situé en Europe centrale ou peut-être orientale. Dans ces conditions, a demandé le ministre, l'U.R.S.S. et ses « filiales » sont-elles prêtes à permettre des facilités d'inspection normales aux stades habituels de la production, une coutume visant à s'assurer de certains standards de production, et qui est toujours accordée par la Grande-Bretagne, la France, les Etats-Unis et autres fournisseurs.* »

Nos lecteurs savent d'autre part avec quel luxe l'U.R.S.S., et dans une certaine mesure la Chine communiste, ont édifié leurs pavillons à la récente Foire Internationale de Bombay où les stands soviétiques, les plus vastes, comprenaient un échantillonnage à peu près complet d'équipements industriels. L'exposition a fait une forte impression sur les visiteurs indiens de la Foire, selon les témoignages concordants de la presse américaine et russe.

La manœuvre, qui n'en est encore qu'à son premier stade, sera intéressante à suivre. S'y insèrent également les offres alléchantes faites par l'U.R.S.S. au Japon et à l'Egypte — dont nous avons parlé ici même il y a quelques semaines.

Contenu sur le plan militaire et politique, le communisme essaiera de faire la conquête de certains pays asiatiques par des méthodes d'expansion économique et commerciale.

CHINE

Indigence de la presse communiste

Le 5 mai, l'U.R.S.S. et les pays soviétisés ont célébré le 40e anniversaire du journal bolchévik russe, la *Pravda*. Ce fut l'occasion pour les journaux staliniens du monde entier de glorifier la doyenne des publications communistes, suivant des clichés usés, sans originalité aucune. Un seul quotidien a dérogé à cette règle.

L'organe officiel du P.C. chinois, le *Jen Min Jih-Pao*, de Pékin, après avoir adressé quelques compliments obligatoires à la *Pravda* et à la presse bolchévik en général, a fait le point dans son numéro du 5 mai, de la situation de la presse dans la « république populaire de Chine ». L'auteur de l'article, qui est reproduit dans la *Pravda* moscovite du lendemain (et dans le *Rude Pravo* du surlendemain), n'est autre que rédacteur en chef du quotidien pékinois lui-même : Ten-To.

« *L'auteur de l'article fait ressortir que l'anniversaire de la fondation de la* Pravda *que l'on célèbre en tant que « Journée de la presse bolchévik », n'est pas seulement une fête pour le peuple soviétique, mais également pour le peuple chinois. Ten-To décrit ensuite l'évolution de la presse communiste chinoise et rappelle que, pendant les huit années de guerre anti-japonaise, il existait* 36 *publications éditées dans les régions chinoises contrôlées par le Parti communiste.* »

« *... Au cours des trois années qui se sont écoulées depuis la victoire de la révolution populaire, à travers tout le pays la presse chinoise n'a cessé de se répandre : le nombre de journaux et publications est passé à* 477 *actuellement ; mais outre cet accroissement numérique, la presse chinoise s'est également améliorée du point de vue de la qualité. Il est vrai que le tirage total de toutes les publications périodiques et quotidiennes, éditées en Chine, ne dépasse pas, pour diverses raisons et notamment à cause des restrictions, à cause aussi des difficultés de transports et le niveau culturel peu élevé de la population, le chiffre de* 5.320.000 *exemplaires.* »

On peut être étonné de la modicité de ce chiffre. Cinq millions d'exemplaires pour une population de 500 millions d'individus, cela représente exactement un exemplaire pour 100 habitants, y compris les hebdomadaires et les mensuels. Chiffre dérisoire et qui semble même être inférieur à celui d'avant-guerre.

Les raisons de cet état de choses auxquelles fait allusion Ten-To sont particulièrement significatives :

— Restrictions, c'est-à-dire manque de papapier, manque d'imprimeries, manque de typographes, et peut-être manque de journalistes ;

— Difficultés de transports : On peut être surpris par cette affirmation qui contredit les communiqués victorieux publiés assez fréquemment à Pékin, voire à Moscou, sur le rétablissement du système de communications ferroviaires et routières, sur la construction et la mise en service de nouvelles lignes, etc.

— Niveau culturel peu élevé de la population: Il y a tout de même en Chine plus de 20 % de la

population qui savent lire et écrire, alors qu'on n'imprime qu'un journal ou hebdomadaire pour 100 habitants.

Pour pallier l'insuffisance de la presse communiste, voici les remèdes de fortune que préconise le *Jen Min Jih-Pao* :

« *Pour que la presse puisse s'acquitter de ses tâches, il sera nécessaire d'organiser encore mieux que jusqu'à présent, la lecture collective des journaux ; de cette manière on peut pallier, au moins partiellement, l'édition largement insuffisante de périodiques.* »

Le rédacteur en chef de l'organe communiste pékinois fait état ensuite du courrier — relativement très faible — que reçoit la rédaction de *Jen Min Jih-Pao*. L'organe central du P.C.C. n'a dénombré que « 5.081 *lettres de lecteurs exprimant leur solidarité avec les volontaires chinois en Corée. Ces derniers temps, la rédaction reçoit en moyenne 60 lettres par jour protestant contre les retards apportés par les Américains à la conclusion de l'armistice en Corée...* »

Révélations surprenantes sur l'état d'esprit de la population qui réclame la cessation des hostilités en Corée plus que toute autre chose.

Ten-To traite en dernier lieu de la proportion entre les articles et éditoriaux écrits par des communistes chinois, d'une part, et ceux qui sont purement et simplement traduits du russe :

« *Le quotidien* Jen Min Jih-Pao *a publié, au cours de l'année dernière,* 208 *éditoriaux propres, rédigés par les rédacteurs du journal, et* 72 *éditoriaux traduits de la Pravda.* »

Ainsi, deux éditoriaux sur sept, de l'aveu même du rédacteur en chef, ne sont que la transcription pure et simple d'articles russes en chinois. Mais même les articles proprement chinois sont largement inspirés par la presse soviétique. Ten-To écrit en effet :

« *En dépit des sujets traités qui peuvent être différents, les éditoriaux des deux sortes* (chinois ou traduits du russe, N.D.L.R.) *expriment les mêmes idées et exaltent notamment la lutte pour une vie nouvelle, non seulement de notre peuple mais de l'humanité tout entière.* »

La pauvreté de la presse communiste chinoise nous est ainsi officiellement révélée. N'ayant qu'un tirage minime pour une population immense, elle est, de plus, à la traîne de la presse soviétique.

Renforcement des liens entre les glacis européen et chinois

« *Le 6 mai ont été signés, au ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, trois accords sino-tchécoslovaques :*

« *accord de coopération culturelle,*

« *convention sur les échanges postaux et télégraphiques,*

« *accord de collaboration scientifique et technique.* »

La conclusion de ces arrangements négociés à Pékin par plusieurs ministres du gouvernement de Prague, et notamment par M. V. Kopecky, ministre de l'Information, a été abondamment commentée par la presse tchèque. Le passage que nous avons cité est extrait du *Rude Pravo*, en date du 8 mai ; mais d'autres journaux, tel le *Praca* des 7 et 9 mai, insistent longuement sur ces accords.

Ce réseau de conventions nouvelles ne fait que renforcer les liens existant déjà entre la Chine et la Tchcoslovaquie, ainsi que l'a rappelé, du côté chinois, le vice-président du Conseil, chargé des Affaires Culturelles et de l'Education populaire, le « poète » Kuo Mo Jo, à l'occasion de la cérémonie de signature :

« *Avant même que nous ayons conclu ces accords, un gros travail de rapprochement dans le domaine culturel a été réalisé entre nos deux pays, et qui a contribué à une meilleure connaissance mutuelle et au bénéfice que nous en avons tiré de part et d'autre : échange d'étudiants, échanges de films, d'œuvres littéraires et de publications périodiques, organisation d'expositions dans nos pays respectifs, nombreuses visites rendues, etc. Dans le domaine de l'économie, nous procédons à des échanges de plus en plus vastes de nos produits, sur la base de l'égalité absolue et pour un mutuel profit. La Chine importe de Tchécoslovaquie, des machines industrielles, des équipements et des installations complètes du matériel de transport, indispensables pour assurer son industrialisation et sa reconstruction. De plus, la Chine bénéficie de l'aide technique que lui fournissent des spécialistes tchécoslovaques venus en Chine. La Tchécoslovaquie importe de Chine essentiellement des matières premières et des produits agricoles.* »

(*Rude Pravo*, du 8 mai).

L'envoi de techniciens et ingénieurs tchèques, voire polonais et allemands en Chine, présente pour l'U.R.S.S. d'incontestables avantages. D'une part, les Soviets ne peuvent « exporter » vers la Chine qu'un nombre limité de spécialistes, puisqu'ils en manqent eux-mêmes. D'autre part, la présence de nombreux « conseillers » russes dans les provinces et villes chinoises provoque un mécontentement qu'il est facile de comprendre. Les techniciens tchèques, triés sur le volet, qu'on envoie en Chine remplacent avantageusement leurs homologues russes, tout en étant étroitement subordonnés aux diverses « missions techniques » soviétiques.

Jusqu'à présent, peu de Tchèques parlaient le chinois. Le *Praca*, du 7 mai, nous apprend que... « *à Prague seulement, 40 étudiants suivent les cours de chinois et 7 autres étudiants d'université perfectionnent leurs connaissances sur place, en Chine.* »

En même temps, on multiplie, de part et d'autre, des conférences, des expositions, des projections de films, des éditions d'œuvres politiques et littéraires, afin de favoriser ou de susciter l'intérêt des intellectuels tchèques pour la Chine, des intellectuels chinois pour la Tchécoslovaquie.

Nous avons déjà eu l'occasion de parler de ces « contacts » entre la Chine et les pays du glacis européen. (Voir le *B.E.I.P.I.*, numéro 59, pp. 26-27). Depuis l'automne dernier, ceux-ci se sont considérablement développés.

INDOCHINE

Qui sont les leaders du Parti Lao Dong ?

Aussi surprenant que cela puisse paraître, ce n'est pas dans la presse russe qu'il faut chercher des informations sur les dirigeants communiste du Viet-Minh. La presse soviétique ou celle des pays satellites, si elles consacrent une large place aux combats en Indochine, demeurent extrêmement discrètes sur le personnel politique dirigeant, côté rebelles.

The Glasgow Herald a envoyé sur place un journaliste britannique bien connu : Derrick Sington, dont plusieurs articles ont fait l'objet de publication, dans la seconde quinzaine d'avril. C'est au deuxième de ces articles, paru le 17 avril, sous le titre : « *Stricte discipline politique dans les territoires Viet-Minh* » et le sous-titre : « *Les groupes dissidents réduits à l'impuissance* », que nous empruntons les passages essentiels.

« *Le gouvernement qui dirige ce pays d'austérité... se compose de* 26 *ministres, dont* 10 *communistes notoires ou crypto-communistes lesquels détiennent les portefeuilles : ministère de la Défense, ministère des Finances, ministère de la Justice. L'important ministère de l'Intérieur a pour titulaire Phan Ke Toai, qui n'est pas membre du P.C., mais il est doublé d'un sous-secrétaire, Tran Duy Hung, qui, lui, est communiste.* »

Parmi les « personnalités » qui ne sont pas inscrites au Parti communiste, la plus en vue est un « socialiste » à la Fierlinger (traître social-démocrate tchèque à la solde des communistes), Phan Anh :

« *Une figure de premier plan parmi les non-communistes, est le ministre de l'économie nationales, Phan Anh, qui est « socialiste », un ancien membre de la S.F.I.O., ancien avocat de Hanoï.* »

« *La personnalité la plus marquante du gouvernement est incontestablement, aux côtés d'Ho Chi Minh, Vo Nguyen Giap, âgé de* 40 *ans, ministre de la Défense et commandant en chef de l'Armée, dont la femme est morte prisonnier politique des Français. Giap, un ancien étudiant en droit et maître d'école, n'a pas reçu de formation militaire.* »

Giap qui remplit également de hautes fonctions au sein du Parti communiste, débaptisé en Lao Dong — parti ouvrier — (d'après certaines informations, Giap en serait le secrétaire général) est une figure curieuse. Sa biographie qui nous est donnée par un rapport du Congrès américain, intitulé : *Les* 500 *leaders communistes en dehors de l'U.R.S.S.*, est instructive et contredit au moins sur un point (celui de la formation militaire), le reportage du journal écossais.

Né en 1912 à Quang Binh, Annam, Giap, après être passé par le nouveau parti nationaliste du Viet-Nam (Tan Viet Cach Meng Dang) a connu la prison dès ses 18 ans. C'était en 1930. On le remarque ensuite à l'Université de Hanoï, où, pendant les années 1933-37, il a fait du droit et passé les examens de licence. En 1936-39, il est déjà un des leaders du Front Populaire en Indochine. En 1940, il passe en Chine et séjourne dans le Yenan, cette pépinière de communistes asiatiques, où il a dû subir un entraînement militaire. Revenu en Indochine, Giap organise des guerillas au Tonkin et devient chef de la « Ligue Viet-Minh ». C'est encore lui qui a mis sur pied les premiers contingents de « *l'armée de Libération Nationale* ».

Dès lors, son ascension est rapide. Du ministère de l'Intérieur dans le gouvernement provisoire, entre septembre 1945 et mars 1946, où il a été nommé avec l'approbation des autorités françaises, il passe au ministère de la Défense nationale et de la Guerre, dans le gouvernement de la « République démocratique du Viet--Nam ». Après avoir participé à la conférence de Dalat, en mars 1946, il est promu président du Conseil suprême de la Défense nationale et commandant en chef des forces rebelles d'Ho Chi Minh.

Après avoir passé en revue les cadres gouvernementaux, le journal écossais *The Glasgow Herald*, donne quelques indications sur « l'appareil du Parti » :

« *Plus important sans doute que le gouvernement viet-namien est le Comité central du Parti Lao Dong* (le parti ouvrier) *dans lequel siègent les principaux leaders communistes du Viet-Minh. Certains des membres du C.C., tel Pham Van Dong, par ailleurs vice-président du gouvernement, et Dang Xuyen Khy, leur secrétaire général, sont d'anciens condamnés aux travaux forcés pour leur action politique contre les autorités françaises, et qui n'ont été relâchés qu'en* 1936 *en vertu de l'amnistie accordée par le gouvernement du Front Populaire de Léon Blum. Plusieurs autres membres du C.C. ont passé plusieurs années à Moscou.* »

Un autre alinéa de l'article cité traite, tel est son sous-titre, de « *l'épuration du Parti* » :

« *Depuis mars* 1951, *date à laquelle le parti Lao Dong a été officiellement lancé, il est devenu difficile d'y entrer. Pendant les cinq années qui ont précédé cette date, près d'un demi-million de communistes ont été recrutés parmi les adhérents à la Lien-Viet* (« *Union nationale* » — *une sorte de fédération des organisations politiques du Viet-Nam*), *mais vraisemblablement pas plus de* 10 *% d'entre eux n'ont été effectivement endoctrinés, ce qui explique l'actuel processus d'épuration. Les postulants sont classés en plusieurs catégories. L'adhésion au Parti est particulièrement difficile pour les propriétaires terriens, à qui une période probatoire de deux ans est imposée, et dont la demande d'adhésion et les motifs doivent être contresignés par deux répondants, membres du Parti. Les ouvriers et les petits paysans ne font qu'un stage de six mois, et il leur suffit de présenter des répondants membres du Parti depuis six mois également.* »

« *Le gouvernement et l'administration des territoires sous contrôle Viet-Minh se décomposent en « services centraux » et en une série de « comités de résistance et d'administration » dont les plus importants se situent au niveau « interzonal »* (*il y a en tout cinq « interzones »*). *Chaque comité « interzonal » a sous ses ordres un certain nombre de comités de résistance et d'ad-*

ministration à l'échelon de la zone; chaque zone est à son tour divisée en plusieurs provinces. Au sein de la province la division se fait par « délégations », c'est-à-dire par groupes de villages, et l'unité administrative la plus petite est le comité communal. »

« La discipline politique à l'intérieur des territoires viet-minh est rigoureuse et orientée vers des dénonciations. Le mot « traître » est d'un usage courant, et lorsque les armées du Viet-Minh occupent un village précédemment tenu par des Franco-Vietnamiens, les « collaborateurs » sont immédiatement fusillés ; d'ailleurs toute personne qui refuse de s'engager dans les forces auxiliaires pour « aider les forces de libération nationale » est assimilée aux « collaborateurs ».

En guise de conclusion, *The Glasgow Herald* fait allusion au massacre des trotskistes, en 1945:

« Ceux des trotskistes et nationalistes — qui étaient parmi les éléments les plus valables et désintéressés au Viet-Nam — qui ont lutté pour une structure démocratique entre 1945 et 1947 au sein du Viet-Nam, et qui vivent dans l'inactivité maintenant dans les zones contrôlées par les Français, racontent l'histoire de l'exécution des trotskistes à Cholon en 1945 par les dirigeants staliniens, et font état de la longue liste de ceux destinés au massacre, mentionnent les noms des quelques rescapés. »

« Les mêmes décrivent le perfide système du « double courrier » par lequel les communistes se débarrassent des « déviationnistes ». L'homme « indésirable » est envoyé en mission pour contacter les agents viet-minh en territoire sous contrôle français ; en même temps un autre « courrier » est dépêché pour le dénoncer auprès des autorités de Bao Daï. »

Toute opposition est ainsi éliminée à l'intérieur même du P.C. Lao Dong. Les opposants non-communistes, eux, sont soumis à un régime de terreur :

« Les persécutions et la terreur exercées à l'égard des groupes nationalistes dissidents comme à l'égard des individualités, ont réduit les uns et les autres à une impuissance totale. Ainsi, par exemple, le « Nouveau Parti Démocratique », essentiellement nationaliste mais libéral comptant dans ses rangs surtout des intellectuels du Viet-Nam, a été contraint de passer à l'illégalité, et certains de ses membres se sont réfugiés vers la frontière cambodgienne pour y constituer une « troisième force » et une armée indépendante du Viet-Minh. »

Tout commentaire serait superflu.

JAPON

Paralysé en tant que parti politique le communisme exploite les sentiments nationalistes

Un journal pro-communiste japonais, le *Kai-Tso* du 12 avril, et à sa suite toute la presse soviétique ou soviétisée, ont fait grand cas d'une lettre ouverte de l'écrivain nippon Oyama, lauréat du « prix Staline de la paix », *« à l'Honorable et Bien-aimé Joseph Staline, président du gouvernement de l'Union Soviétique »*. Nos lecteurs savent que depuis le refus de M. Vychinski d'apposer sa signature au traité de paix japonais, à San-Francisco, l'U.R.S.S. a eu recours à trois stratagèmes pour se concilier l'opinion publique nippone (voir le *B.E.I.P.I.*, numéros 61, p. 31 et 64 p. 26). La mission commerciale russe opérant à Tokio a fait des offres alléchantes et fait miroiter devant les hommes d'affaires les prétendues possibilités de commercer avec la Chine et l'hinterland asiatique. A l'occasion du Nouvel-An, Staline a adressé au peuple japonais un retentissant message de sympathie. Enfin, lors de la distribution des « prix Staline », le crypto-communiste japonais Ikuo Oyama s'est vu décerner la palme au même titre que son confrère communiste chinois, Kuo Mo Jo.

Avant d'analyser la portée de l'interminable lettre (450 lignes du *Rude Pravo*, du 13 avril) du professeur Ikuo Oyama à Staline, il ne sera pas inutile d'en souligner les passages au travers desquels on peut entrevoir la nouvelle tactique du P.C. japonais. Après avoir exalté la *« résistance du peuple japonais à toute forme de remilitarisation dans le passé »*, l'auteur, honoré par la distinction qui vient de lui être attribuée, en rapporte le mérite *« aux masses progressistes du Japon »*. Et d'écrire :

« Je sais que le Prix International Staline de la Paix est décerné à ceux qui ont lutté contre le fascisme et pour la paix, quelle que soit leur appartenance raciale, nationale et politique... Le fait que ce grand prix porte le nom de celui qui, depuis de longues années a prêché la possibilité de coexistence pacifique des deux systèmes, revêt pour nous tous une importance capitale et a produit chez nous une très forte impression. »

« Permettez-moi d'ajouter à ce que je viens de dire quelques réflexions. Elles ont trait au message que Staline nous a adressé au début de cette année. Le message de Staline a trouvé, tout naturellement, un écho immense auprès des masses populaires du Japon... Ce message est l'expression éclatante de la chaleureuse amitié et des sympathies des peuples de l'Union Soviétique à l'égard du peuple japonais que ce message a encouragé à lutter pour son indépendance nationale. Ce n'est pas tout. Le message est écrit dans un langage clair et compréhensible à tous les Japonais à quelque classe sociale qu'ils appartiennent. »

Et d'ajouter : *« D'une manière un peu inattendue, un grand nombre de journaux et publications, connus pour leurs sentiments réactionnaires ont commenté ce message avec une faveur qui nous a elle-même surpris. »*

Après l'appel au nationalisme de ses compatriotes, Oyama aborde rapidement le deuxième thème, celui de la prétendue nécessité pour le Japon de commercer avec la Chine et l'U.R.S.S.: *« Le nombre des Japonais va en croissant qui*

comprennent, que, ne serait-ce que du seul point de vue de l'indépendance économique, il est primordial pour le Japon d'entretenir des relations commerciales avec la Chine et l'Union Soviétique. »

Troisième argument, l'internationalisme jouant en faveur de l'U.R.S.S., est abordé aussitôt après avec de grandes précautions: «*Un des effets les plus immédiats du message de Staline et de l'attribution du Prix Staline qui m'a été faite, est que le Message et la distinction ont fait comprendre aux masses japonaises qu'il existait une solidarité internationale. Le peuple japonais qui lutte pour la paix est maintenant conscient de ce qu'il n'est plus une force isolée du monde, mais qu'il est étroitement lié aux centaines de millions d'hommes épris de paix à travers le monde, qu'il fait partie intégrante du front mondial de la paix, et que les buts de ce dernier s'identifient aux siens propres.* »

L'exploitation de la peur de la guerre qui est le commun des hommes sert aussi les communistes japonais. La lettre de Ikuo Oyama s'étend complaisamment sur ce quatrième argument : « *Mais supposons qu'en dépit de tous nos efforts et nos désirs les plus ardents, la guerre de Corée devienne une guerre générale, la troisième guerre mondiale. Qu'arrivera-t-il alors au Japon ? Une des conséquences prévisibles et inévitables en sera que le peuple japonais remilitarisé sera amené à tuer à nouveau les peuples, ses voisins — les Coréens, les Chinois et probablement même les peuples de l'Union Soviétique. Je le répète, telle sera la conséquence prévisible et inévitable du pacte de sécurité, car tel est le caractère de l'alliance militaire nippo-américaine. La seule pensée au retour possible de ces horreurs nous cause une invincible douleur.* »

Cinquième et dernier thème : la solidarité asiatique. « *La meilleure réponse que le peuple japonais puisse donner à la remilitarisation qui nous est imposée et qui est soutenue par les classes au pouvoir, c'est de proclamer solennellement notre refus de participer au carnage des peuples asiatiques. Cette façon de penser fait des progrès auprès des masses laborieuses du Japon. C'est en ce sens que nous parlons du serment de ne jamais permettre le déclenchement de la guerre en Asie. Le mouvement qui se développe et qui s'oppose au rétablissement du service militaire, est né spontanément parmi les étudiants, mais dès maintenant il trouve une large audience auprès des ouvriers, comme auprès de tous les travailleurs. A l'avenir, ce sont surtout les femmes japonaises qui devront rallier ce vaste mouvement populaire...* »

Aussitôt après vient une réserve d'importance: « *Mais il va de soi que le serment de ne pas se prêter à l'assassinat d'autres Asiatiques ne signifient pas que les Asiates ne doivent s'unir qu'à des gens d'Asie pour lutter contre les autres peuples de la terre. Que non ; bien au contraire. Tout simplement, tous les peuples asiatiques s'uniront aux autres peuples épris de la paix...* »

En résumé, la lettre ouverte du professeur Ikuo Oyama contient, outre les habituelles violences verbales à l'adresse des Américains, tous les thèmes que la propagande de l'ambassade soviétique à Tokio comme celle du P.C. japonais, ne cessent ces derniers temps d'utiliser. Indépendance politique (= lutte contre la tutelle américaine), indépendance économique (= reprise du commerce avec la Chine et l'U.R.S.S.), solidarité internationale des peuples (= faire le jeu de l'U.R.S.S)., peur de la guerre (= pacifisme à sens unique au profit des Soviets), et solidarité asiatique (= encore à sens unique, l'Inde par exemple n'étant même pas citée), voilà les arguments de l'offensive communiste en cours.

Ces *leitmotiv* mis en avant par le prétendu non-communiste Oyama sont exactement ceux qui figurent dans le « nouveau programme » du P.C. japonais, publié dès le 29 novembre dernier par l'organe de l'armée rouge en Allemagne, la *Taegliche Rundschau*. Nous ne reproduirons pas ce document qui n'ajouterait rien à la lettre du « poète » nippon, lauréat du prix Staline.

Le nouveau programme réclamait une « large union nationale ». Le manifeste du professeur rouge Ikuo Oyama montre bien que de plus en plus les communistes nippons ont, et auront, recours aux personnalités « neutres », n'ayant pas de passé politique communiste. Cette méthode « nouvelle » ne résulte qu'à moitié d'un choix délibéré. Elle est en effet imposée, pour une bonne part, par les inéluctables nécessités.

Le P.C. japonais vit dans une semi-clandestinité. Officiellement, il n'est pas dissous. Il compte même 200.000 à 300.000 adhérents, tout en n'en avouant que 16.000. Il détient à la Chambre basse 26 sièges (et il a essuyé une défaite totale aux dernières élections sénatoriales au printemps 1950), mais ses véritables dirigeants : Sanzo Nozaka, le secrétaire adjoint général « repenti », Yoshio Shiga, membre influent du Politbureau, et Kuishi Tokuda, secrétaire général, sont recherchés par la police depuis plus d'un an. En effet, 24 leaders communistes ont été portés sur une « liste noire » par le général Mac Arthur qui en a recommandé l'arrestation au gouvernement Yoshida.

Dès le 7 décembre 1950, les *Izvestia* se plaignaient de ce que « ... *le gouvernement Yoshida soumet à de cruelles répressions les chefs communistes du Japon et des autres organisations démocratiques. Il a suspendu l'organe central du Parti communiste* Akahata *et plus de mille autres journaux et périodiques progressistes. Il procède au licenciement massif des communistes et des militants syndicaux dans les entreprises et services publics...* »

Paralysé par des mesures de sécurité prises par le gouvernement, partiellement décapité, réduit à l'impuissance dans certains centres industriels, le P.C. nippon s'est trouvé devant l'obligation de changer de méthodes. De plus en plus il aura tendance à se servir de porte-parole à la Ikuo Oyama. D'autre part, il cherchera à exploiter les revendications ouvrières, comme il vient de le faire de la grève à laquelle, le 18 avril dernier, ont pris part quelques centaines de milliers de travailleurs japonais (350.000 d'après le *Praca* thécoslovaque, 100.000 selon la *Taegliche Rundschau*). La tactique suivie est double. Les communistes essaient, chaque fois qu'ils le peuvent, de déclencher le mouvement. Lorsqu'ils n'y réussissent pas et que d'autres partis au contraire le déclenchent, ils s'en attribuent les « mérites ».

RÉSERVÉ AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION CE BULLETIN N'EST PAS VENDU

LA VIE EN U.R.S.S.

Illustration de la " technique soviétique "

La *Pravda* du 8 mai publie un article de son correspondant de Vorochilovgrad, critiquant vivement l'incurie qui règne dans l'industrie houillère du Donbass. Les extraits ci-dessous montrent une fois de plus que la réalité, que la presse officielle rend publique par fragments, s'inscrit catégoriquement en faux contre les pourcentages non vérifiables par lesquels une propagande intéressée et mensongère voudrait faire croire que la productivité de l'économie soviétique est extrêmement élevée.

« *Grâce à la sollicitude quotidienne du Parti bolchevik et du gouvernement soviétique,* lit-on dans cet article, *l'industrie houillère de notre pays dispose du parc le plus important au monde de machines des plus modernes et de première classe. Utiliser d'une façon exemplaire cette technique perfectionnée — cela signifie améliorer tous les indices économiques de la mine, augmenter l'extraction, abaisser le prix de revient. Cependant, dans une série de mines du Donbass le nouvel outillage dont le pays pourvoit généreusement les mineurs est mal entretenu, et la durée des machines est extraordinairement brève. Dans les mines du trust « Charbon du Premier Mai », par exemple, les nouvelles machines ne travaillent en moyenne que pendant cinq à six mois au lieu de huit (ce que prévoit le plan) jusqu'à leur réparation générale ; les foreuses, les locomotives électriques et d'autres machines ne sont pas soumises à la révision périodique prescrite par l'Etat. Dans le puits n° 1-2, la durée des machines est très brève, il y a d'incessantes avaries. Mais on s'y est habitué aux avaries, on n'en découvre pas les causes, le personnel n'y fait pas attention. On ne s'applique pas à procéder à l'indispensable révision journalière et aux réparations courantes de l'outillage parce que le processus de production n'est pas organisé...*

« *Les principales abatteuses ne sont utilement employées que pendant la moitié du temps de travail. En s'efforçant de rattraper les arrêts, les machinistes surchargent l'outillage, ce qui entraîne l'usure précoce de certaines pièces et parties des machines et des mécanismes. Pour les remplacer, on prélève des pièces sur les machines neuves qui se trouvent en réserve* (1). *Après quoi, ces machines neuves de la réserve, qui n'ont jamais fonctionné, doivent être envoyées à la réparation générale. Depuis la mise en exploitation de ce puits, la section du Parti n'a pas soulevé une seule fois la question de l'entretien des machines...*

« *Cet exemple du puits n° 1-2 est caractéristique de nombre d'autres puits du même trust. Au puits n° 22 les locomotives électriques ne durent que cinq mois jusqu'à la réparation générale, alors que la norme prévoit deux ans... Dans la plupart des mines, on ne trouve pas d'ateliers de réparation au fond... Il faut envoyer les machines à l'usine de réparation de Kadiévska, qui n'a pas non plus d'atelier spécial, techniquement équipé. On y répare les machines par des méthodes artisanales, et les réparations ne répondent pas, en qualité, aux nécessités techniques.* »

(1) Car le manque de pièces de rechange est une des plaies quasi incurables de l'économie soviétique.

L'emprunt forcé

Ainsi qu'on s'y attendait, l'emprunt a été lancé au début du mois de mai. Ouverte le 6 mai, la souscription fut close le 9 ; elle a rapporté 35,7 milliards de roubles, soit 5,7 milliards de plus que le montant fixé. *Pravda, Izvestia* et *Troud* du 10 mai coiffent leurs éditoriaux du même titre-cliché : « *Brillant succès du nouvel emprunt* ». Avec les moyens de pression mis en œuvre, le succès ne pouvait évidemment qu'être «brillant». L'an dernier, l'emprunt avait rapporté 34,5 milliards, soit 1,1 milliard en plus de ce que le gouvernement avait demandé.

Le projet de budget pour 1952 adopté par le Soviet Suprême au début de mars dernier, prévoyait 42,5 milliards d'emprunts. L'emprunt émis le 6 mai ne réclamait que 30 milliards. Puisqu'il a donné 35,7 milliards, il reste une différence de 6,8 milliards de roubles à combler. Le gouvernement croit-il pouvoir se passer de cette différence ou envisage-t-il le lancement d'un autre emprunt quelques mois plus tard ? M. Zverev, ministre des Finances, se montre très discret à ce sujet dans l'article qu'il consacre à l'emprunt dans la *Pravda* du 6 mai :

« *L'augmentation des revenus des travailleurs au cours de cette année,* écrit-il, *crée des possibilités favorables pour le relèvement du montant de l'emprunt par rapport à l'an dernier. Cependant le gouvernement a décidé de fixer l'emprunt à 30 milliards de roubles, soit autant que l'année précédente.* »

Le jour de l'émission (6 mai) chacun des trois quotidiens centraux publiait un article d'un mi-

nistre des Finances pour « expliquer » la signification de l'emprunt : dans la *Pravda*, c'est M. Zverev, dans les *Izvestia*, M. Poskonov, son adjoint, et dans le *Troud* M. Fadéiev, ministre des Finances de la R.S.F.S.R. Les trois articles sont calqués sur le même schéma, identique à celui des années précédentes. On exalte d'abord les grands succès de l'édification « socialiste », on dénonce la misère qui règne dans le monde capitaliste qui préfère la préparation de la guerre aux grandes constructions pacifiques ; ensuite il est question du « bien-être » de la population soviétique et de la récente baisse des prix ; c'est pour en remercier le gouvernement et le « génial Staline » que le peuple est convié à souscrire massivement. Il est donc permis de demander à quoi a bien pu servir la baisse des prix du 1er avril si les gens sont obligés de rendre un mois plus tard le pouvoir d'achat supplémentaire, dégagé par la baisse. Cette fois-ci on leur reprend même plus que la baisse ne leur avait accordé : le gain de 28 milliards, dû à la baisse, est surcompensé par les 35,7 milliards que rapporte l'emprunt — l'an dernier l'opération était blanche.

M. Zverev dans la *Pravda* et M. Poskonov dans les *Izvestia*, opposant les dépenses sociales de l'U.R.S.S. aux « énormes » dépenses militaires des pays dits capitalistes, affirment sans rire que les dépenses militaires de la France s'élèvent à 59 % (Zverev) ou 60 % (Poskonov) du budget, alors qu'elles n'étaient en réalité que de 27,7% en 1951 ; elle n'atteignent que 30 % en 1952, tandis qu'elles représentent au moins 60 %, et très probablement plus de 70 %, des dépenses budgétaires soviétiques (1). Encore faudra-t-il souligner : 1° que le budget soviétique comprend les neuf dixièmes du revenu national, tandis que le budget français n'en accapare même pas le tiers ; 2° que la France se trouve engagée dans une guerre active et sanglante *par les soins mêmes de Staline*, tandis que l'U.R.S.S. est en pleine paix.

L'an dernier M. Zverev nous informait (*Pravda* du 4 mai 1951) qu'il s'était trouvé, en 1950, 70 millions de souscripteurs. Cette fois-ci, ni lui ni ses deux collègues n'indiquent combien il y avait de souscripteurs en 1951. On apprend seulement par l'éditorial de la *Pravda* du 6 mai que l'on compte en U.R.S.S. au total « environ 70 millions de porteurs d'obligations. »

Ce silence quant aux souscripteurs de 1951 semble indiquer que les campagnes ont, cette fois-ci encore, réussi à se soustraire dans une certaine mesure à leur « devoir patriotique ». L'an dernier déjà (2), les articles de M. Zverev et de son adjoint Bonzine laissaient entendre que les kolkhoziens étaient quelque peu réfractaires; ainsi M. Zverev écrivait (*Pravda* du 4 mai 1951) :

« *La pratique de nombreuses années a montré que la majorité des paysans préfère verser son argent en une seule fois. Il faut tenir compte de cette expérience et s'efforcer de faire en sorte que la souscription dans les villages s'accomplisse dans le courant du mois de mai... Le placement de l'emprunt réclame l'attention particulière des organisations du Parti et des syndicats, et des Comités Exécutifs des Soviets. Leur tâche consiste à préparer et à mettre en place, dans les entreprises, dans les Soviets ruraux et dans les kolkhozes*, les hommes qui dirigeront la souscription, qui assureront la conduite concrète, efficace du travail des commissions chargées de recueillir les fonds. »

La première partie de la citation ci-dessus se retrouve presque mot pour mot dans les articles écrits cette année-ci par M. Zverev et Poskonov; on voit que des ministres soviétiques n'ont pas besoin de se mettre en frais d'imagination pour écrire. Seule la menace contenue dans la deuxième partie de la citation a été supprimée cette fois-ci.

Les dirigeants de la C.G.T. soviétique ne se sont pas mis non plus en frais d'imagination. Ils ont reproduit textuellement leur appel du 4 mai 1951, dont voici les principaux paragraphes (*Pravda, Izvestia* et *Troud* du 6 mai 1952) :

« *Le Praesidium de la C.G.T. invite toutes les organisations syndicales à prendre une part active à la souscription de l'emprunt... Les organisations syndicales devront se livrer à une vaste campagne pour expliquer aux travailleurs la signification de l'emprunt... Le praesidium de la C.G.T. demande à tous les ouvriers et à toutes les ouvrières de l'industrie, des transports, du bâtiment, aux travailleurs de l'agriculture, aux ingénieurs, aux techniciens, aux employés, aux travailleurs de l'Union Soviétique, de souscrire unanimement à l'emprunt d'Etat pour le développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S., l'équivalent d'un salaire de 3 à 4 semaines.* »

Quand le praesidium de la C.G.T. « invite », les salariés savent qu'il ne leur reste qu'à obtempérer. L'équivalent d'un salaire de 3 à 4 semaines, cela fait de 300 à 400 roubles, soit de 26.000 à 35.000 francs. Comme le versement peut s'effectuer par 10 mensualités (prélevées d'office au moment de la paye), les salariés auront donc à acquitter chaque mois entre 2.600 et 3.500 francs en moyenne.

Certains objecteront évidemment qu'un emprunt, même forcé, n'est pas un impôt et que les souscripteurs seront remboursés. Les modalités de l'emprunt prévoient en effet le remboursement de 35 % du montant par tirage au sort au cours des 20 années qui viennent (de 1953 à 1972), tandis que les autres 65 % seront remboursés au pair après cette date.

Que vaut cette promesse ? La réponse nous est fournie par M. Charles Bettelheim, dont les sympathies pour le régime stalinien sont connues et qui eut même l'honneur d'être admis à prononcer un discours à la récente conférence économique de Moscou. Exposant la « réforme monétaire » du 13 décembre 1947, il écrit (3) :

« *Enfin, la réforme s'étend aussi à la dette publique. Il s'agit ici d'une opération de conversion obligatoire.* Celle-ci s'est effectuée sur la base d'un rouble nouveau contre trois anciens. La conversion s'applique A L'ENSEMBLE DES EMPRUNTS ÉMIS AU COURS DES TROIS PREMIERS PLANS QUINQUENNAUX. »

Les Soviétiques ne peuvent donc avoir aucune illusion quant à l'honnêteté de l'Etat débiteur. S'ils lui apportent quand même leur obole, c'est parce qu'ils sont forcés de le faire.

(1) Cf. notre étude sur le budget soviétique, *B.E.I.P.I.*, numéro 65.

(2) Cf. notre étude sur l'emprunt, *B.E.I.P.I.*, numéro 48.

(3) Ch. Bettelheim, *L'économie soviétique*, p. 336.

IMP. UNION, 13, RUE MÉCHAIN, PARIS-XIVe LE GÉRANT: BERNARD DE BRÉVEDENT, 354, RUE ST-HONORÉ, PARIS-Ier